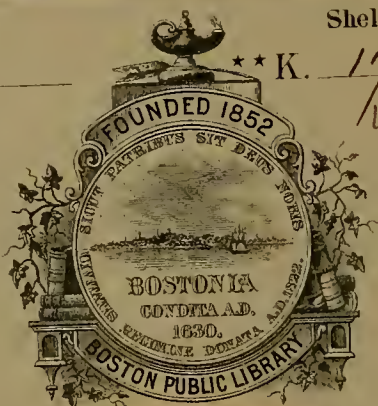


Shelf No.

★ ★ K.

141.3

Vol. 3



BEQUEST OF

Caroline Coddington Thayer

March 27, 1891.





MUSÉE
DE
VERSAILLES

— — — — —
IMPRIMERIE DE H. FOURNIER ET C^{ie}
RUE SAINT-BENOIT, 7
— — — — —

Théodore Burette 1844

MUSÉE DE VERSAILLES

AVEC UN TEXTE HISTORIQUE

PAR

M. THÉODOSE BURETTE



TOME TROISIÈME

GALERIE DES MARÉCHAUX. — STATUES



PARIS

FURNE ET C^{ie}, LIBRAIRES-ÉDITEURS

RUE SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS, 55

—
M DCCC XLIV

K. 171.3
M. 3



LE MARÉCHAL BOUCICAULT.

Publié par Furne à Paris.



BOUCICAUT

SECOND DU NOM

Boucicaut (Jean le Maingre), second du nom, naquit à Tours en 1364. Il n'avait que trois ans lorsqu'il perdit son père Jean le Maingre, maréchal de France, nommé *le brave*, et par *esbatement*, dit la chronique, *Bouciqaunt*, nom qu'une gloire héréditaire rendit patronimique. A douze ans, le jeune Boucicaut guerroyait sous le connétable Duguesclin et les ducs de Bourbon et de Bourgogne. Sa bonne mine et sa valeur l'avaient déjà mis en renom lorsqu'il fut fait chevalier. Nouveau David, il trouva son Goliath à la bataille de Rosebecque, et grand bruit fut de cette passe d'armes isolée. En Prusse, il soutint l'honneur de la chevalerie française contre les peuples barbares qui habitaient la Lithuanie, et que l'ignorance de ce temps confondait sous le nom de *Sarrasins*. A son retour, il suivit dans le Poitou et dans la Guienne le duc de Bourbon, qui le fit son lieutenant. Mais les victoires dont chacun prend sa part ne lui suffisaient pas, et dans les entr'actes il se faisait la main en combattant corps à corps Pierre de Courtenay, Thomas Clifford et autres champions non moins renommés. Charles VI le fit capitaine de cent hommes d'armes, et bientôt après maréchal de France, à l'âge de vingt-cinq ans. Après la bataille de Nicopolis, 25 septembre 1396, c'en était fait de lui, lorsque le comte de Nevers (Jean-sans-Peur, depuis duc de Bourgogne) « prit à douleur la mort de si vaillant homme, si l'advisa Dieu tout soudainement de joindre les deux doigts ensemble de ses deux mains en regardant Bajazet, et fist signe que Boucicaut lui étoit comme son propre frère et qu'il le respectast : lequel

sigue Bajazet entendit tentost et le fit laisser. » Négociateur du rachat des captifs, il marchanda noblement le prix de chacun, le duc de Nevers compris, et leva toutes les difficultés d'argent par la promesse de ne pas porter les armes contre Bajazet, lui et les siens. Cependant, en 1400, on le retrouve au siège de Constantinople servant l'empereur Manuel contre Bajazet. L'invasion de Tamerlan sauva le misérable empire grec, et Boucicaut se fit le patron de l'empereur Manuel, qui mendiait les secours de l'Occident. Gouverneur de Gênes, qui s'était donnée à la France, Boucicaut, pendant la durée de son commandement, ne laissa pas à d'autres la gloire de combattre les Musulmans sur la Méditerranée et sur leur propre territoire. Il secourut le grand-maître de Rhodes et le roi de Chypre, vainquit les flottes vénitiennes et protégea le commerce des Génois au dehors, comme il veillait à leur salut et à leur prospérité au dedans. Revenu en France après la révolution de Gênes, il ne reconnut d'autre drapeau que celui du Dauphin, il le suivit en Picardie dans la fatale campagne de 1415 contre les Anglais, paya de sa personne à la bataille d'Azincourt qui fut donnée contrairement à ses avis, et alla mourir prisonnier en Angleterre, 1421, à l'âge de cinquante-cinq ans. Son corps fut rapporté en France et déposé dans la chapelle de sa famille, derrière le chœur de l'église de Saint-Martin de Tours, et l'épithaphe lui donne le titre de grand-connétable de l'empereur et de l'empire de Constantinople. Boucicaut, fondateur avec le bon plaisir du roi de l'ordre galant de *la dame blanche à l'écu vert*, est un des types les plus heureux de la chevalerie au moyen-âge, et son historien dit que si les anciens appelaient les philosophes *chevaliers de sapience*, son héros se pouvait bien appeler *philosophe d'armes*.





Henri Schaeffer pinx^t

Imp de Bougeard

Langlois sc

LE MARÉCHAL DE MONTLUC.

Publié par Furne, Paris





MONTLUC

C'était un fils de famille bien pauvre que le jeune Montluc. Son droit d'aînesse lui donnait en perspective le titre de seigneur de son lieu et fief avec un revenu de mille livres à partager entre six, comme on partageait à cette époque. Dieu vint en aide à deux de ses frères, qu'on préparait à l'état ecclésiastique, et dont l'un fut évêque de Valence et laissa une grande réputation de négociateur. Montluc prit pour devise *Deo duce et ferro comite*, et ne comptant pas moins sur son compagnon que sur son guide, il se met en qualité de page au service d'Antoine duc de Lorraine; mais le bruit qui se fait en Italie l'arrache à cet apprentissage de petit gentilhomme, et d'archer de Bayard il devient soldat de Lautrec. Ce n'était point avec les vingt pistoles et le cheval que lui avait donnés son père qu'il pouvait racheter sa rançon après la bataille de Pavie: il n'était qu'un prisonnier vulgaire, malgré quelques précédents glorieux; aussi fut-il rendu à la liberté, et il en fit si bon usage que par la protection de Pierre de Navarre il obtint la confiscation d'une baronnie de douze cents ducats de revenu appelée la tour de l'Annonciade. Montluc ne la posséda que pendant le court intervalle où les Français se maintinrent dans l'état de Naples. Au siège de Marseille, il fait merveille et arrache non sans peine un brevet de capitaine de gens de pied; dès lors son nom n'est pas sans crédit, et la plus grande victoire qu'il remporte est dans le conseil du roi contre le comte de Montmorency. Il faut lire dans les mémoires de Montluc cette mémorable séance où s'agitèrent les destinées du pays, et dont la bataille de Cerisolles fut l'heureux résultat. Montluc, à la tête des arquebusiers, fit mieux encore qu'il n'avait promis, et le comte d'Engliien voulut l'armer chevalier de sa main. Le duc de Guise lui fit conférer le grade de mestre-de-camp et le commandement de douze cents hommes qu'il s'agissait de lever dans la

Guienne. Montluc, après une courte campagne en Picardie et une autre en Piémont, retourna dans cette dernière contrée en 1550 sous les ordres de Brissac. Il fut grièvement blessé au siège de Quiera. Tout l'honneur de la prise du château de Lanzo lui appartient. La délivrance de San-Damiano, la défense de Bène, la prise de Cortemiglia et de Ceva, confirmèrent encore sa brillante réputation, et le roi lui confia le gouvernement d'Albi. La défense de Sienné est l'épisode le plus curieux de sa vie. Comme on parlait de se rendre, il s'arrache du lit où le clouait la fièvre, vide quelques flacons de vin grec pour ranimer son teint, *revêt des chausses de velours cramoisi qu'il portait autrefois pour l'honneur d'une dame, dont il était amoureux quand il en avait le loisir*, et dans un équipage magnifique se transporte au sénat ! « Eh quoi ! » s'écrie-t-il, pensez-vous que je suis ce Montluc qui s'en allait mourant par les « rues ? Nenni, celui-là est mort et je suis un autre Montluc. » Le sénat lui décerne la dictature, et Montluc refuse son apostille au traité de capitulation, 21 avril 1555. Henri II lui donna le cordon de St.-Michel et une compagnie d'hommes d'armes, et mit à sa disposition deux places de conseillers au parlement de Toulouse. Montluc, auxiliaire du pape Paul IV, lui rend Ostie et Cività-Vecchia. Toujours protégé par le duc de Guise qu'il seconde vaillamment au siège de Calais et de Thionville, il est substitué à d'Andelot dans la charge de colonel-général de l'infanterie française. Mais cette protection a quelque chose d'humiliant, et à force de vouloir bien faire pour la mériter, il dépasse le but ; sa valeur prend le caractère du fanatisme à froid, ses aides-de-camp sont deux bourreaux, et lui-même n'est plus qu'un *boucher royaliste*. Défigurés par un coup d'arquebusade au siège de Rabasteins, il fut contraint de se couvrir d'un masque le reste de sa vie, et quand la Provence épuisée eut obtenu un autre gouverneur, Montluc alla faire sa dernière passe d'armes au siège de La Rochelle. L'année suivante Henri III lui accorda le bâton de maréchal de France. Peu s'en fallut que Montluc n'allât finir ses jours en anachorète dans les Pyrénées ; mais il se ravisa, et, retiré dans sa terre d'Estillac, près d'Agen, il y composa ses Commentaires, que Henri IV appelait *la Bible des soldats*. Il était né en 1502 et mourut en 1577.





Alaux pinx

Imp de Finot & Bougeard

Coutlière sc.

LE M^{AL} DE BASSOMPIERRE.

Publié par Furne, Paris.



BASSOMPIERRE



Bassompierre (François de), maréchal de France, naquit en Lorraine, le 12 avril 1579, d'un rang illustre, et descendait d'une branche de la maison de Clèves. Quand le jeu, les aventures galantes et les succès de cour ne suffirent plus à son activité, il se fit homme de guerre et se signala en 1602 contre le duc de Savoie. De la Hongrie, où il prend part à la croisade toute temporelle de Rodolphe II contre les Othomans, il revient en France, et se trouve être de taille pour prétendre à la main de mademoiselle de Montmorency, fille du fameux connétable. Il céda la place au prince de Condé pour ne pas perdre un ami : cet ami était Henri IV, qui soutenait jusqu'au ridicule et à la tyrannie son rôle de *vert galant*. Bassompierre, pour prix de sa résignation, fut fait colonel-général des Suisses et Grisons. En 1617, il exerça la charge de grand-maître de l'artillerie au siège de Château-Porcien ; il fut blessé à celui de Rhétel. En 1620, il se trouva comme maréchal-de-camp au combat du Pont-de-Cé, aux sièges de Saint-Jean-d'Angeli, de Montpellier, etc. Enfin en 1622, le roi Louis XIII le fit maréchal de France.

Cette rapide faveur fit ombrage à Luynes, qui ne dissimula pas sa jalousie et éloigna Bassompierre par l'offre de l'ambassade d'Espagne, mission que l'affaire de la Valteline, qui se traitait alors, rendait fort importante. En 1625, il fut envoyé en Suisse, et de là en Angleterre. De retour en France, il fut un des héros du siège de La Rochelle, où il disputa le commandement de l'armée au duc d'Angoulême. Au Pas de Suze en 1629 et au siège de Montauban en Languedoc, il continua à bien faire *pour la plus grande gloire du roi et de monseigneur le Cardinal*. Bientôt, comme pour expier la folie qu'il avait eue, lui et les siens, de servir si loyalement à contre-cœur, il ne s'en tint plus aux bons mots et voulut agir ; il se jeta dans différentes intrigues qui toutes échouèrent,

et comme ses liaisons avec la maison de Lorraine le rendaient dangereux, le premier ministre le fit mettre à la Bastille le 23 février 1631. La princesse de Conti, Louise de Lorraine, qu'il avait épousée en secret, mourut de douleur. Grand fut l'émoi parmi les dames de la cour; le cardinal était curieux, et Bassompierre avait entre les mains bien des lettres qui pouvaient les compromettre. Le feu prévint l'indiscrétion.

Lorsqu'il sortit de prison, ce ne fut qu'après la mort de Richelieu, Louis XIII lui demanda son âge; il ne se donna que cinquante ans, quoiqu'il en eût plus de soixante. Le roi paraissant surpris: « Sire, répondit Bassompierre, je retranche les dix dernières années, parce que je ne les ai pas employées au service de Votre Majesté. » Sous le ministère du cardinal Mazarin, sa charge de colonel-général des Suisses, qu'il avait été forcé de vendre par le fait de sa captivité, lui fut rendue; on parlait même de lui pour être gouverneur de Louis XIV; mais il mourut d'apoplexie chez le duc de Vitri, dans la Brie, le 12 octobre 1646, à l'âge de soixante-cinq ans.





Rouillard pinxit.

Imp de Bougeard

Rouargue sc.

LE MARÉCHAL DE SCHOMBERG.

Publié par Furne, Paris



SCHOMBERG

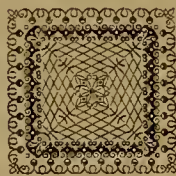


Schomberg (Charles duc de) était fils du maréchal Henri de Schomberg , dont le cardinal de Richelieu dit dans ses Mémoires : « C'était un gentilhomme qui faisait profession d'être fidèle et tenait cette qualité de sa nation. Il avait moins de pointe d'esprit que de solidité de jugement; il le montra en la charge de surintendant des finances , en laquelle, sans s'être enrichi d'un teston , et ayant toujours conservé l'intégrité ancienne qui semble n'être plus de ce temps; néanmoins les financiers sous lui n'abusèrent pas peu de sa facilité. Il était homme de grandeur, de générosité et de bonne foi : Dieu l'a signalé en l'exécution de trois grandes actions à l'État, des plus importantes de notre siècle. »

Charles reste fidèle à ces nobles traditions de famille. C'est dans le Poitou et la Saintonge qu'il fait ses premières armes sous les ordres de son père. Blessé au siège de Sommières, en 1622 , il se signale par sa valeur, en 1629, à la prise du Pas de Suze et de Privas. En fait de courage, le roi était bon juge et jugeait de près; il attache à sa personne Charles qu'un mariage avait fait duc d'Halluyn et pair du royaume, lui donne une compagnie de cheveau-légers de la garde, couvre des insignes de l'ordre du Saint-Esprit la blessure qu'il a reçue au siège de Rouvray , et le nomme gouverneur du Languedoc. La victoire que Charles de Schomberg remporta devant Leucate sur les Espagnols, en 1636, fit grand bruit, et le bâton de maréchal qui en fut la récompense frappa durement encore les Espagnols dans le Roussillon. La prise de Perpignan, en 1642,

de concert avec le maréchal de la Meilleraie, termina dignement cette glorieuse campagne. Mais le roi mort, on se hâta d'oublier. Gaston d'Orléans met la main sur le gouvernement du Languedoc et ne laisse à Schomberg que le titre honorifique de lieutenant de cette province; on y ajoute le gouvernement de Metz et la charge de colonel des Suisses et des Grisons que convoitait le duc de Longueville.

Contraint de prendre le commandement de l'armée de Catalogne au refus du frère du cardinal Mazarin, il partit, dit mademoiselle de Montpensier, « avec peu d'argent, peu de faveur et peu d'hommes; et ceux qui sont du métier de faire rire les autres, disaient par raillerie que celui qui voudrait aller en lieu périlleux devait suivre ce maréchal. Les courtisans prétendaient que tous ses exploits se borneraient à donner des sérénades aux dames espagnoles; car, quoiqu'il ne fût plus jeune, il était toujours galant. » Schomberg prit cependant Tortose d'assaut, en 1648, malgré la résistance opiniâtre des assiégés. Mais ce beau fait d'armes ne le plaça pas plus haut dans la faveur de la reine et de son ministre. Néanmoins Schomberg ne songea même pas à exploiter une guerre plus utile, la guerre civile. On avait compté sur sa loyauté et son honneur pour le mécontenter impunément, et il mourut à Paris le 6 juin 1656, incompris sans doute des importants et des perturbateurs, mais regretté des gens de bien qui avaient eu à pleurer sur les inconséquences coupables de Turenne et de Condé.





Mauzaisse pinx^t

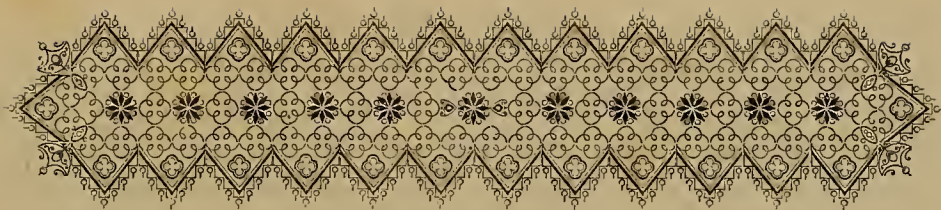
Imp. de Bougeard

Langlois sc

LE MARÉCHAL DE LA MEILLERAYE.

Publié par Furne, Paris.





LA MEILLERAIE



Le duc de la Meilleraie (Charles de la Porte), pair et maréchal de France, ne se présente pas aux honneurs sa généalogie à la main. Ses aïeux, à défaut de titres héraldiques, lui laissèrent une grande fortune qui lui eût permis de tout acheter, excepté le talent. Mais le talent et la volonté de le mettre en relief ne lui manquèrent pas. D'ailleurs, il avait son cousin germain, le cardinal de Richelieu, qui déguisa bientôt le petit-fils de l'apothicaire de Parthenay en gentilhomme de haut lieu. Il lui fit dépouiller d'abord les principes gênants de la réforme, et n'eut pas plus de peine à en faire un maréchal de France qu'un bon catholique.

La Meilleraie justifia la faveur par le mérite. En 1629, dans les guerres de Piémont, il se signala à l'attaque du pas de Suze, et en 1630 au combat de Carignan. Après le siège de la Mothe, en Lorraine, où il avait donné des preuves de beaucoup d'intelligence et de sang-froid, il fut nommé grand-maître de l'artillerie en France, et le grand nom de Sully, qui se rattachait encore à cette charge imposante, n'écrasa pas le nouveau titulaire. Il servit en cette qualité dans les guerres du comté de Bourgogne et des Pays-Bas. A la prise de Hesdin, sur la brèche même de la ville, Louis XIII prit une canne, et dit, en la présentant à la Meilleraie : « Je vous fais maréchal de France. Voilà le « bâton que je vous en donne ; les services que vous m'avez rendus m'obligent « à cela, vous continuerez à me bien servir. » Le nouveau maréchal répondit qu'il n'était pas digne de cet honneur : « Trêve de compliments, reprit le roi, « je n'ai jamais fait un maréchal de meilleur cœur que vous. »

Le maréchal de la Meilleraie défit, en 1640, l'armée espagnole commandée par le marquis de Fuentès, et contribua ainsi à la réduction d'Arras ; il prit,

l'année suivante, trois places importantes, Aire, la Bassée et Bapaume; et appelé, en 1642, au commandement de l'armée qui devait entrer dans le Roussillon, il soumit la plus grande partie de cette province en peu de mois. Dans les Pays-Bas, en 1644, étant sous les ordres du duc d'Orléans, il disputa au maréchal de Gassion la prise de possession de la ville de Gravelines, et cette querelle de préséance pouvait prendre un caractère fâcheux, et compromettre la discipline en mettant les vainqueurs aux prises entre eux, lorsque le prince décida que de droit il fallait céder le pas au régiment des gardes que la Meilleraie commandait. Envoyé en Italie, en 1646, il prit Porto-Longone et Piombino, et il hâta ainsi la conclusion de la paix avec la cour de Rome. En 1648, lorsque Mazarin fut obligé de sacrifier Particelli d'Émery, sa créature, aux exigences motivées de l'indignation publique, il lui fallut choisir un honnête homme pour relever aux yeux de tous la charge de surintendant des finances, et son choix tomba sur le maréchal de la Meilleraie, qui, au dire de Voltaire, eut *la probité de Sully, mais non pas ses ressources*. Il taxa les financiers et les traitants dont la plupart firent banqueroute, et abandonna la surintendance en 1649. Cette année de vie administrative le fatigua plus que toutes ses campagnes militaires. Là pour lui s'arrête l'histoire, à moins qu'on ne veuille entrer dans les détails des alliances de famille, et du cérémonial de cour. Son fils unique épousa la fameuse Hortense Mancini, nièce du cardinal Mazarin, dont il prit le nom et les armes. Ainsi le nom de la Meilleraie, fait par Richelieu, fut sacrifié à Mazarin. Charles de la Porte, duc de la Meilleraie, pair et maréchal de France, mourut donc à peu de chose près tout entier à l'Arsenal, à Paris, le 8 février 1664, à l'âge de soixante-deux ans.





Alaux pinx

Imp. de Bougeard.

Langlois sc.

LE MARÉCHAL DE CASSION.

Publié par Furne, Paris



GASSION



Gassion (Jean de), maréchal de France, né à Pau en 1609, d'un président à mortier du parlement de cette ville, fit ses premières armes en Piémont et dans la Valteline, sous le duc de Rohan; puis il partit pour l'Allemagne, où l'appelait la grande renommée militaire de Gustave-Adolphe; ce fut la source de sa fortune. Sa brillante valeur à la bataille de Leipsick, en 1631, au passage du Lech, aux sièges d'Ingolstadt, de Biberach, de Donawerth et d'Augsbourg, lui mérita la confiance du roi de Suède, qui lui donna un régiment et une gratification considérable, distribuée tout aussitôt à ses soldats. L'armée suédoise se trouvait acculée contre Nuremberg par celle de Wallenstein, forte de soixante mille hommes; Gassion facilita la jonction d'un puissant renfort, et quand Gustave le pria de lui demander une grâce, il répondit qu'il ne souhaitait qu'une chose, c'était d'être envoyé encore au-devant du corps de troupes que Sa Majesté attendait. La bataille de Lutzen devait porter des fruits pour tous ces grands satellites du héros suédois; mais sa mort (16 novembre 1632) changea tout, et Gassion fut forcé de rentrer en France, où il se fit suivre de son régiment. Tous les généraux se le disputaient; le maréchal de La Force, qui commandait en Lorraine, obtint la préférence, et pour premier exploit, Gassion battit un corps de seize cents ennemis, s'empara de Charmes, de Neuchâtel, et fit lever le siège de Chasté. En 1635, à la tête de cinq cents chevaux, il battit les six mille hommes du célèbre Jean de Werth, et fit quinze cents prisonniers. En 1636, 37 et 38, il assista aux combats de Raven et de Saint-Nicolas, au siège de Dôle, aux prises de Turin, d'Hesdin et d'Aire; en 1639, il réprima une émeute à Rouen, et fut nommé maréchal-de-camp. Ce fut en cette qualité qu'il dirigea l'aile droite de l'armée française à la bataille de

Rocroy (19 mai 1643), où le jeune duc d'Enghien lui dit en l'embrassant, qu'il lui était redevable de la victoire. Quelques jours plus tard, blessé à Thionville, Gassion reçut le bâton de maréchal de France. Mêmes succès dans les campagnes suivantes; en 1644, il prit Gravelines avec le duc d'Orléans; en 1645, Béthune, Saint-Venant, Armentières; en 1646, il défit un corps espagnol entre Dunkerque et Bruges, et s'empara de Courtray, de Furnes, de Dunkerque; puis il ravitailla la première de ces places, en passant sur le ventre à une division ennemie, qui lui fermait le passage. En 1647, il commandait l'armée avec le maréchal de Rantzau; une querelle survint entre eux, et Landrecies, qui ne fut pas secouru à temps, se rendit à l'archiduc Léopold. Vivement affligé de cet échec, Gassion avait mis le siège devant Lens. Un assaut fut donné, et une demi-lune emportée; mais les ennemis avaient élevé une palissade en face, d'où partait un feu très vif de mousqueterie; le maréchal, voyant hésiter ses soldats, se précipita en avant; une balle le frappa au front, et il mourut cinq jours après à Arras (2 octobre 1647); c'était une sorte de héros philosophe, qui ne respirait que pour la guerre. Quand on lui parlait de mariage, il répondait qu'il ne faisait pas assez de cas de la vie pour en faire part à quelqu'un. Un jour Gustave-Adolphe lui proposait une riche héritière: « Sire, dit-il, j'ai beaucoup de respect pour les femmes, « mais je n'ai pas d'amour; ma destinée est de mourir soldat et garçon. » Il tint parole.





Delaune pinx

Imp de Finot & Bougeard

Laville sc.

LE M^{AL} DE CRÉQUY.

Publié par Furne. Paris.



CRÉQUI



Créqui (François de Bonne de), duc de Lesdiguières, fils de Charles I^{er}, sire de Créqui, fut fait maréchal de France en 1668, avec Bellefond et d'Humières; c'était un an après avoir battu le comte de Marsin et le prince de Ligne qui venaient au secours de Lille assiégée par Louis XIV. En 1670, il prit Épinal et Longwy, enleva au duc de Lorraine ses États, et l'obligea de se retirer à Cologne. Louis XIV, qui se connaissait en hommes, veut que Turenne, 1672, sans autre titre que celui de maréchal, ait en sous-ordre les maréchaux Créqui, Bellefond, d'Humières et Schomberg. Louis XIV n'est point obéi, et l'exil coupe court à ces susceptibilités hiérarchiques. Cependant, en 1674, Créqui se trouve sur les bords de la Sarre à la tête de la noblesse ou de l'arrière-ban. Turenne demanda ce corps d'élite; Créqui écrit à Louvois qui lui répondit : « Si M. de Turenne, croyant donner un combat contre les ennemis, vous demande tous les escadrons de l'arrière-ban, S. M. *désire* que vous les lui envoyiez. » Louvois faisait parler bien poliment son maître; néanmoins, Créqui se démit du commandement, et servit comme volontaire sous Turenne qui manda au même Louvois : « M. le maréchal de Créqui, qui est venu dans mon quartier, m'a dit qu'il y voulait demeurer tant qu'il croirait qu'il y aurait quelque chose de capital à faire. Cela ne saurait être que d'une fort grande utilité pour le service du roi, personne n'étant plus capable de servir dans une grande action et dans toutes que lui. » Créqui n'en redoutait que plus l'obligation de passivité; et, en 1675, commandant de sa personne entre Sambre et Meuse, il manifeste encore, après la prise de Dinand, la crainte d'être annihilé sur la demande du maréchal de Turenne. La même année, Turenne fut tué, et Créqui

se trouva le plus ancien des maréchaux de France. L'affaire de Consarbrick, toute désastreuse qu'elle fut, fit dire au grand Condé : « Il ne manquait que cette disgrâce au maréchal de Créquy pour le rendre un des plus grands généraux d'Europe. » Trèves, où il s'était réfugié, lui quatrième, se rendit par la trahison d'un nommé Boisjourdan. Créquy fut fait prisonnier dans la grande église où il s'était retranché, défendant le trésor de l'armée, et se battant encore quand tous les postes étaient abandonnés. En 1677, Créquy fut opposé au jeune Charles V, duc de Lorraine, qui se flattait de pouvoir reconquérir ses États ; mais, avec une armée supérieure, ce prince ne put rien entreprendre, arrêté qu'il fut par les marches et contre-marches de Créquy. Enfin, il retourne en Alsace, et Créquy le devance, le bat à Kokesberg près de Strasbourg, et termine glorieusement la campagne par la prise de Fribourg. L'année suivante, le duc Charles voulut reprendre cette place, et rentrer dans la Lorraine par la Haute-Alsace ; Créquy bat un corps de troupes du prince de Bade, attaque les impériaux, et les défait vers le pont de Rhinfeld ; taille en pièces l'arrière-garde du duc de Lorraine près de Gegenbach ; emporte le fort de Kehl ; brûle le pont de Strasbourg, et se rend maître de Lichtemberg. Ces deux campagnes furent immédiatement suivies de la paix de Nimègue, dont Louis XIV dicta les conditions. En 1679, Créquy battit deux fois près de Minden l'électeur de Brandebourg. En 1684, il prit Luxembourg après vingt-quatre jours de tranchée ouverte : Louis XIV commandait l'armée qui couvrait le siège de cette place. Créquy mourut le 4 février 1687, à l'âge de soixante-trois ans. Voltaire a dit que Créquy mourut avec la réputation d'un homme qui devait remplacer le vicomte de Turenne.





Tableau du temps.

Geoffroy sculp.

LE MARÉCHAL DE BELLE-ISLE.

Publié par l'urne. à Paris.





DE BELLE-ISLE

(Charles-Louis-Auguste FOUQUET, comte) naquit le 22 septembre 1684, à Villefranche en Rouergue, où le marquis de Belle-Isle, son père, s'était retiré depuis la disgrâce du surintendant Fouquet, dont il était le fils. A peine était-il sorti de l'adolescence, que Louis XIV lui donna un régiment de dragons, à la tête duquel il servit avec distinction. Il accompagna le maréchal de Villars à Rastadt, reçut à la paix le gouvernement de Huningue, et fut nommé maréchal-de-camp par le régent contraint par des considérations politiques à déclarer la guerre à l'Espagne. De retour en France, il fut, sous le ministère du duc de Bourbon, enveloppé dans la disgrâce de M. Leblanc, et mis à la Bastille, d'où il ne sortit que pour être exilé dans ses terres. Nommé lieutenant-général, il servit, en 1734, sous les ordres du maréchal de Berwick, fut ensuite chef d'un corps de troupes sur la Moselle, et s'empara de Trèves et de Traërbach. Il eut ensuite la gloire de tenir tête au prince Eugène, et de déconcerter tous ses projets pour la délivrance de Philisbourg. La paix de 1736 assura la Lorraine à la France, et le comte de Belle-Isle reçut le gouvernement de Metz et des Trois-Évêchés, qu'il conserva toute sa vie. Il employa les loisirs de la paix à écrire des mémoires sur les pays qu'il avait parcourus et sur les diverses parties du gouvernement. Nommé maréchal de France en 1738, M. de Belle-Isle fut envoyé à Francfort et dans les différentes cours d'Allemagne, afin d'y négocier en secret la nomination de l'électeur de Bavière au trône impérial, devenu vacant par la mort de Charles VI (1741); et, quand il fallut se battre, il alla prendre le commandement de l'armée qui devait combattre Marie-Thérèse. Déjà il s'était emparé de Prague; mais le cardinal de Fleury l'envoya à Francfort, à la diète d'élection, où il fit élire le protégé de Louis XV, sous le

nom de Charles VII. La prise de Prague fut suivie de fautes dont le prince Charles de Lorraine sut profiter. Le maréchal de Belle-Isle revint en diligence à l'armée de Bohême; il fit sa jonction avec le maréchal de Broglie, battit le prince Lobkowitz à Sahai, et le poursuivit jusqu'à Budweiss, où il apprit la défection du roi de Prusse, et le traité de paix qu'il avait conclu, à l'insu de ses alliés, avec Marie-Thérèse. Abandonné par la Saxe et la Prusse, le maréchal se jeta dans Prague; mais bientôt il eut à combattre toutes les forces de l'Autriche, qui vinrent l'assiéger. Après des efforts inouis, Belle-Isle offrit au prince Charles d'évacuer Prague, pourvu qu'il eût la permission de se retirer avec l'armée; mais Marie-Thérèse exigeait que l'armée se rendit à discrétion. Le maréchal rejeta des propositions si dures, et, placé entre les horreurs de la disette et la honte de se rendre, il conçut le projet de cette noble et difficile retraite qui fut considérée comme une victoire. Charles VII le récompensa en l'honorant de l'ordre de la Toison-d'Or. En 1746, le maréchal fut chargé de la défense des frontières du Dauphiné et de la Provence, menacées par les Autrichiens. (*Biographie.*) Créé duc et pair en 1748, il eut la fantaisie, l'année suivante, d'ambitionner le titre d'académicien, vacant par la mort de Jean-Jacques Amelot, ministre d'État. Le maréchal de Belle-Isle, que des souvenirs de piété filiale rapprochaient des gens de lettres, ne daigna pas d'abord frapper à leur porte; mais son orgueil de grand seigneur s'humilia, et, ses visites faites, il compta parmi les élus. A sa mort (1761), le jésuite qui pronça son oraison funèbre n'oublia rien, si ce n'est la suppression des milices, qu'on reprocha plus tard à sa mémoire, en dehors des considérations de bienfaisance et d'humanité.





Vauchelet pinx.

Imp de Finot & Bougeard

Pardinet sc.

LE MAL DE CHOISEUL-STAINVILLE.

Publie par Furne, Paris.



CHOISEUL

Choiseul (Étienne-François de), duc de Choiseul et d'Amboise, colonel-général des Suisses, chevalier des ordres du Roi et de la Toison d'or, naquit le 28 juin 1719. Entré au service sous le nom de comte de Stainville, il montra une valeur brillante et obtint un avancement rapide. Colonel en 1743, maréchal-de-camp en 1748, il fut lieutenant-général en 1759; mais il était appelé à de plus hautes destinées. (*Biographie universelle.*)

Toutefois ses précédents militaires firent moins pour lui que la protection de madame de Pompadour, qui lui ouvrit le chemin à la faveur par l'ambassade de Rome. Le nouveau diplomate passe bientôt à la cour de Vienne, octobre 1756. Il en revient ministre des affaires étrangères, à la place du cardinal de Bernis, qui, chose étrange, resta son ami. La machine gouvernementale roule maintenant sur un seul homme. La mort du maréchal de Belle-Isle fait mettre dans ses attributions le département de la guerre, qu'il se réserve exclusivement, rejetant sur son cousin le comte de Choiseul, créé aussi duc et pair sous le nom de duc de Praslin, le poids des affaires étrangères, la marine comprise. Deux ans après, les succès de Frédéric, la défection de la Russie, les fautes des généraux, les pertes de la marine, et, plus que tout, le mauvais état des finances, imposèrent la rigoureuse nécessité de conclure à de pénibles conditions la paix de 1763. Toute la responsabilité porta sur deux noms; on oubliait déjà le bien qui s'y rattachait. L'ordonnance du 10 décembre 1762, qui amenait la retraite d'un grand nombre d'anciens officiers, pour ouvrir les rangs à une jeunesse active et belliqueuse; les encouragements donnés à l'artillerie et à l'arme du génie; la Martinique fortifiée, et Saint-Domingue porté au plus haut degré de prospérité; les pertes de la marine réparées en moins de sept ans; le *pacte de famille*, qui, unissant tous les

souverains de la maison de Bourbon, en formait un faisceau de puissance redoutable aux Anglais, et mettait à notre disposition la marine espagnole; la conquête de la Corse; le patronage noblement accordé à la Pologne; enfin la prépondérance nationale relevée aux yeux de l'Europe: un caprice de femme va tout renverser, et la Dubarry défait ce qu'avait fait madame de Pompadour.

Ce fut un grand scandale lorsqu'on apprit, le 24 décembre 1770, que le roi avait disgracié son ministre en termes sévères. Alors on se prit à aimer, à adorer celui qu'on était bien près de haïr, et le départ du duc de Choiseul pour Chanteloup fut un vrai triomphe. Pour la première fois la majorité, tant à la ville qu'à la cour, se tourna vers le soleil couchant. C'était à qui solliciterait la permission de faire visite à l'illustre exilé. Le roi, fatigué de demandes à ce sujet, ne trouva d'autre moyen de s'y soustraire que de ne plus rien défendre, et sur la route de Chanteloup commence la longue procession de tous les ordres de l'État. En expiation, le duc de Choiseul fut forcé de se démettre de la charge de colonel-général des Suisses. Louis XV mourut; mais Louis XVI avait donné toute sa confiance au comte de Maurepas, et lorsque ce vieux ministre termina sa carrière, la reine tenta vainement de rappeler au conseil celui qui, en faisant son mariage, l'avait placée sur le trône. Le duc de Choiseul se consola par les magnificences de la vie privée, et mourut au mois de mai 1785, au moment où l'épuisement de sa fortune menaçait de couper court à sa vie de luxe et de représentation fastueuse. Il était trop grand seigneur pour entrer dans les combinaisons de ministère que l'opinion imposait à la royauté.





Barbier Walbonne pinx.^t

Imp. de Bougeard

Geoffroy sculp.^t

LE MARÉCHAL MONCEY.

Publié par Furne, Paris.



MONCEY

Le maréchal Moncey (Rose-Adrien-Jeannot) naquit à Besançon le 31 juillet 1754. Son père, avocat au parlement de la province de la Franche-Comté, le destinait à la même profession que lui, lorsque, à l'âge de quinze ans, il quitta le collège de Besançon et s'engagea dans le régiment de Conti (infanterie). Deux fois enlevé à la profession des armes, il avait déjà commencé d'étudier le droit ; il lui en resta du moins un sentiment pur de la justice et du respect de la loi, qui ne l'a jamais abandonné ; mais un goût plus décidé le rappelait vers les camps. En 1791, il était capitaine de dragons ; en 1793, il commandait le cinquième bataillon des chasseurs cantabres. Sa rare bravoure, sa fermeté et ses talents lui valurent, en 1794, le grade de général de brigade, et deux mois après le brevet de général de division. Employé en cette qualité à l'armée des Pyrénées-Orientales, il concourut à la prise de la vallée du Bastan, du fort de Fontarabie, du port du Passage et de Saint-Sébastien. En août 1795, il fut, par un décret de la représentation nationale, appelé au commandement de l'armée des Pyrénées Occidentales.

On sait quelle fut l'issue de la campagne : alarmé des succès obtenus par le général français, le gouvernement espagnol se décida enfin à demander la paix ; Moncey la signa à Saint-Sébastien avec le marquis d'Iranda, plénipotentiaire envoyé par le cabinet de Madrid.

En 1800, chargé du commandement d'un corps de vingt mille hommes, Moncey franchit le Saint-Gothard et s'empara de Plaisance. A Marengo son nom fut mis à l'ordre du jour de l'armée. A la paix de Lunéville, il reçut le commandement des départements de l'Oglio et de l'Adda ; en 1801, il fut nommé premier inspecteur de la gendarmerie nationale. Cette place équivalait à un second ministère de la police.

En 1804, Moncey présida le collège électoral du département du Doubs et, la même année, il fut élu candidat au sénat conservateur par le département des Basses-Pyrénées. Le 19 mai 1804, Napoléon le comprit dans la première promotion des maréchaux de l'empire, et le 1^{er} février de l'année suivante, il le fit grand cordon de la Légion-d'Honneur.

En 1808, Moncey fut envoyé en Espagne et déploya dans cette campagne, l'une des plus difficiles de l'empire, des talents militaires qui le placèrent au premier rang. Nommé en 1814 major-général commandant en second la garde nationale de Paris, il fit preuve pendant la bataille livrée sous les murs de cette ville d'une fermeté de caractère et d'une présence d'esprit qui firent l'admiration de la population parisienne.

Après la suspension d'armes, le maréchal Moncey, qu'un ordre imprévu obligeait de suivre l'armée, remit au duc de Montmorency le commandement de la garde nationale. Le 1^{er} avril, il fut nommé membre du conseil d'état provisoire. Nommé pair par Louis XVIII en 1814, puis déchu de la pairie par ordonnance royale, il fut réintégré dans cette dignité le 5 mars 1819. En 1823, il commanda en chef le quatrième corps de l'armée d'Espagne.

Nommé après 1830 gouverneur des Invalides, invalide lui-même, il apporta dans l'exercice de ses fonctions toute l'ardeur d'un cœur et toute l'intelligence d'une tête qui seuls n'avaient pas vieilli. Ce fut un grand jour pour lui quand, par ordre du roi Louis-Philippe, en vertu d'une loi solennelle, et aux acclamations de la France entière, il reçut les *cendres de l'Empereur*. Depuis, suivant l'expression heureuse de M. Dupin, on peut dire qu'il se considéra comme étant de garde auprès de l'Empereur. Mort le 21 avril 1842, il a pris place non loin de lui, revêtu de ses insignes, encore ceint de son épée, et comme prêt à se lever au premier commandement. Ses dernières paroles n'ont pu s'échapper que du sein d'une conscience bien sûre d'elle-même. « Je désire, a-t-il dit, que chacun remplisse et finisse sa carrière comme moi. »





Vien pinxit

Imp. de Bougeard.

Geoffroy sc.

LE MARÉCHAL JOURDAN.

Publié par Furne, à Paris.



JOURDAN

Jourdan (Jean-Baptiste, comte) naquit à Limoges, le 29 avril 1762. Fils d'un chirurgien de cette ville, il s'enrôla dès l'âge de 16 ans, et fit en partie la guerre d'Amérique. De retour en France en 1782, il quitta l'armée pour cause de maladie, et reprit ensuite du service comme chef de bataillon de la garde nationale de la Haute-Vienne. Il fit en cette qualité la campagne de Belgique, sous Dumouriez (1791), et se distingua particulièrement au siège de Namur. Ses talents militaires, non moins que son courage, le firent élever au grade de général de brigade, le 27 mai 1793, et à celui de général de division, le 30 juillet suivant. Il fut blessé le 5 septembre de la même année, à Hondscote, en enlevant un retranchement; fut nommé le lendemain général en chef de l'armée des Ardennes, et passa tour à tour, et dans la même qualité, à celle du Nord, le 22 septembre 1793, après la destitution du général Houchard; à l'armée de la Moselle, 10 mars 1794; et à l'armée de Sambre-et-Meuse avec laquelle il livra, le 26 juin 1795, la célèbre bataille de Fleurus. On sait le parti qu'il tira de 70,000 de ces soldats nouveaux que, même après Valmy et Jemmapes, les étrangers avaient encore peine à croire capables de soutenir une guerre sérieuse. 100,000 alliés commandés par le prince de Cobourg se firent battre en dépit des vieilles combinaisons stratégiques de l'Allemagne. Le général Jourdan quitta le commandement de l'armée en 1796, et fut l'année suivante envoyé par le département de la Haute-Vienne au conseil des Cinq-Cents. Ayant donné sa démission le 13 octobre 1798, il reçut le lendemain du Directoire le commandement de l'armée du Danube, qu'il quitta le 13 avril 1799. A cette époque, l'opinion publique pressentait déjà de grands événements. Au moment où ils éclatèrent, Jourdan ne se décida pas en faveur

de Bonaparte, et cette désapprobation, clairement manifestée, le fit exclure du corps législatif où il était rentré, dans la journée même du 18 brumaire, et il ne fut chargé de fonctions honorables, par le nouveau gouvernement, que plus de huit mois après. Envoyé dans le Piémont comme ambassadeur extraordinaire (1800), il y devint président de la consulte d'état, et enfin premier administrateur du pays. En 1804, il fut compris dans le nombre des quatorze maréchaux d'empire créés le 19 mai, et le 1^{er} février 1805 l'empereur lui donna le grand cordon de la Légion-d'Honneur. En 1806, le maréchal Jourdan fut envoyé à Naples avec le titre de gouverneur de cette capitale et de ministre des Deux-Siciles. En 1808, passant dans la Péninsule avec le roi Joseph auquel il resta attaché en qualité de conseil, il en reçut le titre de major-général de l'armée espagnole. L'année suivante il demanda son rappel ; mais Napoléon le fit repartir pour l'Espagne au moment d'entreprendre la campagne de Russie. En 1814 l'empereur le plaça à la tête de la 15^e division militaire ; et presque aussitôt il envoya de Rouen (3 avril) son adhésion à la déchéance de Napoléon, comme à tous les actes du gouvernement provisoire. En conséquence, il fut confirmé dans le gouvernement de cette même division militaire par Louis XVIII, qui le décora de la croix de Saint-Louis et le nomma comte. En 1815 il reçut de Napoléon le commandement en chef de l'armée du Rhin, ainsi que celui de la division militaire dont Besançon était la ville centrale ; mais les revers de notre armée ne lui permirent pas d'entrer en campagne. La seconde restauration le nomma gouverneur de la 7^e division militaire à Grenoble, et le roi l'appela, le 5 mars 1819, à la Chambre des pairs. Enfin, nommé gouverneur des Invalides, le 11 août 1830, le maréchal Jourdan est mort à Paris, le 23 novembre 1833. L'empereur, qui s'était montré accessible à des préventions contre le vainqueur de la Belgique, lui rendit plus tard justice. On lit dans le *Mémorial de Sainte-Hélène* que, parlant un jour des méréchaux de France, Napoléon dit du maréchal Jourdan : « En « voilà un que j'ai fort mal traité assurément. Rien de plus naturel que de « penser qu'il ait dû m'en vouloir, sans doute. Eh bien ! j'ai appris avec plaisir « qu'après ma chute, il est demeuré constamment bien ; il a montré là cette « élévation d'âme qui honore et classe les gens. Du reste, vrai patriote, et « c'est une réponse à bien des choses. »





Gros pinxit.

Imp^{re} de Bougeard

Geoffroy sc.

LE MARÉCHAL MASSÉNA.

Publié par Furne, à Paris



MASSÉNA



Masséna (André) naquit à Nice, le 6 mai 1758. Mousse à bord d'un navire marchand que commandait un de ses oncles, il fit deux voyages de long cours et passa dans Royal-Italien. Il fallait la révolution de 89 pour le rendre à la vie militaire. Il s'était lassé d'attendre l'épaulette, et, le 22 août 1793, il est nommé général de brigade, puis général de division le 20 décembre de la même année. Quatorze ans soldat, il montre de prime-abord qu'il a toutes les qualités du capitaine, et il prélude à la grande victoire de Zurich par les plus beaux faits d'armes. Au pont de Lodi, c'est lui qui force le passage, c'est lui qui enlève Pizzighitone, c'est lui qui entre le premier dans Milan. Bonaparte lui écrivait : « Vous comptez pour six mille hommes de plus dans votre commandement, et puis vous et vos braves comptez double de vos forces réelles. » Ce fut dans le cours de cette glorieuse campagne d'Italie que Masséna reçut du plus illustre des guerriers le surnom d'*Enfant chéri de la victoire*. A son arrivée à Paris, lorsqu'il apporta le traité de ratification de paix conclu avec l'empereur François, tout le peuple se porta à sa rencontre, et la ville lui donna une fête des plus brillantes.

La guerre, un instant assoupie, ne tarda pas à se rallumer en Europe. Masséna, d'abord envoyé en Suisse sous les ordres de Jourdan qui commandait aussi l'armée du Danube, réunit bientôt à lui seul ce double commandement. Déjà les alliés étaient certains de notre défaite ; nos troupes, battues sur tous les points, devaient, en se retirant, laisser déborder la Suisse et livrer le passage. Masséna déjoua toutes ces combinaisons, et sut rendre vaines les dispositions du prince Charles, généralissime de l'armée ennemie. A chaque pas, il le forçait de suspendre sa marche, en lui livrant des combats les plus acharnés. D'abord il fatigua les coalisés en leur disputant le terrain pied à pied ; puis, après ces actions partielles, il anéantit l'armée russe, et détruisit une grande

partie de l'armée autrichienne devant Zurich et dans le Muttathal. Ce n'est pas trop de dire que dans cette campagne, où il vainquit deux des plus habiles généraux de l'Europe, Suwarow et le prince Charles, il sauva la France qui, déjà entamée de toutes parts, était encore en proie à des déchirements intérieurs. Il était écrit que la France lui devrait encore une fois son salut : ce fut lui qui prépara la victoire de Marengo, en arrêtant l'armée de Mélas sous les murs de Gênes. Sous le consulat, Masséna s'abstint de prendre part aux affaires ; mais il refusa de voter en faveur de Bonaparte, dont il avait été l'ami et dont il était resté le camarade. Dans toutes les discussions importantes, et particulièrement dans les discussions du corps législatif dont il était membre, il fut en opposition avec le Consul. Lorsque Moreau, avec qui il n'avait jamais eu de relations, fut mis en jugement, trompé comme tant d'autres, il se prononça hautement contre les accusateurs du général. Cette conduite aurait pu lui valoir une disgrâce, mais Napoléon n'osa pas faire des maréchaux de l'empire sans le comprendre dans le nombre : la liste de ces nouveaux dignitaires fut dressée, ainsi que celle des grands-cordons de la Légion-d'Honneur, et l'on y lut le nom de Masséna. Ce nom valait à lui seul une armée, et c'est Masséna que Napoléon chargea de conquérir un royaume à son frère Joseph. Le royaume fut conquis. En Pologne son rôle n'est pas moins noble. Créé duc de Rivoli, il se fit un titre plus brillant dans l'histoire par la bataille d'Aspern dont l'honneur lui revient tout entier. A Wagram, contusionné par une chute de la veille, c'est dans une calèche traînée par quatre chevaux qu'il préside aux mouvements de la gauche de l'armée. La paix conquise, le voici prince d'Essling. En Portugal, comme il l'écrivait lui-même, « il n'a pas cessé de justifier la confiance « dont l'a honoré l'empereur, et il a mis dans l'accomplissement de ses devoirs « tout le zèle et tout le dévouement dont il est capable. » Son nom manque à la campagne de Russie : il commandait les provinces que menaçaient les armements de l'Angleterre dans la Méditerranée. La restauration et les Cent jours l'y trouvèrent encore ; mais, conséquent avec lui-même, il reste fidèle au drapeau qui a reçu son dernier serment, et ne reparait sur la scène des événements qu'après la seconde abdication. Nommé commandant général de la garde nationale de Paris, il fit beaucoup pour la France à cette époque critique ; mais les Bourbons le payèrent d'ingratitude, et comme il n'avait plus qu'à mourir, on lui laissa le droit de mourir en France le 4 avril 1817. Il avait alors cinquante-neuf ans. Dans le cimetière de l'est, on remarque un obélisque de marbre blanc avec cette inscription : *Masséna.*





Robert Lefèvre pinxit.

Imp. de Bougeard.

Geoffroy sculpsit.

LE MARÉCHAL AUCEREAU.

Publié par Furne, à Paris.



AUGEREAU



« (Pierre-François-Charles), duc de Castiglione, maréchal et pair de France, naquit à Paris, le 11 novembre 1757, d'une marchande de fruits et d'un maçon. Augereau embrassa par goût la profession des armes. Il s'engagea dans le régiment des carabiniers, devint sous-officier, et fut choisi pour aller à Naples instruire les troupes napolitaines. La conduite qu'il tint dès le commencement de la révolution française le rendit suspect au gouvernement napolitain, et bientôt il fut obligé de revenir en France où il arriva le 2 septembre, lorsque les frontières étaient déjà envahies. Augereau partit avec les premières levées de volontaires, où il ne tarda pas à se faire remarquer par son intrépidité. Il passa rapidement par tous les grades intermédiaires, et se trouva, en 1794, en qualité de général de brigade, à l'armée des Pyrénées, où il se signala à l'affaire de Figuières et à celle qui eut lieu en 1795 sur les bords de la Flavia. Nommé en 1796 général de division, il passa à l'armée d'Italie. Là fut le véritable théâtre de sa gloire militaire. Le 10 avril 1796, il se rend maître des gorges de Millesimo, se réunit aux généraux Mesnard et Joubert, et enveloppe la division de Provera. Quelques jours après, il s'empare des hauteurs de Montesimo, met l'armée d'Italie en rapport avec le général Serrurier, et décide par-là les victoires de Dego et de Saint-Jean. Il emporte le lendemain le camp de la Cera, Alba et Casale, et rencontre les Autrichiens à la tête du pont de Lodi. Sur l'autre rive est l'armée ennemie forte de 60,000 hommes. Augereau se précipite avec ses troupes sur le pont. Il renverse tous les obstacles, et, profitant de ses avantages, il fait des milliers de prisonniers. Il dégage Masséna d'une position difficile, s'empare de Castiglione et de Bologne, où il fait prisonnier le cardinal-légat, repousse pendant plusieurs jours l'ennemi trop confiant en sa force numérique, passe l'Adige et arrive à Roveredo. Là il tient en échec un corps posté à Bassano, tandis que Masséna, s'avancant de Villa-Nova, cerne 20,000 hommes commandés par le général

Wurmser qui ne lui échappe qu'en se sauvant le long de l'Adige jusqu'à Mantoue. Arrive enfin la fameuse journée d'Arcole où l'armée française, accoutumée aux prodiges, hésite, chancelle et s'arrête devant une artillerie formidable. Augereau s'en aperçoit : il arrache l'enseigne des mains du porte-drapeau, s'élance sur le pont, et court au pas de charge sur l'ennemi qu'il renverse et met en fuite. Sa récompense officielle et nationale fut la bannière même dont il s'était servi pour guider les troupes.

« Augereau, de retour à Paris, est investi du commandement de Paris, et, à la journée du 18 fructidor (4 septembre 1797), le directoire lui donne mission d'envahir le corps législatif et d'arrêter les députés proscrits. Fidèle aux instructions qu'il a reçues, Augereau entre dans la salle du corps législatif à la tête d'un fort détachement, s'adresse au général Ramel, lui arrache ses épaulettes, et ordonne l'arrestation de tous ceux qu'on lui avait désignés comme coupables ou comme suspects. Il avait lui-même arrêté le général Pichegru. Augereau, exalté par le parti vainqueur, se berça un instant de l'espoir de remplacer un des directeurs proscrits; mais on lui préféra Merlin de Douai et François de Neufchâteau. En 1799 il fut député au conseil des Cinq-Cents et devint secrétaire de cette assemblée; néanmoins il ne s'opposa pas au coup d'état du 18 brumaire. Sa part dans la distribution des grâces, fut le commandement de l'armée de Hollande. En 1804 il reçut de l'Empereur le titre de maréchal, et fut peu de temps après fait duc de Castiglione en souvenir d'un de ses principaux exploits. Le maréchal Augereau commanda encore avec distinction sur le Rhin et en Prusse, et occupa une belle place dans les journées d'Iéna (1806) et d'Eylau (1807). Il fut moins heureux en Catalogne (1809), et ne fut chargé que d'un rôle secondaire pendant l'expédition de Russie (1812); cependant, à la tête d'une poignée de soldats, il fit des prodiges de valeur à la bataille de Leipsick (1813). Nommé en 1814 commandant supérieur des 6^e et 7^e divisions militaires, le maréchal Augereau se rendit à Lyon, où non seulement il ne fit rien pour s'opposer à l'entrée des alliés, mais même où il fut un des premiers à se détacher de l'Empereur et à reconnaître les Bourbons qui le nommèrent membre du conseil de la guerre et chevalier de Saint-Louis. En 1815 Napoléon mit la défection du maréchal à l'ordre du jour, et se vengea de son ingrat lieutenant par le dédain de l'oubli; la Restauration fit à peu près de même, et le duc de Castiglione mourut à son château de La Houssaye le 12 juin 1816, d'une hydropisie de poitrine. »

(*Biographie des contemporains.*)





Kinson pinxit.

Imp^r de Bougeard

François sc

LE MARÉCHAL BERNADOTTE.

Publié par Furne, à Paris



BERNADOTTE

Que Charles-Jean soit issu d'une famille de bourgeoisie, ou que son père ait été ménétrier de village, il importe peu : le roi de Suède est fils de ses œuvres. Né à Pau, en Béarn, le 26 janvier 1764, Jean-Baptiste-Jules Bernadotte entra au service à l'âge de 16 ans ; il était sergent en 1789, colonel en 1792, général de brigade en 1793, général de division en 1794. Il combattit sur le Rhin et à Fleurus, essuya un échec en se mesurant contre l'archiduc Charles, et alla prendre sa revanche en Italie, où il enleva la forteresse de Gradisca et s'empara de Trieste (1797). Venu à Paris en fructidor an v, pour remettre une adresse au Directoire, il fut envoyé à Marseille, repassa en Italie, puis fut nommé ambassadeur à Vienne, où son imprudence compromit le salut de la légation dans une sédition populaire excitée par le ministre Thugut. De retour en France, il alla prendre le commandement d'un corps d'observation en Allemagne, et, après le 30 prairial an vii, il fut porté par Barras au ministère de la guerre. Éconduit comme démagogue, il vivait dans la retraite, lorsque survint la révolution du 18 brumaire. Bernadotte s'y oppose, et cependant Bonaparte le nomme conseiller d'état et général en chef de l'armée de l'Ouest. Bientôt il se fait exiler, doit son rappel à Joseph Bonaparte, de qui, par sa femme, il est le beau-frère, et l'empereur venge les injures du premier consul en élevant Bernadotte à la dignité de maréchal de l'empire (19 mai 1804), en lui donnant le commandement d'une armée, en le nommant chef d'une cohorte de la Légion-d'Honneur ; il accepte, quoique, dans le conseil d'état, il se soit prononcé contre cette institution. Sa belle conduite à Austerlitz lui vaut, peu de temps après, la principauté de Ponte-Corvo. Vainqueur à Schleitz et à Saafeld,

il abandonne indignement Davoust à Auerstaedt, se réhabilite au combat de Hall, pénètre en Pologne, et sauve peut-être le quartier-général impérial et le corps d'armée du maréchal Ney, en livrant, d'inspiration, bataille aux Russes dans la plaine de Mohrungen. A Hambourg, dans la Fionie, le Jutland, il se concilie l'estime des populations par une administration sage, humaine et juste (1808). Le lendemain de Wagram, où les Saxons qu'il commandait ont lâché pied devant l'ennemi, il les félicite, par une proclamation, de leur inébranlable constance. Napoléon, indigné, le renvoie à Paris. Après avoir été momentanément placé à la tête de l'expédition de Walcheren, il se livrait au repos, lorsque mourut, le 28 mai 1810, le prince de Schlegwig Augustembourg, à qui devait être dévolue la couronne de Suède. Les quatre ordres de la nation proclament Bernadotte prince royal, le roi Charles XIII l'adopte. Dès-lors, prenant le nom de *Charles-Jean*, Bernadotte est prince suédois, et le prouve à Abo, devant Berlin et à Leipzig. On l'excuse par les devoirs de sa nouvelle position; « mais, disait l'empereur, pour prendre femme on ne renonce point à sa mère, encore moins doit-on lui déchirer les entrailles. » Le prince royal de Suède conduisit l'armée ennemie jusque sur le Rhin et s'arrêta de sa personne à Cologne. Il ne se rendit à Paris qu'après l'abdication de Napoléon, y passa quelques jours seulement, retourna en Suède, et, à la mort du roi Charles XIII (5 février 1818), lui succéda sous le nom de Charles XIV. Couronné à Stockholm le 11 mai, et à Drontheim le 7 septembre, il a vu de longues années s'écouler sans que les tribunaux eussent à juger un seul délit relatif au changement de dynastie. Tous les ans il parcourt ses royaumes sans escorte, sans faire poser une seule sentinelle à la porte de la maison où il s'arrête. Quelques dissentiments assez fréquents entre son gouvernement et le storthing norvégien n'empêchent point le trône du monarque suédois d'être l'un des plus solidement établis sur le sol mouvant de l'inquiète Europe, où, tant de fois depuis cinquante ans, les princes légitimes ont senti leurs couronnes vaciller sur leurs fronts, où les dynasties sont devenues éphémères, où les sceptres ne sont pas toujours viagers.





M^{me} Benoist pinxit

Imp de Bougeard

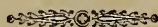
Geoffroy sculptst.

LE MARÉCHAL BRUNE.

Publié par Firmin Paris



BRUNE



Brune (Guillaume-Marie-Anne, comte), né d'un avocat à Brives, dans le département de la Corrèze, le 13 mars 1753, fut successivement étudiant en droit, homme de lettres, imprimeur, cherchant péniblement sa vocation, jusqu'au jour où la grande explosion révolutionnaire de 1789 vint la lui révéler tout à coup. Doué d'une force herculéenne et d'une stature élevée, l'obscur disciple de Gutenberg se jeta dans les rangs de la garde nationale, s'affilia au club exalté des Cordeliers, se trouva à la trop fameuse journée du Champ-de-Mars (juillet 1791) si vivement reprochée plus tard à Lafayette et à Bailly, et partit bientôt pour la Belgique en qualité de commissaire civil du gouvernement français. Au retour, il embrassa résolument la carrière militaire, et devint adjudant-major au 2^e bataillon de Seine-et-Oise (1791), adjoint aux adjudants-généraux (7 septembre 1792), adjudant-général (12 octobre), enfin général de brigade à l'armée du Nord, où il prit une part active à la victoire de Hondschoote, sous le malheureux Houchard. De là, il se rendit dans le département de la Gironde, dont la fermentation réclamait la présence d'un homme ferme et énergique. Au 13 vendémiaire, il faisait partie de l'armée de l'intérieur qui, sous les ordres de Bonaparte, comprima avec tant de vigueur la menaçante révolte des sections. Brune alla ensuite rejoindre au-delà des Alpes le jeune héros de vendémiaire, et assista dans la division du brave Masséna à tous les combats de géants qui ont immortalisé la première campagne d'Italie. Brune et Masséna apprenaient, sous le grand capitaine, ces manœuvres savantes et rapides qu'ils devaient bientôt mettre si heureusement à profit, dans des circonstances critiques, à Berghen et à Zurich. Nommé général de division, le 7 août 1797, puis ambassadeur du directoire à la cour de Naples, après la signature du traité de Campo-Formio, Brune refusa de s'engager dans les fonctions diplomatiques, et obtint le commandement de l'armée qui allait imposer à la Suisse une nouvelle constitution mieux en harmonie avec le gouvernement directorial. Placé peu après à la tête de l'armée d'Italie, il se transporta de là sur les côtes de la Hollande, où l'appelaient les exigences d'une invasion anglo-russe. Les temps étaient durs à cette époque

pour la France; la seconde coalition menaçait nos frontières, et le succès avait abandonné nos drapeaux depuis le départ du conquérant de l'Italie pour le merveilleux Orient. Brune refoula les ennemis à Berghen (19 septembre), presque au moment où Masséna les écrasait à Zurich; et lorsque Bonaparte débarqua à Fréjus, la patrie était sauvée. Chargé de la pacification de la Vendée, qui s'agitait de nouveau (14 janvier 1800) dans les premiers jours du consulat, puis nommé général en chef de l'armée de réserve (5 mai), Brune fut envoyé en Italie, après la mémorable bataille de Marengo; et l'armistice conclu à Pasdorff ayant été rompu, il poussa les Autrichiens du général Bellegarde jusqu'au delà de la célèbre ligne de l'Adige; il se préparait à remonter vers le Tyrol, lorsque l'ennemi sollicita une suspension d'armes, bientôt suivie de la paix de Lunéville, qui termina la seconde coalition. Conseiller-d'état (4 décembre 1801), ambassadeur en Turquie (23 septembre 1802), Brune fut compris dans la première promotion des maréchaux de l'empire (19 mai 1804), et devint chevalier, puis grand-officier, puis enfin grand'croix de la Légion-d'Honneur (2 février 1805). Présent cette année-là au fameux camp de Boulogne, il marchait, en 1807, à la tête d'un des corps d'armée qui avaient mission de réduire la monarchie prussienne, avec le titre de gouverneur-général des villes anséatiques. Le roi de Suède s'était déclaré pour la cause de Frédéric-Guillaume; le maréchal s'empara de Stralsund, occupa l'île de Rugen et conquit rapidement toute la Poméranie suédoise : ce furent là ses derniers exploits. Napoléon, prévenu contre lui, le condamna à l'inaction, et Brune ne reparut plus à la tête des armées. Créé chevalier de Saint-Louis en 1814, il ne lui fut pas donné de rentrer au service sous la première restauration; aussi, lors du retour de l'île d'Elbe, se hâta-t-il d'aller offrir son épée à l'Empereur, qui n'avait plus à se souvenir du passé. Devenu pair de France et gouverneur de la 8^e division militaire, Brune commanda, pendant les cent-jours, le deuxième corps d'observation stationné en Provence, et s'aliéna les royalistes par le désarmement de la garde nationale de Marseille; ce devait être un crime irrémissible après la seconde chute de Napoléon, et les réactionnaires du Midi ne le mirent pas en oubli. Brune fut égorgé à Avignon, le 2 août 1815, par une populace fanatisée, alors que la protection des lois était impuissante contre les terribles colères du parti victorieux, et que les mauvais jours de la révolution semblaient être revenus. Ainsi périt ce soldat courageux et plein d'honneur, dont on a dit avec juste raison : « Ce fut une des plus pures illustrations de la République et de l'Empire. »





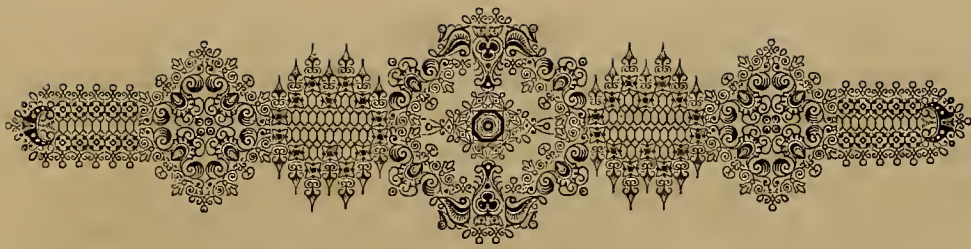
Lecointe pinxit

Imp^{re} de Rougerard

Lecomte sculp

LE MARÉCHAL MORTIER.

Paris chez Fournier et Cie

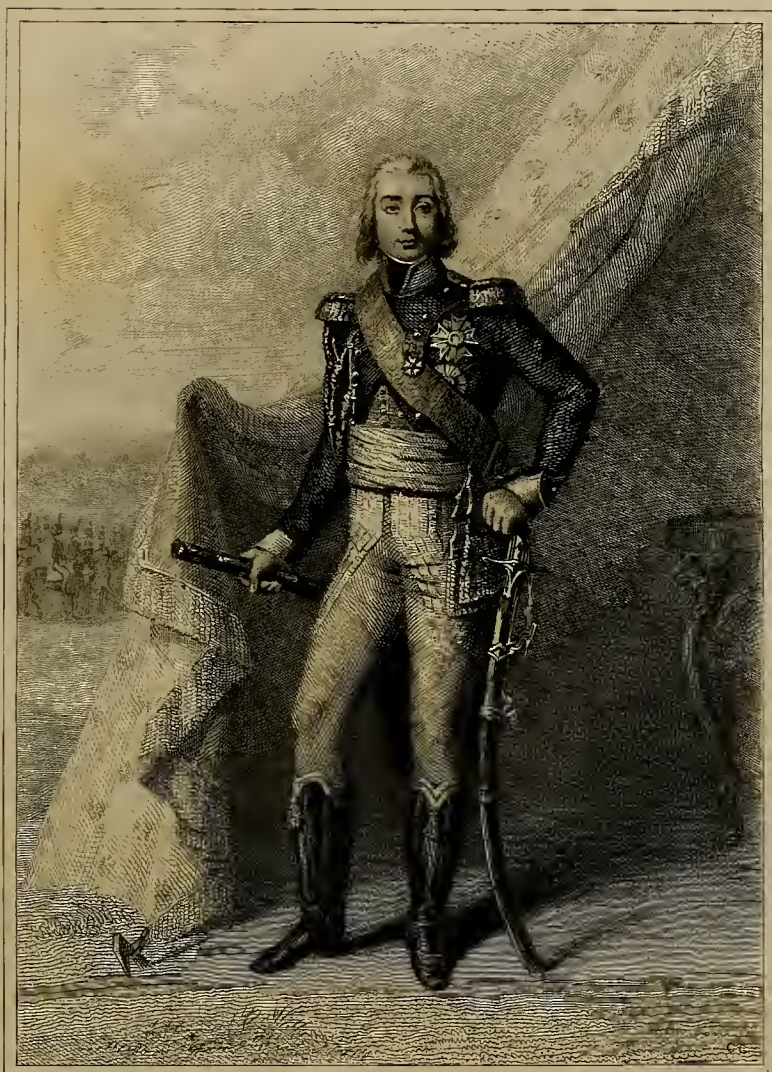


MORTIER

Nommé capitaine à 23 ans dans le premier bataillon du Nord, Adolphe-Édouard-Casimir-Joseph Mortier, né au Cateau le 13 février 1768, fut promu au grade de chef de bataillon, le 3 septembre 1793, et à celui de chef de brigade, le 13 juin 1795. Il était attaché à l'état-major comme adjudant-général, et s'était fait remarquer au combat de Wildendorf, à Gemunden, et surtout à Bemberg, lorsqu'il fut mis à la tête du 23^e régiment de cavalerie. Général de brigade le 23 février 1799, il se distingua au passage de la Limmat par une attaque vigoureuse, dont Masséna fut tellement satisfait, qu'il le nomma général de division sur le champ de bataille (25 septembre). Le lendemain, devant Zurich, Mortier mettait l'ennemi en complète déroute. Sa glorieuse nomination fut confirmée par le Directoire, le 19 octobre. Six mois après, le premier consul l'appelait au commandement de la 17^e division militaire, dont Paris était le chef-lieu. Il y joignit temporairement le commandement supérieur de la 15^e division, et, après la rupture du traité d'Amiens, l'envoya commander le camp de Nimègue, avec le titre de lieutenant-général, qui alors n'était donné qu'aux officiers-généraux investis de pouvoirs extraordinaires. A la tête de l'armée de Hollande, Mortier avait achevé la conquête du Hanovre, lorsqu'il fut nommé au commandement de l'armée d'occupation de ce pays, qu'il quitta pour aller commander la garde des consuls, quelques semaines avant qu'elle ne devînt garde impériale. Compris dans la première promotion des maréchaux de l'empire, le 19 mai 1804, il reçut, le mois suivant, la décoration de grand-officier, et fut nommé chef de la deuxième cohorte de la Légion-d'Honneur, sans avoir été

ni officier, ni commandant. Après le combat de Diernstein, où le 100^e régiment fit, sous ses yeux, des prodiges de valeur, il fut chargé de couvrir Vienne, pendant que Napoléon s'avancait dans la Moravie (1805). L'année suivante, il soumit la Hesse, à la tête d'un corps de troupes françaises et hollandaises. En 1807, il occupa Hambourg, envahit la Poméranie Suédoise, fit le blocus de Stralsund, et, après la signature de l'armistice du 18 avril, alla renforcer l'armée devant Dantzig. Il commandait l'aile gauche à Friedland, et le cinquième corps en Espagne, au siège de Sarragosse, au pont d'Argolispo, à Ocana, à la Gebora, à Badajoz. Il fut, au mois de juin 1811, rappelé en France, et nommé colonel-général de l'artillerie et des sapeurs et mineurs de la garde. Depuis six ans, il était grand-aigle de la Légion-d'Honneur, et duc de Trévise depuis 1808. En 1812, il eut le commandement de la jeune garde, et fut gouverneur du Kremlin, qu'il fit sauter. Dans la campagne de Saxe, il prit part à la bataille de Bautzen et de Würschen, à celles de Dresde et de Leipzig, et opéra sa retraite sur Bruxelles, de là sur Reims et jusque sous les murs de Paris, non toutefois sans avoir concouru à la victoire de Montmirail. Marmont ayant conclu sa suspension d'armes, le duc de Trévise, dans l'impuissance d'agir, dut y adhérer. Après le rétablissement du trône des Bourbons, Mortier fut successivement nommé commissaire extraordinaire, gouverneur, et, en 1815, il reçut le commandement, à Lille, des troupes stationnées dans les départements du Nord, sous les ordres de M. le duc d'Orléans. Après le retour de l'empereur, il fut chargé d'inspecter toutes les troupes de ligne depuis Calais jusqu'à Landau (encore France en 1815), puis il fut nommé commandant de la cavalerie de la garde (8 juin). Privé du gouvernement de la 16^e division militaire, il fut plus tard nommé pair de France, réintégré dans ses emplois, et décoré de l'ordre du Saint-Esprit. Fut-il redevable de ce changement à la marche plus libérale du gouvernement de cette époque (1819), ou à l'influence du prince qui lui avait écrit la lettre du 25 mars 1815, qui le nomma grand-chancelier de la Légion-d'Honneur en 1831, ministre de la guerre avec la présidence du conseil en 1834, et aux côtés de qui il mourut, sous le plomb de l'assassin Fieschi, le 28 juillet 1835?





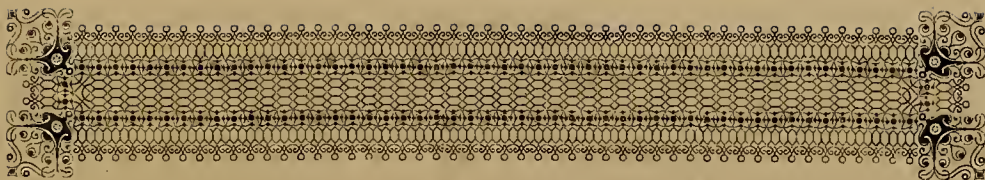
Reissener pinxit.

Imp^r de Bougeard

Geoffroy sc

LE MARÉCHAL BESSIÈRES.

Publié par Furne, à Paris



BESSIÈRES

Jean-Baptiste Bessièrès, né à Preissac, le 6 août 1768, n'était plus fort jeune lorsqu'il entra au service : il fut admis dans la garde à cheval de Louis XVI, en août 1792. Licencié au bout de quelques semaines, il passa dans la légion des Pyrénées, devenu 22^e régiment de chasseurs à cheval, fut nommé officier l'année suivante, et prit le commandement des guides de l'armée d'Italie, le 5 juin 1796. Il y avait plus de deux ans qu'il était capitaine ; il avait fait aux Pyrénées les campagnes de 1792 à 1795. Au combat de Roveredo (septembre 1796), il s'empara de deux pièces de canon, et tua tous les canonniers qui voulaient les défendre. Il n'avait que six chasseurs avec lui dans ce coup de main, qui lui valut le grade de chef d'escadron. Il se signala ensuite à la bataille de Rivoli, au combat de la Favorite ; fit partie de l'expédition d'Égypte, combattit à Aboukir, et revint en France avec Bonaparte, qui le nomma commandant de la garde à cheval des consuls, le lendemain du 18 brumaire. Promu au grade de général de brigade, le 18 juillet 1800 ; à celui de général de division, le 13 septembre 1802, il reçut le bâton de maréchal de l'empire à la création de cette dignité, et commandait la division de la garde impériale à la grande-armée en 1805. Il se fit remarquer à Austerlitz, à Iena, à Pultusk, à Eylau, où il exécuta une charge des plus brillantes. Il était présent à la célèbre entrevue de Napoléon et d'Alexandre, sur le radeau du Niemen ; il était à la tête de la garde lors de la triomphale entrée de ce corps dans la ville de Paris, le 25 novembre 1807. Il fut ensuite envoyé en Espagne, où il commanda le deuxième corps, et remporta la victoire de Medina, dont la nouvelle arracha, dit-on, à l'empereur ce cri de joie : « C'est une seconde bataille de

« Villa-Viciosa , Bessières a mis mon frère Joseph sur le trône d'Espagne. » Le commandement du deuxième corps ayant été donné au maréchal Soult, Bessières prit celui de la cavalerie, et se signala au combat de Burgos, par une charge en flanc qui mit l'ennemi en pleine déroute. Napoléon, ayant lui-même quitté la péninsule, le mit à la tête d'un corps de réserve de cavalerie qui se formait en Bavière, et qui était composé de trois divisions, sous les ordres des généraux Nansouty, Espagne et Saint-Sulpice. Le maréchal Bessières, qui dès-lors avait reçu le titre de duc d'Istrie, concourut vaillamment à la prise de Landshut, et parut avec éclat dans cette suite de combats qui se termina par la mémorable bataille de Wagram, où il fut blessé. A la fin de septembre 1809, il remplaça le prince de Ponte-Corvo dans le commandement de l'armée du Nord, que l'empereur avait envoyée contre les Anglais descendus à Walcheren. Au commencement de 1811, il fut investi du commandement de l'armée qui occupait la Castille et le royaume de Léon. En 1812 et 1813, la cavalerie de la garde fut remise sous ses ordres. Dans la journée du 1^{er} mai, la veille de la bataille de Lutzen, le maréchal duc d'Istrie tenait la droite; il s'était avancé au milieu des tirailleurs, pour bien reconnaître la plaine près du village de Rippach, lorsqu'un boulet lui coupa le poignet, lui perça la poitrine et le renversa raide mort. La douloureuse nouvelle s'étant promptement répandue, on vit se mouiller de larmes les yeux des officiers qui avaient servi sous ce chef intrépide. On redisait au bivouac ces actes d'une bravoure extraordinaire qui, dès les campagnes d'Italie, avaient attiré l'attention de toute l'armée. On se rappelait que, plus heureux à Wagram, le maréchal avait eu son cheval seul emporté par un boulet de canon, ce qui lui valut, après la bataille, ces paroles de l'empereur : « Bessières, le boulet qui vous a frappé a « fait pleurer toute ma garde. »

Le roi de Saxe fit élever, au lieu même où tomba le duc d'Istrie, un monument semblable à celui de Gustave-Adolphe. Napoléon fit transporter aux Invalides, à Paris, les restes de l'homme qu'il aimait, et de qui il était aimé. Il lui réservait des honneurs extraordinaires que les événements ont empêché de lui rendre; mais qu'importaient à sa mémoire de pompeuses funérailles? Vingt-six ans se sont écoulés depuis la journée de Lutzen, et la France guerrière tressaille encore au souvenir de ce trépas glorieux.





Ansiaux pinxit.

Imp. de Bougeard

Geoffroy sc.

LE MARÉCHAL KELLERMANN.

Publié par Furne, à Paris.



KELLERMANN

Kellermann (François-Christophe), duc de Valmy, naquit à Strasbourg (Bas-Rhin), le 30 mai 1735. Une vocation irrésistible pour la carrière militaire lui fit prendre du service en 1752, en qualité de cadet dans le régiment Lowendal. L'année suivante il fut nommé enseigne au régiment Royal-Bavière, lieutenant dans les volontaires d'Alsace (1756), et enfin capitaine dans la légion de Conflans (1763). De 1763 à 1766, le capitaine Kellermann fut chargé de différentes missions en Pologne et en Tartarie; il se signala en 1771 au combat de Cracovie (Pologne), et fut nommé, à son retour en France, lieutenant-colonel (1772). Colonel en 1784 du régiment Colonel-Général hussards, Kellermann, l'année suivante, obtint le grade de brigadier des armées, et se trouvait maréchal-de-camp au commencement de la révolution dont il embrassa la cause avec ardeur. En 1791, il commandait en Alsace lorsqu'il découvrit les intelligences que le prince de Condé et le vicomte de Mirabeau entretenaient sur cette frontière. Sa conduite ferme et vigoureuse déjoua leurs menées contre-révolutionnaires. Il fit faire un service actif et sévère, forma aux grandes manœuvres de la guerre les régiments de ligne et les gardes nationaux, et autorisa les soldats, dont le moral avait besoin d'être retrempe, à fréquenter les sociétés populaires, pures alors de tout esprit de démagogie. Il reçut ensuite le commandement en chef de l'armée du Centre, en remplacement du général Luckner nommé généralissime, mit les places de Metz et de Thionville en état de défense et se mit en mouvement pour délivrer la Champagne, couvrir Châlons-sur-Marne et arrêter les ennemis qui se portaient sur Paris. Dumouriez n'était pas en état de résister contre les forces des alliés. Kellermann, à la tête de 22,000 hommes, fit sa jonction avec lui le 19 septembre. Le lendemain 20, il marcha à l'ennemi, qui vint l'attaquer sur les hauteurs de Valmy. Les Français s'ébranlèrent aux cris de

Vive la nation! et ce cri, répété dans tous les rangs, frappa l'ennemi d'étonnement et devint le signal de la victoire que remportèrent 24,000 Français contre 80,000 Prussiens et un corps de 20,000 Autrichiens. Kellermann fut ensuite employé sous Custines à l'armée de la Moselle, et dénoncé par lui pour ne s'être pas emparé de Trèves et de Mayence. Successivement attaqué et défendu par les jacobins, un décret de la Convention, rendu le 18 mai 1795, sur le rapport de Barrère, déclara que le général Kellermann n'avait pas cessé de bien mériter de la patrie. Trois jours après il fut nommé au commandement en chef de l'armée des Alpes et d'Italie. Les mesures qu'il prit le firent, après la révolution du 9 thermidor, destituer, arrêter et conduire à Paris où il fut acquitté après une détention de 13 mois, et nommé de nouveau au commandement en chef des armées des Alpes et d'Italie. Sous son commandement, les Français livrèrent ou soutinrent plus de 43 batailles ou combats, et l'ennemi, quatre fois plus nombreux, ne put jamais gagner le moindre terrain. Après la révolution du 18 fructidor an v, l'armée des Alpes fut supprimée, et son chef fut chargé par le Directoire d'organiser en France la gendarmerie. Kellermann prit peu de part à la révolution du 18 brumaire an viii (9 nov. 1799). Il fut cependant appelé peu de temps après au sénat; nommé grand-aigle de la Légion-d'Honneur le 13 pluviôse an xiii, et enfin maréchal de l'empire (19 mai 1804). Après la bataille de Hanau (30 et 31 octobre 1813), le maréchal Kellermann, connu depuis 1806 sous le nom de duc de Valmy, prit le commandement de toutes les réserves à Metz. Il vota le 1^{er} avril 1814 la déchéance de Napoléon, resta sans fonctions pendant les Cent Jours et reprit après le retour des Bourbons sa place à la Chambre des pairs. Il mourut le 12 septembre 1820, et fidèles observateurs du dernier vœu du soldat, les habitants de Valmy, dont plusieurs avaient combattu dans la journée du 20 septembre 1792, lui firent élever un monument dans le champ même où se donna la bataille et y firent graver cette inscription : « Ici sont morts glorieusement les « braves qui ont sauvé la France au 20 septembre 1792. Un soldat qui avait « l'honneur de les commander dans cette mémorable journée, le maréchal « Kellermann, duc de Valmy, dictant, après vingt-huit ans, ses dernières volontés, a voulu que son corps fût placé au milieu d'eux. »





M^{me} Davin Mirvault pinxit.

Geoffroy sculpsit

LE MARÉCHAL LEFEBVRE.

Publié par Furne, Paris.



LEFEBVRE

François-Joseph Lefebvre, duc de Dantzick et maréchal de France, était le fils d'un meunier de Ruffach, petite ville d'Alsace, où il reçut le jour le 15 octobre 1755. Orphelin à huit ans, Lefebvre fut élevé par son oncle, digne et vertueux ecclésiastique, qui le destina d'abord à l'église. Mais l'instinct militaire l'emporta : le 10 septembre 1773, le futur maréchal de France endossait à Paris l'habit de soldat aux Gardes-Françaises. Pendant quinze ans, le soldat alsacien passa modestement par l'obscur filière des grades inférieurs. Il était premier sergent de son corps, en 1788, quand éclatèrent les symptômes précurseurs de la révolution française. La carrière était ouverte aux hommes nouveaux; Lefebvre ne resta pas long-temps enfermé dans les limites ingrates de la vie de caserne. Après avoir payé de sa personne dans les démonstrations populaires qui donnèrent le branle au grand mouvement de 89, il fut nommé lieutenant-instructeur dans le fameux bataillon des Filles-Saint-Thomas, et se fit blesser deux fois en repoussant loin de la famille royale les fureurs insensées de l'émeute. Placé bientôt dans les rangs de l'armée active, l'ancien sergent aux gardes fit un avancement rapide. Un an lui suffit pour passer du grade de capitaine à celui de général de brigade (2 décembre 1793). Un mois après on le nommait général de division, sur le champ de bataille de Lambach. A Fleurus, ce fut lui qui ramena la victoire prête à s'échapper. Toujours à l'avant-garde, il eut la plus belle part dans les exploits de nos glorieuses armées de la Moselle, de Mayence, de Sambre-et-Meuse. Ce fut lui encore qui, à la tête de ses grenadiers, passa le Rhin le premier, et qui préluda à cette longue série de conquêtes, par lesquelles la France répondit au défi que l'Europe lui avait jeté. Mais, en servant avec tant de courage et de bonheur la cause de la révolution, Lefebvre n'en épousa jamais les haines aveugles ni les excès. En 89, tout insurgé qu'il était lui-même, il avait sauvé du carnage les officiers

de son corps. Général, son camp fut un asile toujours ouvert aux proscrits, et quand les représentants du peuple s'y présentèrent, en 1794, pour y faire des épurations, il leur tint tête avec un courage bien rare à cette époque. « Je ne « connais, dit-il, sous mes ordres, que des soldats qui se battent pour la patrie. « Je me rends garant d'eux tous, sans en excepter un seul. » Et pas un ne fut arrêté. En 1798, la mort de Hoche le laissa commandant en chef de l'armée de Sambre-et-Meuse. Puis il alla rejoindre Jourdan à l'armée du Danube, et, forcé de rentrer en France à la suite d'une grave blessure qu'il reçut au bras droit, il fut comblé d'honneurs par le Directoire, qui le nomma commandant de la 17^e division militaire, dont le chef-lieu était Paris.

Ce fut là que Lefebvre se trouva pour la première fois en contact avec l'homme à la destinée duquel il devait s'attacher ainsi que tant d'autres. Lui et ses grenadiers décidèrent la victoire en faveur de Bonaparte, au 18 brumaire. Chose bizarre ! Lui-même avait failli entrer au Directoire, lorsque Treilhard y laissa une place vacante, et la partie eût peut-être été moins belle pour le héros d'Égypte et d'Italie si le choix des anciens fût tombé alors sur le sergent de 89. A partir de ce moment, Lefebvre disparaît dans le tourbillon impérial. Nommé membre, et ensuite préteur du Sénat conservateur (1800), puis maréchal de l'empire (1804), puis grand-officier et grand-aigle de la Légion-d'Honneur (1805), il paya largement sa dette sur les champs de bataille. En 1806, il commandait à Iéna la garde impériale à pied. L'année suivante, après la bataille d'Eylau, il fut envoyé sous les murs de Dantzick, dont il s'empara le 24 mai, et ce fut là qu'il gagna son titre de duc. L'Espagne, l'Autriche et le Tyrol appelèrent ensuite tour à tour l'infatigable général. La garde impériale tout entière marcha sous ses ordres dans l'expédition de Russie. Vinrent nos revers : Lefebvre assista à toutes les actions importantes de la campagne de France. Il eut un cheval tué sous lui à Champ-Aubert, et ne quitta l'Empereur qu'au dernier moment, après l'abdication de Fontainebleau. Aux Cent-Jours, Lefebvre, âgé de soixante ans, et tout perclus de douleurs, laissa ses vieux camarades de la garde partir sans lui pour Waterloo ; mais il ne tarda pas à les aller rejoindre. Le 14 mars 1820, à 11 heures du matin, il mourut des suites d'une hydropisie de poitrine. Quelques jours auparavant, il s'était fait transporter au Père-Lachaise, et s'était choisi lui-même une place entre Masséna, Pérignon et Serrurier.





Hennequin pinxit.

Imp. de Bougeard

Geoffroy sculptait.

LE MARÉCHAL PERIGNON.

Publié par Furne, à Paris



PÉRIGNON

(Dominique-Catherine) naquit à Grenade, près Toulouse, le 31 mai 1754. Après d'excellentes études, appliquées à l'art militaire, il entra comme sous-lieutenant dans le corps des grenadiers royaux de Guyenne. Mais ayant été réformé au commencement de 1791, il fut nommé député du département de la Haute-Garonne à l'assemblée législative, qu'il quitta bientôt pour prendre le commandement de la légion des Pyrénées. Promu, à la suite de plusieurs affaires brillantes, au grade de chef de brigade, il fut nommé général de division, le 23 décembre 1793, en récompense de sa belle conduite au combat de Thuir. Les campagnes de 1794 et 1795 ajoutèrent encore à sa gloire. Il se montra dans la première digne de succéder à Dugommier, tué le 18 novembre au combat de Saint-Sébastien, et justifia ce choix honorable, le 20 du même mois, devant Figuières, où fut tué le général espagnol La Union, et où, maître de la ville, il fit neuf mille hommes prisonniers, et s'empara de soixante-onze pièces de canon avec un matériel considérable. La bataille d'Escola, qui avait précédé la prise de Figuières, présentait des faits plus étonnants encore. Pérignon y avait eu à lutter contre tout ce que la nature et l'art pouvaient réunir d'obstacles. Quatre-vingts à cent redoutes, placées sur les positions les plus avantageuses, hérissées de canons et défendues par cinquante mille hommes, paraissaient inexpugnables; en moins de six heures toutes ces redoutes furent enlevées; l'on fit taire les bouches à feu qui vomissaient la mort de toutes parts; les Espagnols furent en pleine déroute, et laissèrent au pouvoir des Français leur camp ainsi que leur artillerie composée de deux cents bouches à feu. La campagne de 1795, qui suivit et qui amena la paix, fut le résultat d'une suite de prodiges. Pour arriver à ses fins, le général avait fait tailler dans le roc un chemin de plus de douze kilo-

mètres, et placer sur une montagne, haute de deux mille toises, une batterie de canons et de mortiers qui foudroyèrent la ville et en amenèrent la reddition, ainsi que celle du fort, qui jusqu'alors était réputé imprenable. A la suite de cette campagne, la paix ayant été conclue entre la France et l'Espagne, Pérignon fut envoyé en qualité d'ambassadeur à Madrid, pour cimenter les relations amicales entre les deux pays. De retour en France, en 1798, il reçut du directoire un commandement à l'armée d'Italie. Il combattit à la bataille de Novi (17 août 1799), y commanda l'aile gauche des Français, et ne resta point au-dessous de lui-même. A son retour en France (1801), le général Pérignon fut nommé candidat au sénat conservateur, et bientôt après il devint sénateur. Le 11 septembre 1802, un arrêté du premier consul le nomma commissaire extraordinaire pour régler les limites entre la France et l'Espagne, du côté des Pyrénées, conformément au traité du 22 juin 1795. En 1804, il fut pourvu de la sénatorerie de Bordeaux. Napoléon le créa maréchal d'empire (19 mai 1804). En 1806, il devint gouverneur de Parme et de Plaisance. Il alla, en 1808, remplacer à Naples le maréchal Jourdan, et ne quitta ce royaume qu'en 1814, lorsqu'il vit Murat se déclarer contre la France. La même année Louis XVIII l'éleva à la dignité de pair de France. Le maréchal Pérignon se trouvait dans sa terre de Montech, près Toulouse, lorsque Napoléon reparut sur le territoire français (mars 1815). Le maréchal voulut organiser un plan de résistance dans le midi, mais la rapidité des événements rendit ce projet impraticable, et il refusa le commandement qui lui fut offert par son ancien maître. Après la seconde restauration, le maréchal Pérignon fut nommé gouverneur de la première division militaire. Il reçut, le 3 mai 1816, la croix de commandeur de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis (il était déjà grand dignitaire de l'ordre royal des Deux-Siciles), et mourut à Paris, le 25 décembre 1818.





LE MARECHAL SERURIER.

Publié par Fume, Paris



SÉRURIER

Jean-Mathieu-Philibert Sérurier, né à Laon, le 8 décembre 1742, était du petit nombre des maréchaux que l'année 1791 trouva officiers. Issu d'une famille noble, il entra comme lieutenant dans un bataillon de milice, le 25 mars 1755; passa au régiment d'infanterie de Mazarin, en octobre 1759; fit les trois campagnes de 1758 à 1760 en Hanovre, eut la mâchoire cassée d'un coup de feu à l'affaire de Warbourg, et se trouvait, depuis sept ans, capitaine commandant au même corps, lorsque s'ouvrirent les états-généraux. Quelques jours après, il quitta Mazarin, devenu régiment de Beauce, pour entrer, en qualité de major, au 70^e régiment; il fut, l'année suivante, nommé chef de bataillon, puis général de brigade; fit les campagnes de 1792 à 1794, et fut promu au grade de général de division, le 13 juin 1795. Il commandait en chef au col de Terme. L'aile gauche de l'armée d'Italie fut sous ses ordres pendant toute la campagne, et concourut puissamment à la victoire de Loano. En 1796, il eut le commandement de la réserve, et fut chargé, par le général en chef (Bonaparte), de l'investissement de Mantoue, conjointement avec Vaubois. Après le mouvement révolutionnaire du 18 fructidor (4 septembre 1797), les diverses divisions de l'armée d'Italie signèrent des adresses qui furent envoyées par le général Berthier, chef de l'état-major général, aux soldats de l'intérieur, aux administrations départementales et au Directoire. La division Sérurier protesta de sa fidélité à la constitution de l'an III. En 1799, le commandement de l'armée d'Italie ayant été donné à Joubert, qui commençait à peine sa carrière militaire, lorsque déjà Sérurier était officier-général, celui-ci, par une rare abnégation, déclara qu'il tenait à honneur de servir

sous les ordres du général en qui le gouvernement paraissait avoir placé ses espérances. Schérer, qui succéda au général Joubert, rendit à Sérurier le commandement de l'aile gauche. Malheureux dans une fausse attaque sur Vérone, le général Sérurier prit sa revanche à Villa-Franca, soutint avec résolution, le 27 avril, un combat disproportionné contre Rosenberg et Vukassowitz, mais fut obligé de capituler le lendemain. Libre sur parole, il quitta le théâtre de la guerre, laissant derrière lui une réputation d'intégrité qui lui avait valu le surnom fort honorable sans doute, mais passablement singulier, de *Vierge de l'Italie*. Il rentra en France, et se trouvait à Paris lors des événements du 18 brumaire. Il seconda Bonaparte dans l'exécution de ses desseins, et fut successivement nommé sénateur, membre de la Légion-d'Honneur, gouverneur des Invalides et maréchal de l'empire. Lors de l'expédition des Anglais contre l'île de Walcheren, il fut investi du commandement général de la garde nationale de Paris, tout en gardant le gouvernement des Invalides, dont il ne fut privé que le 27 décembre 1815. Depuis cette époque, il vécut dans une sorte de disgrâce jusqu'en 1818, où il reçut la grand'croix de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis. Sérurier, comme plusieurs des maréchaux de la première création, fut compris dans la promotion de grands-officiers de la Légion-d'Honneur du 14 juin 1804; il fut décoré du grand-aigle en 1805, et nommé comte de l'empire en 1808. Il était, en outre, grand'croix de la Couronne de Fer. Il est mort à Paris, le 21 décembre 1819.





Gros pinxit

Imp. de Bougeard

LE MARÉCHAL VICTOR.

Publié par Furne, Paris

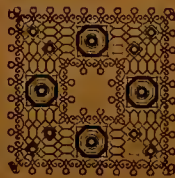


VICTOR

Victor Perrin, duc de Bellune et maréchal de France, naquit à La Marche, petit bourg de la Franche-Comté, le 7 décembre 1764. A 17 ans, il s'engagea dans le 2^e régiment d'artillerie, dont il sortit juste au moment où commençait la révolution française. Entré comme volontaire, en 1792, dans le 3^e bataillon de la Drôme, il conquiert rapidement le grade de chef de bataillon en Italie, et commença sa réputation militaire à l'affaire de Coarara, où il tint tête avec son bataillon à 3,000 Piémontais, appuyés d'un régiment d'émigrés. Il le conduisit ensuite au siège de Toulon, et décida la prise de la place en enlevant à l'arme blanche la redoute du *Petit-Gibraltar*, qui dominait toutes les positions de l'ennemi. Victor passa ensuite à l'armée des Pyrénées-Orientales, avec le titre de général de brigade. Après le traité du 22 juillet 1795, qui réconcilia la France et l'Espagne, il alla commander l'avant-garde de l'armée d'Italie, et se trouva bientôt sous les ordres de Bonaparte, qui le plaça partout au poste d'honneur. A Dégo, à Mondovi, à la Corona, à Castiglione, au combat de la Favorite, Victor déploya tant de courage et de tactique, que le Directoire, qui déjà lui avait envoyé une lettre d'éloges, le nomma enfin, sur la demande de Bonaparte, général de division. Le traité de Campo-Formio interrompit le cours de ses exploits. Il fut nommé alors commandant du département de la Vendée, et pendant qu'il achevait de pacifier ce malheureux pays, il reçut cette lettre, datée de Toulon : « Lorsque vous recevrez ma lettre, je serai à l'extrémité de la Méditerranée. Vous deviez venir avec moi, mais le gouvernement a cru vos services utiles ailleurs. Quelque part que je sois, comptez sur mon amitié. *Signé, BONAPARTE.* »

Bonaparte et Victor se retrouvèrent à la seconde campagne d'Italie. La division de celui-ci formait l'avant-garde de l'armée française, dans les trois journées de la bataille de Marengo. On lui dut presque la victoire, et son chef

reçut des consuls un sabre d'honneur, avec cette inscription : *Bataille de Marengo, commandée en personne par le premier consul. Donné par le gouvernement au général Victor*. En 1800, Victor fut nommé lieutenant du général en chef de l'armée gallo-batave, puis ambassadeur de la république en Danemark. Il quitta ce poste pacifique en 1806, pour venir prendre part à la guerre de Prusse. Un biscayen qui l'atteignit à Iéna, ne l'empêcha point de suivre la campagne, à la fin de laquelle il fut enlevé par un corps de partisans; mais un échange lui rendit presque aussitôt la liberté. L'année suivante, Victor fut nommé maréchal de France sur le champ de bataille de Friedland; et après le traité de Tilsitt, il fut pendant quinze mois commandant de Berlin et d'une grande partie de la Prusse. L'Espagne l'appela ensuite. Il y combattit pendant quatre ans avec sa valeur accoutumée, et n'en sortit que pour aller se mettre à la tête du 9^e corps de la grande armée, lors de la fameuse expédition de 1812. En 1813, il prit le commandement du 2^e corps, avec lequel il servit jusqu'au bout la cause de l'empereur dans les deux campagnes d'Allemagne et de France. Une blessure à la tête, qui le mit hors de combat à Craonne, put seule lui faire abandonner la partie. Mais une fois les Bourbons rétablis en France, Victor se livra à eux corps et âme, et sans arrière-pensée. Il suivit Louis XVIII à Gand, prêta l'appui de son nom aux commissions militaires de la restauration, se laissa nommer major-général de la garde royale, puis ministre de la guerre en 1821, et commanda le camp formé à Reims, lors du sacre de Charles X. La révolution de 1830 n'ébranla point cette seconde fidélité du vieux soldat de la république et de l'empire. Victor se retira sur-le-champ des affaires, et refusa obstinément de se rallier au nouveau gouvernement jusqu'à sa mort, arrivée le 2 mars 1841.





Robert-Lefèvre pinxit.

Imp^{re} de Bougeard

Rouargue sc.

LE MARÉCHAL OUDINOT.

Publié par Furne, à Paris.



OUDINOT

Reggio (Charles-Nicolas Oudinot, duc de), né le 2 août 1767, à Bar-sur-Ornain, entra, à l'âge de dix-sept ans, dans le régiment de Médoc, d'où, las sans doute de la vie de garnison, il s'en retourna chez son père, en 1787. Vers les premiers jours de la révolution, électrisé par les bruits de guerre, il repartit, comme tant d'autres (1790); et, l'année suivante, il fut nommé deuxième lieutenant-colonel au 3^e bataillon des volontaires de la Meuse. En 1792 et 93, après la défense du château de Bilche, où il fit mettre bas les armes à sept cents Prussiens, il remplaçait le colonel émigré du régiment de Picardie; retenait sous les drapeaux, par ses exhortations, les officiers nobles prêts à partir pour l'étranger; recevait un coup de feu à la tête à l'affaire d'Haguenau; ranimait de son courage son corps entouré, près de Morlantes, par dix mille ennemis; faisait au milieu d'eux une large trouée, et regagnait, l'épée haute, les retranchements français, où son nom figura le lendemain pour mot d'ordre, où la bravoure de ses soldats fit le sujet d'un ordre du jour. Chef de brigade le 5 novembre 1793, il obtint des représentants du peuple aux armées du Rhin et de la Moselle le grade de général de brigade (14 juin 1794), et contribua à la prise de Trèves, où il eut la jambe cassée (24 thermidor an II), et dont il garda le commandement jusqu'au 27 fructidor an III. Puis il se rendit à l'armée de la Moselle, fut atteint de cinq coups de sabre au combat nocturne de Neckerau (26 vendémiaire an IV), fait prisonnier et conduit en Allemagne. A son retour, il se trouva aux journées de Neuberg, en fructidor an IV; soutint pendant dix heures tous les efforts du général autrichien Latour, et fut encore blessé d'un coup de feu à la tête, de trois coups de sabre sur les bras et d'un sur le cou, qui nécessitèrent un repos momentané. En l'an VII, il assistait à la

bataille de Telot-Mirch, à la prise du pont de Manheim et de Constance, culbutait les émigrés de Condé, et gagnait dans la mêlée le grade de général de division. A la fameuse bataille de Zurich, il commandait un corps d'armée à la gauche du camp retranché, et tombait frappé d'une balle dans la poitrine, le 16 prairial. Après sa guérison, il accompagnait Masséna en Italie, en qualité de chef d'état-major; se distinguait au siège de Gènes; conservait, en 1800, ses mêmes fonctions auprès du général Brune; emportait, à la tête de l'état-major, une redoute dont les boulets meurtriers sillonnaient l'armée française, et méritait du premier consul la récompense d'un sabre d'honneur et d'un des canons enlevés à l'ennemi. Inspecteur-général d'infanterie et de cavalerie en 1801, chevalier de la Légion-d'Honneur à la création, grand-officier en 1804, grand'-croix en 1805, il avait sous ses ordres, au camp de Boulogne, cette magnifique réserve de grenadiers de la garde qui allait assister, l'œil fixe et l'arme au bras, à la grande bataille d'Austerlitz. Les grenadiers et lui ne se quittaient plus; c'est à leur tête, sur le champ de bataille de Wagram, qu'il ramassa son bâton de maréchal et son duché italien de Reggio. Après les victoires, les défaites non moins glorieuses que les victoires. Le duc de Reggio est partout, et la mort qu'il affronte l'entame sans pouvoir l'achever. Nous retrouvons Oudinot à côté de l'empereur, dans cette immortelle campagne de 1814, aux combats de Brienne et de Champaubert, aux journées fatales de Bar et de La Ferté-sur-Aube. Après la déchéance, il se jeta franchement dans le parti des Bourbons, et accepta le titre de colonel-général des grenadiers et chasseurs royaux, avec le commandement de Metz. Abandonné par ses troupes au retour de l'île d'Elbe, il se retira dans sa villa de Montmorency, et attendit paisiblement la seconde restauration. Sa fidélité lui valut les titres de commandant de la garde nationale parisienne, de major-général de la garde royale, de pair de France, de ministre d'état. Grand'-croix de l'ordre de Saint-Louis (1817), chevalier de l'ordre du Saint-Esprit (1823), il commanda, lors de la seconde guerre d'Espagne, le premier corps de l'armée des Pyrénées, et obtint le gouvernement provisoire de Madrid, où il était entré le premier. Commandeur de l'ordre saxon de Saint-Henri depuis 1808, grand-cordon des ordres du roi des Pays-Bas depuis 1816, il fut décoré, en 1824, de l'ordre russe de Saint-Wladimir, avec le titre de grand'-croix. Le licenciement de la garde royale, en 1830, le rendit à la vie privée, dont l'âge et les fatigues commençaient à lui faire désirer les douceurs.





Paulin Guérin pinxit.

Ch. Geoffroy sculpsit.

LE MARÉCHAL MARMONT.

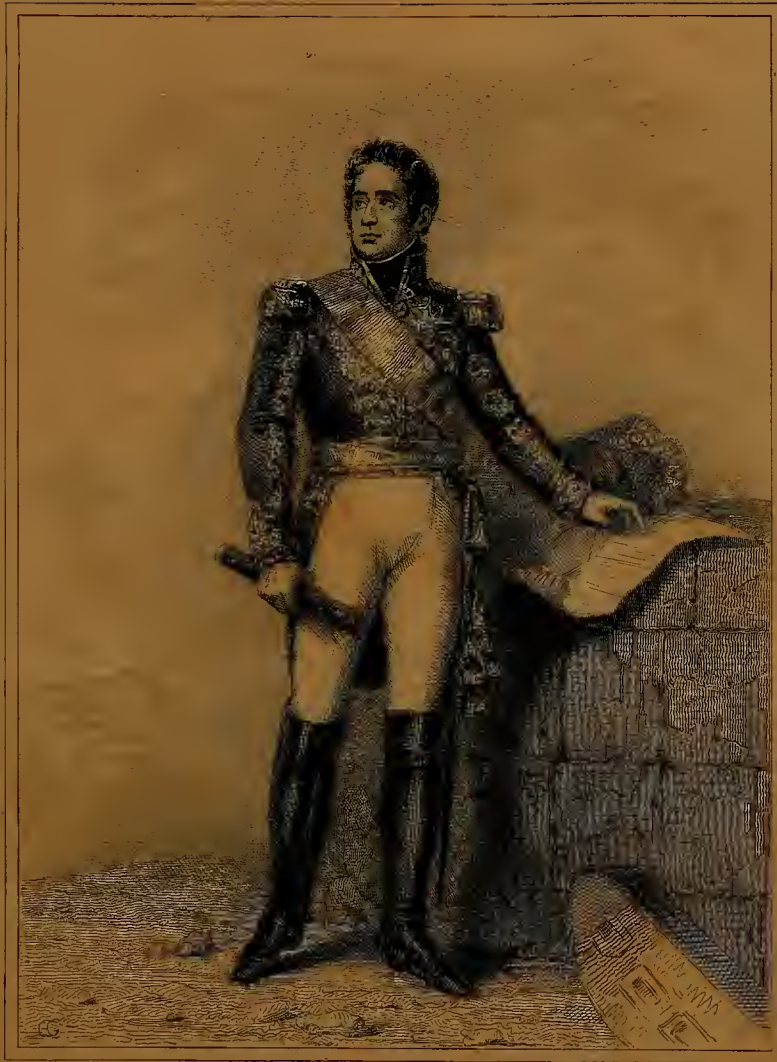
Publié par Furne, Paris.



MARMONT

(Auguste-Frédéric-Louis VIESSE DE) naquit à Châtillon-sur-Seine, le 20 juillet 1774, d'une famille ancienne et considérée. Il entra en 1789 comme sous-lieutenant dans un régiment d'infanterie d'où il passa, avec le même grade, dans le corps de l'artillerie au mois de janvier 1792 ; nommé en 1796 à l'armée d'Italie en qualité de premier aide-de-camp du général Bonaparte, Marmont se distingua à Lodi, à Castiglione, à Saint-Georges, et fut, pour prix de ses exploits, chargé par le général en chef de présenter au Directoire vingt-deux drapeaux pris sur les Autrichiens. Il retourna à l'armée avec le grade de chef de brigade, fut désigné en 1798 pour faire partie de l'expédition d'Égypte, débarqua autour de Malte avec les généraux Vaubois et Lannes, enleva le drapeau de l'ordre, et reçut en récompense de ce fait d'armes le grade de général de brigade d'artillerie. Le général Marmont se signala en Égypte à la prise d'Alexandrie, à celle de Rosette et à la bataille des Pyramides. Lorsque Bonaparte entreprit l'expédition de Syrie, il confia à Marmont le commandement d'Alexandrie. De retour en France, le général concourut à la journée du 18 brumaire, fut nommé conseiller d'état, et peu de temps après commandant en chef de l'artillerie de l'armée de réserve. Les ressources qu'il déploya facilitèrent le passage du Mont-Saint-Bernard ; il contribua puissamment à la prise du fort de Bard, et comme commandant de l'artillerie il rendit les plus grands services à Marengo ; nommé général de division, les mesures qu'il prit pour effectuer le passage du Mincio furent couronnées d'un plein succès. En 1805, lors de la rupture entre la France et l'Autriche, Marmont commandait les troupes françaises réunies dans le camp de Leist en Hollande. En 1807, il reçut de Napoléon le commandement de l'armée de Dalmatie, et l'affaire de Castel-Nuovo lui valut le titre de duc de Raguse. En 1809, sur l'ordre qui lui fut donné de suivre les mouvements de l'armée d'Italie, il entra en campagne, s'avança par la Croatie et battit successivement les Autrichiens, quoique supérieurs en nombre, à Quitto, à Grodchatz, à Gospich et à Ottochatz. Il finit par opérer sa jonction avec la grande-armée et combattit à Wagram ; cette même année Napoléon le nomma maréchal d'empire et l'envoya dans les provinces illyriennes en qualité de gouverneur-

général. En 1811, il fut rappelé pour remplacer Masséna dans le commandement de l'armée de Portugal, et attacha son nom à la malheureuse bataille des Arapiles (1812). En 1813, Marmont contribua au gain des batailles de Lutzen, de Bautzen et de Wurschen; il combattit sous Dresde, reçut une blessure à Leipsick, et rétablit dans cette campagne sa réputation militaire qu'il avait compromise en Espagne. En 1814, chargé de couvrir la ligne du Rhin entre la Suisse et la Hollande, le maréchal Marmont, pressé par le général russe Sacken, vint prendre position, le 12 janvier, sous Metz; mais, ne se trouvant pas assez fort pour défendre cette ville, il y jeta quelques troupes qu'il approvisionna, et se dirigea sur Verdun où il établit son quartier-général. Bientôt, pour suivre les mouvements des autres généraux, il fut obligé de se retirer sur Saint-Dizier, et de là sur Vitry-le-Français. Il se trouva le 1^{er} février à la bataille de la Rothière, ensuite à Brienne, puis à Champaubert et enfin à Vaux-champs. Chargé, conjointement avec le duc de Trévise, de défendre Paris contre le général prussien Blücher qui s'avancait par la vallée de la Marne, Marmont opéra sa jonction avec le maréchal Mortier à la Ferté-sous-Jouarre, et le 29 mars les deux généraux vinrent prendre position sous Paris. Le 30, l'action commença à six heures du matin; partout on se défendit avec courage. Le roi Joseph, apprenant à quel nombre d'ennemis on avait affaire, se décida à quitter Paris, et chargea le général Hullin de faire parvenir aux deux maréchaux l'autorisation de capituler. Marmont, chassé de Charonne et de Bagnolet, crut devoir faire usage de l'autorisation de Joseph : il conclut une suspension d'armes avec le prince de Schwartzemberg pendant que le duc de Trévise recevait une communication importante de Napoléon, et bientôt Mortier, obligé d'adhérer à la trêve, se réunit à son collègue pour signer une capitulation en vertu de laquelle les troupes françaises évacuèrent Paris. Là commence pour le maréchal cette période décroissante où l'impopularité a fait peser sur lui, à tort ou à raison, la conséquence de tous les malheurs qui suivirent l'invasion. Les Bourbons le nommèrent en 1814 capitaine d'une compagnie des gardes-du-corps. Compris en 1815 au nombre des treize individus que Napoléon exceptait de son décret d'amnistie et envoyait devant les tribunaux, Marmont passa à Aix-la-Chapelle toute l'époque des Cent-Jours, et fut nommé à la deuxième restauration un des quatre maréchaux commandant la garde royale. A l'avènement de Nicolas au trône de Russie, le maréchal fut envoyé en qualité d'ambassadeur extraordinaire pour assister au couronnement du nouveau souverain; le bon accueil de l'étranger, le jugement sévère de Napoléon à Sainte-Hélène, la révolution de juillet font comprendre l'exil volontaire du maréchal, qui ne donne plus signe de vie que par correspondance avec les sciences et les lettres; préparant sans doute dans la retraite un appel énergique à l'opinion.



Gerard pinxit

Insp de Bougeard.

Geoffroy sculp-^{it}

LE MARÉCHAL LAURISTON.

Publié par Furne, Paris.



LAURISTON

Lauriston (Jacques-Alexandre-Bernard Law, marquis de) était le petit-fils de cet aventurier de génie, venu d'Écosse en France sous la régence de Philippe d'Orléans et mort pauvre à Venise après avoir joué le rôle le plus brillant et promené d'un bout de l'Europe à l'autre ses séduisantes théories. Né à Pondichéry, le 1^{er} février 1768, le jeune héritier de ce nom célèbre embrassa la carrière militaire en 1784, et en 1793 il avait déjà obtenu le grade de capitaine dans l'artillerie; il prenait une glorieuse part à ce terrible siège de Valenciennes, dont le souvenir rivalise avec l'immortelle défense de Mayence par Kléber, Marceau et Aubert-Dubayet. Nommé colonel d'artillerie légère en 1795, aide-de-camp de Bonaparte, il se trouva en 1800 général de brigade et commandant en chef de l'école d'artillerie de La Fère, qu'il ne tarda pas à quitter pour se rendre à Belle-Ile en mer, où l'appelaient d'importants travaux de fortification. Le premier consul, qui se connaissait si bien en hommes, sut démêler en lui un talent réel pour la diplomatie, et il l'envoya successivement en mission à la cour de Danemarck, puis à Londres, où Lauriston, porteur de la ratification du traité conclu à Amiens entre la France et l'Angleterre, fut accueilli par le peuple avec un enthousiasme extraordinaire. Après la rupture de la paix, l'homme de guerre, qui avait repris son rang dans l'armée active et commandait le dépôt d'artillerie de Plaisance, en Italie, s'embarqua sur la flotte de l'amiral Villeneuve, chargée de transporter une division française sur les côtes d'Espagne, et le hasard voulut qu'il assistât à la désastreuse bataille de Trafalgar, où il remplit noblement son devoir. L'Empire n'était pas un temps de repos, et les brusques déplacements ne coûtaient guère à la fiévreuse activité de Napoléon. De marin par occasion redevenu soldat, Lauriston, qui avait été promu, le 1^{er} février 1805, au grade de général de division, s'en va rejoindre la grande armée d'Allemagne. Gouverneur de Braunau dans les possessions autrichiennes, il se rend de là à Venise, pour en inspecter les arsenaux. En mai 1807, il reçoit l'ordre de s'emparer de la république de Raguse, culbute les

Monténégrins et les Russes qui avaient occupé les bouches du Cattaro, s'enferme dans la ville et y soutient avec fermeté un bombardement de trois semaines, enfonce de nouveau l'ennemi sur les hauteurs de Castel-Nuovo, et obtient peu après la place importante de gouverneur de la capitale des états vénitiens; mais il n'y resta pas longtemps. Sa vie, comme celle de tous les généraux de l'époque, était alors un voyage perpétuel. En 1808, il suivait l'Empereur dans sa brillante promenade à travers les états de la confédération germanique et à la fameuse entrevue d'Erfurth; il marchait à ses côtés lors de l'invasion de la Péninsule espagnole par les vieilles bandes impériales. En 1809, il faisait partie de l'armée d'Italie sous les ordres du prince Eugène, assistait à la journée de Raab (14 juin) et à la décisive bataille de Wagram (6 juillet), où l'artillerie de la garde, dont le commandement lui avait été confié, contribua si puissamment au succès par le feu meurtrier d'une batterie de cent pièces de canon. Nommé comte de l'Empire, Lauriston eut ensuite la délicate mission de conduire en France l'archiduchesse Marie-Louise, la nouvelle épouse du grand empereur; en 1811, il succéda à M. de Caulaincourt dans l'ambassade de Saint-Pétersbourg; en 1812, il dirigeait l'arrière-garde à cette funeste retraite de Moscou, qui porta un coup mortel au trône napoléonien. En 1813, on le retrouve partout où se heurtèrent les grandes masses armées qui couvraient le sol de l'Allemagne, jusqu'au jour où il tomba entre les mains des ennemis, qui le retinrent à Berlin. Lorsqu'il lui fut permis de revenir en France, l'Empire s'écroulait et la Restauration, son héritière, le lui fit oublier. Nommé chevalier de Saint-Louis le 1^{er} juin 1814, grand-croix de la Légion-d'Honneur (29 juillet), puis commandant de la 1^{re} compagnie des mousquetaires gris, le 26 février 1815, il demeura fidèle pendant l'épisode des Cent-Jours à la nouvelle cause qu'il avait embrassée; aussi fut-il richement récompensé au second retour des Bourbons. Pair de France (17 août 1815), commandant de la première division d'infanterie de la garde royale (8 septembre), commandeur de Saint-Louis (3 mai 1816), ministre de la maison du roi (1^{er} novembre 1820), il prit part à cette campagne trop dédaignée de 1823, en Espagne, à laquelle il n'a manqué qu'un peu de sang répandu. Le marquis de Lauriston avait alors atteint le plus haut degré de la hiérarchie militaire, et Louis XVIII avait payé ses longs et glorieux services du bâton de maréchal de France, qu'il eût sans doute obtenu plus tôt, si Napoléon n'eût prématurément disparu de la scène. Grand-veneur, ministre d'état, chevalier de l'ordre du Saint-Esprit, en 1824, il mourut à Paris, le 10 juin 1828, à l'âge de soixante ans, avec la réputation bien acquise d'un des meilleurs généraux de l'Empire et d'un des plus loyaux caractères de la Restauration.





Horace Vernet pinxit.

Imp. de Bougeard.

Geoffroy sc.

LE MARÉCHAL MOLITOR.

Publié par Furne, à Paris.

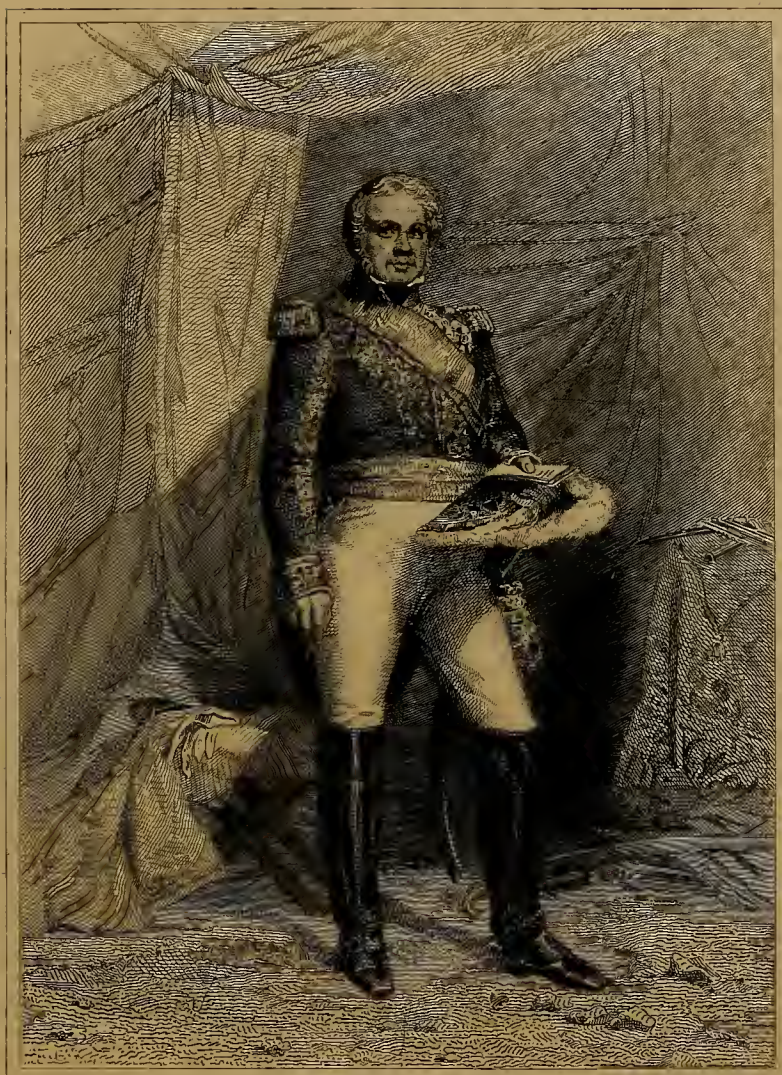


MOLITOR

Molitor (Gabriel-Jean-Joseph, comte), maréchal et pair de France, né le 7 mars 1770 à Huningue (Lorraine), embrassa de bonne heure le parti de la révolution, et marcha dès 1790 à la défense des frontières en qualité de simple volontaire. Nommé le 25 août 1791 capitaine au 4^e bataillon de la Moselle, il passa, deux ans après (10 septembre 1793), adjudant-général, et fit en cette qualité toutes les campagnes de l'armée de Rhin-et-Moselle. Grièvement blessé à la première attaque de Mayence (1796), il fut promu au grade de chef de brigade, et se trouva à toutes les opérations des armées de la Moselle, du Rhin et du Danube. En 1799, Molitor, créé général de brigade, passa à l'armée d'Helvétie, et eut sa part de gloire dans cette brillante défensive de Masséna qui, avec des forces si disproportionnées, disputa pied à pied le terrain à l'armée austro-russe, commandée par le général Korsakoff et ensuite par Suwarow. Molitor, chargé d'occuper Glaris, le Linthal et les débouchés de Muttenthal, attaqua et battit le 26 septembre le général Jellachich, lui enleva six cents prisonniers et le poursuivit au-delà de Kerensen. Suwarow, pressé de tous côtés par Masséna, entreprit de se faire jour par le canton de Glaris et de pénétrer chez les Grisons. En conséquence, ayant forcé le poste du lac de Klon-Thal, il descendit dans la vallée de la Linth et occupa Glaris. Molitor, sommé par lui de se rendre, répondit ce peu de mots : « Ce ne sera pas moi qui me rendrai, ce sera vous ; » mais bientôt, accablé par le nombre, le général français se retire sur le pont de Nestal qui est brûlé, et se borne à couvrir les ponts de Mollis et de Næfels, pour fermer la vallée. Le village et le pont de Næfels furent trois fois pris et repris, mais le général Molitor parvint à se maintenir. L'année suivante (1800), Molitor fut employé à l'armée du Rhin, sous les ordres des généraux Moreau et Lecourbe. Il y conquiert le grade de général de division. A la paix, il fut nommé au commandement de la 7^e di-

vision qu'il quitta en 1805 pour aller à l'armée d'Italie, où il fut chargé de l'avant-garde du général Masséna. Pendant cette campagne, Molitor repoussa l'armée de l'archiduc Charles au combat de Caldiero : il attaqua et enleva la position de Saint-Pierre-in-Gu, et fut, après la paix de Presbourg, envoyé en Dalmatie en qualité de gouverneur-général civil et militaire. Passé de là à la tête du corps d'observation réuni dans la Poméranie suédoise (1807), Molitor attaqua les Suédois à Damgastin, força le passage de la Recknitz, et poursuivit les ennemis jusque sous les murs de Stralsund dont il s'empara. Il reçut bientôt le titre de gouverneur de cette province, accompagné de celui de comte de l'empire. Dans la campagne de 1809, il fit de nouveau partie du corps d'armée du maréchal Masséna, et fut envoyé, sous le commandement du duc d'Istrie, sur l'Inn, pour poursuivre deux corps autrichiens déjà battus à Abensberg et à Landshut. Molitor arrêta les progrès des ennemis, il dégagea les Bavares fortement compromis, passa le Danube à Ebersdorff (19 mai), s'empara de l'île Lobau dont il chassa les Autrichiens et se couvrit de gloire aux batailles d'Essling et de Wagram. Il passa bientôt au commandement d'une division du corps d'observation en Hollande, où, pendant les désastres de 1813, il tint la campagne contre des forces bien supérieures, jusqu'au jour où la défection subite des soldats étrangers le contraignit à rentrer en France. Il assista aux journées de Lachaussée, de Châlons et de la Ferté-sous-Jouarre. A la première restauration, Louis XVIII le créa chevalier de Saint-Louis. Napoléon, pendant les Cent Jours, le chargea d'organiser dans la 15^e division militaire, les gardes nationales qu'il conduisit ensuite en Alsace. La dernière guerre dans laquelle a figuré le général Molitor est celle de la Péninsule (1823). Sa conduite pendant le cours de cette campagne, lui a mérité le bâton de maréchal et la dignité de pair de France. Là s'arrête cette biographie qui ressemble à tant d'autres, et les services récents du maréchal Molitor ne sont plus enregistrés que pour mémoire, tant au ministère de la guerre que sur les bancs de la pairie.





Léon Cogniet pinxit.

Imp. de Bougeard.

Geoffroy sculpsit.

LE MARÉCHAL MAISON.

Publié par Furne à Paris.



MAISON

(Nicolas-Joseph) naquit à Épinay le 19 décembre 1770. Il partit le 22 juillet 1792 comme officier, avec un des bataillons organisés à cette époque pour repousser l'invasion des Prussiens. Nommé capitaine dix jours après, il se fit remarquer à la bataille de Jemmapes. Il passa ensuite aide-de-camp du général Coguet, fut adjoint à l'adjudant-général Mircus, et fit avec ce dernier la campagne de 1794 à l'armée du Nord. Attaché à la division Bernadotte, il fit les campagnes de 1795 et 1796 à l'armée de Sambre et Meuse, fut fait chef de bataillon, et suivit son général à l'armée d'Italie (1797). Le 10 juillet 1799, il fut nommé adjudant-général et attaché comme premier aide-de-camp au ministre de la guerre Bernadotte. En 1800, il reçut l'ordre de se rendre en Hollande où un corps d'Anglo-Russes venait de débarquer. Il passa de là à l'armée de l'Ouest, et fut, après la paix d'Amiens, nommé commandant du département du Tanaro. En 1804, le général Bernadotte l'appela près de lui à l'armée d'Hanovre, qui devint plus tard le premier corps de la grande armée. L'adjudant-général Maison se trouva avec elle à la bataille d'Austerlitz, fut nommé général de brigade sur la fin de la campagne, et se signala en 1806 contre la Prusse, à la tête de deux régiments d'infanterie légère. Après la journée d'Iéna, le premier corps marcha sur Hall, et ce fut le général Maison qui traversa le premier la Saale pour attaquer le prince de Wurtemberg, dont le corps fut presque détruit. En 1807, il fut nommé chef de l'état-major général de son corps d'armée, et fit la campagne qui suivit jusqu'à la paix de Tilsitt. L'année suivante, le général Maison fut employé en Espagne sous les ordres du maréchal Victor. En 1809, il passa au huitième corps; et lorsque les Anglais vinrent menacer la Hollande, il fut envoyé au prince de Ponte-Corvo, qui avait pris le commandement d'Anvers.

L'armée française ayant forcé les Anglais d'évacuer l'île de Walcheren, elle put occuper la Hollande, et le général Maison commanda successivement à Berg-op-Zoom et à Rotterdam, puis au camp d'instruction établi à Utrecht. Lors de la campagne de Russie en 1812, il commanda une brigade d'infanterie au deuxième corps, et débuta par une brillante affaire d'avant-garde à Zakobowo, contre le corps russe du général Wittgenstein. A la bataille de Potolsk, Maison se couvrit de gloire, et l'empereur le nomma général de division. « En 1813, il occupait et dirigeait le centre des opérations dans la campagne de Saxe. A cette époque les croisades lointaines étaient terminées : une guerre défensive, une guerre plus difficile après tant de gloire et de désastres, allait commencer. Napoléon ramassa toutes les forces de notre désespoir et de son génie, et ce qu'il ne prit pas pour lui dans cette dernière lutte, il le confia à ses lieutenants anciens et nouveaux. Le général Maison, avec une armée qui comptait à peine seize mille hommes, tint en bride des corps d'ennemis quatre fois supérieurs, les battit souvent, et les détourna jusqu'au bout du sol qu'ailleurs ils inondèrent. Il dut au hasard de son commandement militaire dans le Nord, de recevoir Louis XVIII lors de son débarquement à Calais, et fut nommé par ce prince, dont il devint le serviteur loyal mais jamais le courtisan, gouverneur de Paris pendant les années 1814, 1815 et 1816. Nommé en 1828 général en chef de l'armée d'expédition de Morée, la délivrance de la Grèce, imposée par l'opinion au gouvernement, et glorieusement accomplie, lui valut le bâton de maréchal de France. La révolution de juillet le trouva dans les rangs de l'opposition constitutionnelle, et bientôt après il fut un des commissaires chargés par la générosité populaire de conduire à Cherbourg le malheureux roi qui venait de perdre sa couronne. De retour à Paris, le maréchal Maison fut, en 1830, nommé ministre des affaires étrangères après la retraite de M. le comte Molé. Il passa de là en qualité d'ambassadeur à Vienne d'abord, ensuite à Saint-Petersbourg, et accepta le portefeuille de la guerre en 1835, après la mort malheureuse du maréchal Mortier. L'année suivante, il conserva le ministère de la guerre dans la combinaison du 22 février et ne le quitta qu'avec ses collègues de cette époque, bien plus par un sentiment de fidélité toute militaire au drapeau, que par une solidarité rigoureuse des actes et des vues. La mort du maréchal Maison, arrivée le 13 février 1840, fut un deuil également partagé par la cité et par l'armée, par le parlement et par la royauté. (MONITEUR.)





Larivière pinxit.

Imp^{re} de Bougeard.

Giroux sc.

LE MARÉCHAL GÉRARD.

Publié par Furne Paris



GÉRARD

Maurice-Étienne Gérard, né à Damvillers (Meuse), le 4 avril 1773, est du petit nombre des officiers qui ont servi avec une égale distinction dans l'infanterie, dans la cavalerie et dans les états-majors. Volontaire en 1791, il fit ses premières armes dans l'armée de Dumouriez, combattit sous Jourdan à Fleurus, fut aide-de-camp de Bernadotte, puis adjoint à l'adjudant-général Villate, et reçut le brevet de chef de brigade en octobre 1800. Après être resté deux ans en non activité, il fut rappelé comme adjudant-commandant et premier aide-de-camp de Bernadotte, se distingua dans une charge brillante, au combat de Halle, et ne tarda point à être nommé général de brigade (13 novembre 1806). On le retrouve ensuite sur tous les champs de bataille de l'Europe : à Erfurth, à Durfars, à Wagram, à Fuentes-Onoro, à Smolensk, à Valutina, où il remplace le général de division Gudin, tué d'un boulet de canon. Sous son nouveau chef, la troisième division se couvre de gloire à la Moskowa. Après l'incendie de Moscou, il seconde Ney dans le commandement de l'arrière-garde, et s'arrêtant sur l'Elbe, il est le premier aux avant-postes. Deux fois, dans la campagne suivante, sur les bords de la Sprée et à Goldeberg, il arrache la victoire à l'ennemi, et, après ce dernier combat, il est investi du commandement en chef du onzième corps, quoique le moins ancien des généraux de division. Depuis 1810, il était baron de l'Empire : Napoléon le fait comte. Pour la seconde fois, dans cette pénible campagne, Gérard est blessé à Katzbach ; une troisième blessure reçue à Leipzig l'oblige à rentrer en France. Bientôt rétabli, il reçoit pour récompense de ses services le cordon de grand-officier de la Légion. Jusqu'aux derniers jours de mars 1814, il combat

avec autant d'habileté que de valeur à la tête des réserves, bientôt fondues dans le deuxième corps d'armée. En mai, il est chargé de ramener en France le treizième corps et la garnison de Hambourg. En mars 1815, il était inspecteur d'infanterie en Alsace, lorsque Napoléon, rentré à Paris, le fit pair de France, et réunit sous son commandement l'armée de la Moselle et les troisième et quatrième divisions militaires. Au commencement de juin, le lieutenant-général Gérard reçut l'ordre de se porter, à marches forcées, sur la frontière du Nord. Le 16, il s'immortalisait à la bataille de Ligny. Dans la funeste journée du surlendemain, où ses avis ne furent pas écoutés par le maréchal Grouchy, le général Gérard eut la poitrine traversée d'une balle. Malgré cette blessure dangereuse, il fut un des officiers-généraux désignés par le prince d'Eckmühl pour stipuler, près du gouvernement du roi, les intérêts de l'armée retirée au-delà de la Loire. Lorsque le comte Gérard fut rétabli, il passa en Belgique, sans toutefois être formellement exilé. Rentré en France en 1817, il fut, en 1822, porté à la chambre des députés par les suffrages de ses concitoyens, qui le réélurent en 1823 et en 1827. Blessé en 1824 d'un coup de fusil, dans une partie de chasse, il fut l'objet de l'intérêt universel. Les craintes que l'on eut d'abord sur ses jours se dissipèrent bientôt ; mais un plomb l'a privé de l'œil gauche. Lorsqu'éclata la révolution de 1830, il fut, au milieu même de l'insurrection, appelé au commandement des troupes de ligne qui s'étaient refusées à tirer sur le peuple. Chargé du portefeuille de la guerre, le 11 août, il reçut, le 17, ce bâton de maréchal qui, dit-on, lui avait été destiné par l'empereur. En 1831 et 1832, il commanda les armées du nord et prit la citadelle d'Anvers. La confiance du roi le rappela au ministère de la guerre en 1834 : moins de deux ans après, il fut nommé grand-chancelier de la Légion-d'Honneur. Depuis le 11 décembre 1838, il est commandant en chef de la garde nationale du département de la Seine, dont le vœu n'eut pu être mieux rempli par des assemblées électorales. En parant de leurs ordres la poitrine du comte Maurice Gérard, les rois de Bavière, de Danemark, de Belgique et de Suède ont relevé la valeur de ces insignes. L'illustre maréchal jouit en France de la haute considération due aux plus glorieux services, à un caractère généreux, à un patriotisme éprouvé.





Champmartin pinx^t

Imp. de Bougeard

Pardinel sc

LE MARÉCHAL CLAUSEL.

Publié par Furne, Paris.



CLAUSEL

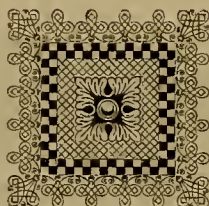


Clausel (comte), maréchal de France, né dans le département de l'Ariège, se voua de bonne heure à la carrière des armes, et fit avec le général Pérignon les campagnes de 1794 et de 1795 à titre d'aide-de-camp. De l'armée des Pyrénées, il passe à l'armée d'Italie où il commande une brigade durant la campagne de 1799.

En 1802, à Saint-Domingue, il enlève le fort Dauphin aux hommes de couleur, et les contient dans la plaine du Cap, même après la mort du général Leclerc et la déroute de l'armée. De retour en France, il fut nommé en 1804 commandant de la Légion-d'Honneur, et se rendit l'année suivante à l'armée du Nord avec le grade de général de division. En 1809, son nom se rattacha à la conquête de l'Autriche; mais c'est en Espagne que la gloire lui devient personnelle. La retraite forcée du maréchal Marmont, mis hors de combat par suite de ses blessures, laisse à Clausel le commandement en chef de l'armée; c'était après la bataille de Duero, 22 juillet 1812. Sa retraite de Portugal peut s'appeler une victoire en reculant, noble compensation du malheur par le courage.

Après les désastres de 1813, il n'apporte pas moins d'énergie et de talent à la défense du sol natal contre les bandes victorieuses du Nord, mais c'est pour assister aux grandes funérailles de l'empire; il n'en porta pas le deuil longtemps. La restauration se l'attacha par la grand'croix de l'ordre de la Réunion et la croix de Saint-Louis. Le roi Louis XVIII nomma Clausel inspecteur-général d'infanterie et grand-officier de la Légion-d'Honneur. Clausel croyait

avec tant d'autres servir ainsi la patrie, quel qu'en fût le chef; mais bientôt le nom magique de Napoléon brisa tout cet échafaudage de serments nouveaux; et Clausel, après la fièvre héroïque des Cent Jours, voit son épée brisée et son manteau de pair violemment arraché de ses épaules, par une ordonnance du 24 juillet 1815, qui le déclare traître au roi et à la patrie. Il quitta son commandement dans le Midi, le 28, pour se rendre à l'armée de la Loire, et s'embarqua en novembre pour les États-Unis. Là, il refuse la commission de général en chef des armées des indépendants de l'Amérique Espagnole, établit une plantation sur la Baie de la Mobile, et rentre en France au mois de juillet 1820, en vertu d'une ordonnance qui met à néant toutes les poursuites intentées contre lui. Napoléon, sur le rocher de Sainte-Hélène, se rappelant les exploits du général Clausel, le rangeait au nombre de ses futurs maréchaux. La révolution de juillet exauça le vœu du grand homme, et le général Clausel, recueillant l'héritage du maréchal Bourmont, alla conquérir sur l'Atlas son bâton de maréchal.





Ary Scheffer pinx

Imp de Finot & Bougeard

Pollet sc

LE MARÉCHAL COMTE DE LOBAU.

Publié par Furne Paris



MOUTON



« Mouton (Georges), comte de Lobau , maréchal de France , né à Phalsbourg (Meurthe) le 21 février 1770 , avait déjà fait plusieurs campagnes comme volontaire de son département , lorsqu'il fit partie , en 1798 , de l'armée d'Italie ; en 1799 , il commanda pendant quelque temps le château Saint-Ange . A la bataille de Novi , il remplit les fonctions d'aide-de-camp du général Joubert . Colonel du 3^e de ligne , qu'il ramena à la discipline en lui créant quelques ressources contre la misère , et entre autres celles que donne la victoire , il combat le 11 avril sur la Verreria et enlève seul six drapeaux à l'ennemi .

« Au siège de Gênes , il fut atteint d'une balle qui lui traversa le corps et le bras droit ; laissé pour mort , il ne dut son salut qu'au dévouement d'un ami .

« Général de brigade au camp de Boulogne , aide-de-camp de Napoléon , il fut blessé à Friedland et élevé le 5 novembre 1807 au grade de divisionnaire . Pendant les fêtes qui précédèrent la paix de Tilsitt , il commanda les grandes manœuvres en présence de l'empereur Alexandre , du roi et de la reine de Prusse .

« En 1808 , à la tête d'une division d'infanterie , il s'empara de la ville de Medina-del-Rio-Secco . Le 10 novembre suivant , il faisait partie du 2^e corps , commandé par le duc de Dalmatie , et s'était avancé pour reconnaître l'ennemi appuyé à un petit bois en avant de Burgos , lorsque , arrivé à Germonal , il fut accueilli par une décharge de trente pièces de canon ; s'avançant alors au pas de charge , il culbuta les gardes wallonnes et espagnoles et contribua ainsi à la prise de Burgos et à la déroute de l'armée d'Estramadure .

« Le 21 avril 1809 , le lendemain de la victoire d'Abensberg , et la veille de celle d'Eckmühl , il exécuta un mouvement que l'Empereur n'avait pas cru pouvoir ordonner et qui empêcha le général autrichien Hiller d'opérer sa jonction avec l'armée du prince Charles . Les résultats de ce beau fait d'armes furent immenses .

« La conduite du général Mouton pendant la journée du 21 mai ne fut pas moins honorable ; dirigés par lui , les fusiliers de la garde impériale se couvrirent de gloire et culbutèrent la réserve de l'ennemi , composée de tous les grenadiers , les seules troupes fraîches qui lui restassent ; et ils entrèrent les premiers dans le village d'Essling , dont les Autrichiens s'étaient déjà emparés quatre fois .

Le titre de comte de Lobau vint bientôt après récompenser les services qu'il rendit pendant le séjour de notre armée dans l'île de ce nom.

« En 1812, le général Mouton suivit Napoléon en Russie, et partagea la gloire et les dangers de cette expédition. Il combattit en Saxe l'année suivante, et contribua aux succès de Giesshubel et de Tacknitz. Placé dans la même année à la tête du 6^e corps de l'armée, et resté à Dresde après la bataille de Leipsick, il partagea la captivité du maréchal Gouvion-Saint-Cyr, et fut, au mépris de la foi des traités, envoyé en Hongrie, d'où il ne revint qu'après l'abdication de Napoléon.

« Le comte de Lobau, que la restauration avait laissé sans emploi, reçut de Napoléon, à son retour de l'île d'Elbe, le commandement de la 1^{re} division militaire, et fut élevé à la pairie. Napoléon le mit ensuite à la tête du 6^e corps : à la bataille de Mont-Saint-Jean il tenait la droite avec ce corps, avait reçu l'ordre d'arrêter la marche de Bulow, et résisté glorieusement dans cette journée à un ennemi cinq fois plus nombreux, lorsque, surpris par les Prussiens au moment où il s'occupait à rallier les débris de l'armée, il fut fait prisonnier et conduit en Angleterre. Inscrit après le second retour du roi sur la liste des proscrits, il habita la Belgique, et ne rentra en France que vers la fin de 1818.

« On semblait depuis cette époque avoir oublié son nom et ses services, lorsque les électeurs constitutionnels du département de la Meurthe le nommèrent, au mois d'avril 1828, membre de la chambre des Députés. La révolution de juillet contresigna de son nom une partie de ses actes; et enfin la dignité de maréchal de France lui est conférée avec le commandement de la garde nationale, position que la popularité du général Lafayette aurait rendue difficile à tout autre qu'au brave comte de Lobau. »

(Biographie des Contemporains.)





Rouillard pinxit.

Imp. de Bougeard

Geoffroy sculpsit.

LE MARÉCHAL GROUCHY.

Publié par Furne, à Paris.

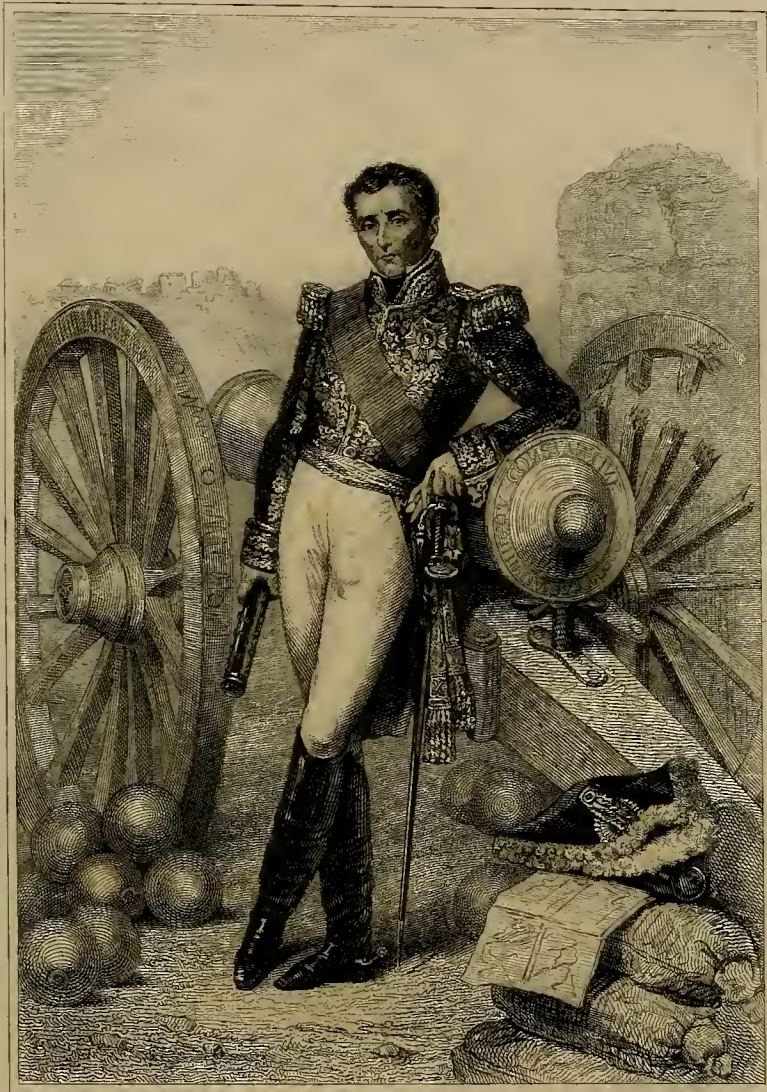


GROUCHY

(Emmanuel, marquis de) naquit à Paris le 23 octobre 1766, d'une famille noble, et fut, comme beaucoup de gentilshommes, destiné de bonne heure à la carrière des armes. A quatorze ans, il entra, en qualité d'élève, à l'école d'artillerie de Strasbourg, d'où il sortit l'année suivante avec le grade de lieutenant. Capitaine en 1784 dans le régiment Royal-Étranger, il passa en 1786 sous-lieutenant des gardes du roi (compagnie écossaise), fut réformé en 1787, et nommé en 1791 lieutenant-colonel du 12^e régiment de chasseurs avec lequel il fit la campagne de 1793. Élevé cette même année au grade de général de brigade, il guida la cavalerie qui fit la conquête de la Savoie. Envoyé ensuite dans la Vendée, Grouchy reçut en 1793, au camp, le décret qui excluait les nobles de tout commandement militaire. A quelque temps de là, l'armée vendéenne, ayant passé la Loire, s'approchait du canton où Grouchy résidait. Le soldat marcha comme simple volontaire dans les rangs des gardes nationales requises pour s'opposer aux royalistes. « S'il ne m'est plus permis, dit-il, de « conduire les phalanges républicaines, il ne saurait m'être défendu de verser « mon sang pour mon pays. » Après huit mois d'inactivité, le général Grouchy fut réintégré dans son autorité militaire, et reparut de nouveau sur le théâtre de l'insurrection. Confirmé le 11 juin 1795 dans le grade de général de division auquel il avait été promu un an auparavant, il fut nommé chef d'état-major de l'armée de l'ouest, et concourut efficacement à la défaite des émigrés à Quiberon, en amenant au point de débarquement toutes les troupes disséminées dans le pays. Après la pacification de la Vendée, il passa chef d'état-major général à l'armée du nord, et bientôt il fut nommé au commandement en second de l'armée destinée à faire une descente en Irlande. Le vaisseau sur lequel il s'embarqua fut du petit nombre de ceux qui parvinrent à la baie de Bantry ; Grouchy, bien qu'il n'eût avec lui que peu d'hommes, n'hésita pas à ordonner le débarquement : cependant, contrarié par les éléments et par la

résistance que le contre-amiral Bouvet opposa à sa volonté, il dut renoncer à son projet, et fut ramené malgré lui dans le port de Brest. Au retour de cette malheureuse expédition, il fut encore envoyé dans l'ouest comme gouverneur des 11^e, 12^e, 13^e, 14^e et 22^e divisions militaires. Le général Grouchy demanda à faire partie de l'expédition d'Égypte, mais Desaix lui fut préféré. Les événements l'appelèrent enfin sur les champs de bataille. En 1798 il se rendit à l'armée d'Italie que commandait Joubert, et ensuite Moreau. A la fatale journée de Novi, l'aile gauche, dont il partageait le commandement avec le général Pérignon, fut onze fois engagée contre l'ennemi. Dans la dernière des charges, le drapeau qu'il avait pris à la main pour ramener au combat une demi-brigade qui faiblissait, est emporté par un boulet : il élève aussitôt son chapeau au bout de son sabre et se précipite sur les Antrichiens auxquels il fait douze cents prisonniers. Grouchy, contraint bientôt à se replier, mais voulant sauver l'artillerie que les divisions en retraite avaient abandonnée, résolut de tenir au village de Parturana. Il arrêta en effet les Austro-Russes pendant quelques instants ; puis, accablé par le nombre, entouré de toutes parts et atteint de quatorze blessures, il tomba au pouvoir de l'ennemi. Enfin, un an après, échangé contre le général anglais Don, il rentra en France, où on lui confia presque aussitôt une division de l'armée de réserve. En 1800, Moreau, qui commandait l'armée du Rhin, l'appela près de lui, et Grouchy concourut puissamment à la victoire de Hohenlinden. En 1807, Grouchy combattit en Prusse avec la grande-armée, dont il commandait un des corps de cavalerie. En 1808, il était gouverneur de Madrid, et en 1809 colonel-général des chasseurs, avec lesquels il fit la campagne de 1812. Mis en non-activité au commencement de l'année 1813, il reparut le 15 décembre de la même année à la tête de la cavalerie de la grande-armée, et sa conduite dans toutes les journées qui ont signalé la campagne de France lui valut le grade de maréchal d'empire dont le brevet ne lui fut cependant expédié qu'en 1815, pour être annulé dans la même année par l'ordonnance du 1^{er} août, et rendu le 10 novembre 1831. La vie militaire de Grouchy s'arrête à Waterloo, triste souvenir qui pèserait sur la mémoire du maréchal, si l'obéissance passive n'était une cause qu'il faut surtout admettre avec un maître comme Napoléon.





Courty pinxit

Imp. de Bougeard

Lacour sc

LE MARÉCHAL VALÉE.

Publié par Furne, Paris.



VALÉE

Né à Brienne-le-Château, le 17 décembre 1773, admis à l'école d'artillerie de Châlons comme élève sous-lieutenant, le 1^{er} septembre 1792, Silvain Charles Valée entra, neuf mois après, comme lieutenant en second dans le sixième régiment d'artillerie à pied. Il fit la campagne de 1793 à l'armée du midi, et celle de 1794 à 1801 aux armées de Sambre-et-Meuse, du Rhin et du Danube ; il se trouva aux sièges de Charleroy, de Landrécies, de Valenciennes et de Maëstricht ; à la bataille d'Altenkirchen, à celles de Neuwied, de Muntaubaur, d'Ostrach, d'Eugen, de Maëskeeroch. Capitaine dès 1795 au 3^e régiment d'artillerie à cheval, et chef d'escadron depuis 1802, il était, en janvier 1804, nommé inspecteur-général du train d'artillerie à l'armée des côtes, et bientôt rentrait dans l'artillerie à pied comme lieutenant-colonel. Il avait assisté à la bataille d'Iena, et exerçait les fonctions de sous-chef de l'état-major-général d'artillerie de la grande armée, lorsqu'il reçut le brevet de colonel, et peu après l'ordre d'aller prendre le commandement du même régiment qu'il venait de quitter. Après la bataille d'Eylau, il fut nommé officier de la Légion-d'Honneur, dont il était membre depuis 1804. A la fin de 1808 il passa en Espagne, où il fit sept campagnes jusqu'en 1813, présent à toutes les batailles livrées par l'armée d'Aragon et à tous les sièges qu'elle a soutenus. Ce fut lui qui, à la fin de 1809 commanda l'équipage de siège de nouvelle formation. Lerida fut témoin de son courage, de sa persévérance et de son habileté. Général de brigade depuis un mois, il fut nommé commandant de l'école d'artillerie à Douai, le 22 août 1811 ; mais il ne paraît pas qu'il ait rejoint ce poste, ou du moins il n'y est pas resté longtemps ; car nous le

retrouvons, à la fin de décembre, dirigeant devant Tortose quarante-cinq bouches à feu. Après la prise de Tarragone, où il déploya le même talent et la même valeur que dans ses opérations précédentes, il fut promu au grade de général divisionnaire ; ses habiles mesures contribuèrent puissamment à la reddition de Valence et de Peniscola, où le bombardement dura huit jours. L'armée d'Espagne étant rentrée en France, le général Valée fut attaché à l'armée de Lyon. L'empereur le fit comte en mars 1814. Après la restauration, il fut nommé inspecteur-général du troisième arrondissement à Strasbourg ; puis, dans les Cent jours, il commanda l'artillerie successivement dans la troisième division et à Vincennes. Le roi étant rentré, le lieutenant-général comte Valée fut chargé de plusieurs fonctions importantes. Mis en disponibilité, le 8 septembre 1830, il fut chargé, en 1835, de la direction des poudres et salpêtres, et enfin reçut le commandement en chef de l'artillerie dans la province de Bone, et de celle du corps chargé d'opérer contre Constantine (31 août 1837). A la mort du général Damremont, il se trouva porté au commandement en chef du corps d'armée qui faisait le siège de cette place, dans laquelle il entra le 13 octobre. Ce jour-là, sa réputation devint populaire. Jusqu'alors ses services n'avaient pas été appréciés par l'opinion publique, soit que, par modestie, il déclinât lui-même sa part de gloire, soit que la conscience de sa supériorité lui suffît et lui inspirât quelque dédain pour la renommée. Il fut élevé à la dignité de maréchal, le 11 novembre 1837, et investi du commandement général des possessions françaises dans le nord de l'Afrique. Le comte Valée, grand'croix de la Légion-d'Honneur, est membre de la Chambre des Pairs.





Wintherhalter pinxit.

Imp. de Bougeard.

Geoffroy sculpsit.

LE MARÉCHAL SÉBASTIANI.

Publié par Furne, à Paris.





SÉBASTIANI

« (Horace-François DE LA PORTA) est né à la Porta (Corse), le 11 novembre 1775, d'une des familles les plus distinguées de cette île. Il entra au service en 1792, fut nommé chef de bataillon par le général Bonaparte à Arcole, et colonel par Moreau sur le champ de bataille de Vérone. Fait prisonnier à Verderio, au moment où il essayait par ses efforts de s'ouvrir un passage à travers l'armée de Suwarow, qui entourait la division Serrurier, il fut plus tard échangé et revint en France. Bernadotte, alors ministre de la guerre, l'appela à Paris. Bonaparte étant revenu d'Égypte, il seconda activement son compatriote dans ses projets. Le 17 brumaire, il occupa avant le jour, avec cinq cents dragons à pied de son régiment, l'entrée de l'ancien pont tournant, et se rendit, avec quatre cents autres dragons à cheval, à la maison de Bonaparte, pour l'accompagner aux Tuileries. Lorsque le Conseil des Anciens eut nommé Bonaparte commandant de Paris, et eut ordonné qu'on transférât le Corps législatif à Saint-Cloud, Sébastiani se porta, avec son régiment, au palais du Conseil des Cinq-Cents, qui adopta sans discussion cette double mesure. Il alla immédiatement, sous les ordres de Moreau, occuper pendant la nuit le palais du Directoire, et se rendit, le lendemain du 18 brumaire, à Saint-Cloud, pour aider à consommer l'œuvre de cette journée. L'année suivante, il fit la campagne de Marengo, et fut chargé; de concert avec le général Marmont, de conclure un armistice, à Trévise, avec l'armée autrichienne. Après la paix d'Amiens, il fut envoyé en mission à Constantinople, pour remettre en mains propres au sultan Selim une lettre de Bonaparte, qui lui proposait le rétablissement de la paix. Nommé à son retour (1803) général de brigade, il fut élevé au grade de général de division le lendemain de la bataille d'Austerlitz (2 décembre 1805), et nommé, le 2 mai de l'année suivante, à l'ambassade de Constantinople. La conduite qu'il tint à ce nouveau poste lui valut le grand

cordon de la Légion-d'Honneur ; et, lorsqu'à la suite de la révolution qui renversa Selim du trône, il revint à Paris, il parvint à faire renoncer Napoléon au partage de la Turquie d'Europe, mesure qu'il regardait comme entièrement favorable aux Russes, et comme l'occasion d'une guerre éternelle et désastreuse pour la France. Envoyé en Espagne après la malheureuse capitulation de Baylen, Sébastiani commanda la première division du quatrième corps. Après la prise de Madrid, il fut nommé général en chef de ce même corps, et bientôt il força le passage du Guadiana, et gagna les batailles de Ciudad-Real et de Santa-Cruz. De là il marcha à la rencontre de l'armée espagnole qui se portait sur Madrid, lui livra bataille à Almonacid, et la mit dans une déroute complète. Cependant, affaibli par les fatigues de la guerre, il demanda la permission de rentrer en France, où il était de retour en août 1811. L'année suivante, il suivit l'empereur en Russie, prit une part active aux batailles de Smolensk et de la Moskowa, et entra le premier, avec le deuxième corps, dans Moscou. Pendant la retraite, il se signala par son héroïsme. Il prit part à tous les événements de la campagne de Saxe, fut blessé à la bataille de Leipsick, et reparut à la bataille de Hanau pour contribuer à la défaite du général de Wrède. Pendant la campagne de France, il se distingua au combat de Reims, à la bataille des Arcis et à Saint-Didier. Dans les Cent-Jours, il fut nommé membre de la Chambre des Représentants par le département de l'Aisne, et envoyé par elle, après le désastre de Waterloo, aux souverains alliés, avec MM. de Lafayette, d'Argenson, Pontécoulant, Laforêt et Benjamin Constant, pour traiter de la paix. Il dut ensuite quitter la France, et, de retour en 1816, il fut admis au traitement de demi-solde. En 1819, le général Sébastiani fut élu député par le collège électoral de la Corse. » (BIOGRAPHIE CONTEMPORAINE.) La position qu'il prit à la Chambre devait lui rendre favorable la révolution de juillet. Il figure parmi les membres du premier ministère en 1830. Ministre sans portefeuille en 1832, il partage avec Casimir Périer une idée heureuse, la prise d'Ancône, qui ne fit pas oublier le fameux mot : *L'ordre règne à Varsovie !* Mais, si la popularité se retire, la confiance royale reste, et fait du général Sébastiani un ambassadeur en Angleterre (1834) et un maréchal de France (1840).





Audibran sc.

JACOBI.

Publié par Furne, à Paris.



DAGOBERT

Autant que l'on peut en juger par les témoignages souvent indécis des biographes et des chroniqueurs, ce prince, né en 602, sut imposer aux leudes par l'exercice bien entendu de la royauté, et sa justice impartiale est la dernière gloire de la dynastie mérovingienne. Il ouvrit son règne (628) par une tournée générale dans ses états, et remit en ordre tout ce que sa main royale put atteindre. Il commença par la Bourgogne. « Dagobert entra en Burgondie, et son arrivée frappa d'une si grande « terreur les évêques, les grands et les autres leudes, que c'était merveille « pour tous; mais il combla les pauvres d'une grande joie par la justice qu'il « leur rendit. Étant ensuite entré dans la cité de Langres, il jugea si équita- « blement tous les leudes, tant les puissants que les pauvres, et tellement « sans acception de personnes et de récompenses, qu'il se rendit par là, comme « bien peut-on croire, fort agréable à Dieu. De là, il passa à Dijon et à Laône, « où il s'appliquait à rendre la justice à tout le monde, si bien qu'il n'en « mangeait ni dormait. Le même jour qu'il partit de Laône pour Châlons, « étant entré au bain avant le jour, il fit occire l'oncle de son frère Caribert, « Brodulf, lequel fut tué par les ducs Amalgaire et Arnebert, et par le « patrice Willibald (FRÉDÉGAIRE). » C'est peut-être à cette qualité de grand-justicier que le *bon roi* Dagobert a dû sa vieille popularité, consacrée encore aujourd'hui par la tradition qui n'a pas oublié non plus le chêne de saint Louis.

Après la Bourgogne, vint le tour de l'Ostrasie qu'il parcourut en appareil royal. Il est probable qu'il continua ce qu'il avait osé à Langres et à Châlons, et cela, joint à l'injure qu'il avait faite à l'Ostrasie en lui préférant la Neustrie,

indisposa violemment les leudes ostrasiens contre lui. Les deux hommes principaux du pays, Arnolph, archevêque de Metz, puis Pepin, son frère, furent éloignés, et firent place au Neustrien Éga.

Les Ostrasiens lâchèrent pied dans la guerre contre les Venèdes, et, pour les intéresser à la défense des frontières, il fallut que Dagobert, leur roi, du vivant de son père, donnât ce titre à son fils Sigebert, âgé de trois ans. Mais en même temps la reine Nantéchilde devint mère, et la Neustrie, jalouse de l'indépendance ostrasienne, demanda un roi à son tour. Il fallut céder à cette volonté fortement exprimée. Clovis, l'enfant nouveau-né, fut fait roi de Neustrie et de Bourgogne, double tutèle qui fractionnait la monarchie. Le massacre des Bulgares, l'intervention dans les affaires des Visigoths, la soumission de l'Aquitaine, la réduction de la Bretagne en comté, ne relevèrent pas Dagobert aux yeux des moines, qui ne lui pardonnèrent pas de les avoir dépouillés au profit de ses hommes de guerre. De là les remords dont on assiége le pauvre roi qui s'entoure de ministres romains, de l'orfèvre saint Éloi et du référendaire saint Ouen, qui s'occupe de fonder des couvents et de fabriquer des ornements d'église.

Ses scribes écrivirent pour la première fois les lois barbares, et semblable au roi Salomon, après avoir peuplé son palais de belles femmes, il se partagea entre ses concubines et ses prêtres. Il mourut le 29 janvier 638, et fut enterré à l'abbaye de Saint-Denis, dont la grande fortune date de cette époque, favorisée qu'elle se trouva par le voisinage de la résidence royale.





CHARLES MARTEL.

Publié par Furne, Paris.



CHARLES MARTEL



Est-ce un maire, un roi, un païen, un chrétien ? C'est Charles Martel, figure d'exception dans l'histoire, qui mérite un portrait à part ; saint Martin n'a plus rien à revendiquer du nom de *Martel*, particulier à la famille des Pépins ; la tradition populaire en fait honneur à la masse d'armes dont Charles jouait si bien au milieu des ennemis. Bâtard de Pépin d'Héristal, il s'échappe de la prison où, depuis la mort de son père, il était retenu par Plectrude, et se fait reconnaître chef par les Austrasiens. D'abord il est battu par les Frisons, et Chilpéric, le nouveau roi des Neustriens, dévaste impunément l'Austrasie. Charles prend sa revanche à Amblef, et l'année suivante, 717, il remporta, sur Chilpéric, une nouvelle victoire à Vinci ; en même temps, il achevait de réunir l'Austrasie sous son obéissance, et forçait Plectrude de lui remettre la ville de Cologne. Il retourne ensuite contre les peuples d'au-delà du Rhin ; et quand il a raffermi la domination austrasienne de ce côté, il revient à la Neustrie, dont le roi mérovingien appelle à son secours le mérovingien Eudes, duc d'Aquitaine, petit-fils de ce Caribert, relégué par Dagobert dans le midi de la Gaule où sa famille s'était solidement établie, tandis que celle de son frère s'anéantissait au nord. Le duc et le roi furent battus à Soissons, et cette défaite renouvela la révolution qui s'était opérée à Testrye, 719.

Eudes, intimidé par les menaces du vainqueur, lui livre Chilpéric qui reconnaît Charles pour son maire. Chilpéric redevint roi fainéant ; Charles a remplacé enfin son peuple et sa maison au point de grandeur où les avait laissés Pépin. Les expéditions continuelles que Charles fit en Germanie sont aussi obscures que celles de Pépin : les chroniqueurs se contentent de nous les indiquer sans nous donner aucun détail. Néanmoins on sent qu'il a dû se passer quelque chose de grand dans ces obscures forêts. Charles en sortit pour répondre à

l'appel d'Endes au nom de tous les intérêts spirituels et temporels qu'allait bouleverser l'envahissement des Sarrazins. Le choc a lieu dans les plaines qui vont de Tours à Poitiers, 732. Le combat dura un jour, et, dans la nuit qui suivit, Abdérame décampa avec ses légers Sarrazins qui furent bientôt hors d'atteinte. Voilà à quoi se réduit cet événement si renommé, et qu'on ose à peine dépoétiser. En 733, des partis de Sarrazins viennent camper entre la Loire et la Seine; et, en 736, ils sont appelés en Bourgogne par les seigneurs du pays.

Charles les a donc plutôt battus que réduits, et, en 759, ils étaient encore à Narbonne, d'où ils furent chassés par Pépin. L'année même de la bataille de Tours, on retrouve Charles dans les marais de la Frise qu'il subjugué en courant à la manière des guerriers de sa race, et dont il lui faut recommencer la conquête l'année suivante. Cette fois ce fut sérieux; les Frisons battus perdent leur duc dans le combat, et Charles, pour les punir de tant de révoltes, les fait passer de la condition de tributaires à celle de sujets, en leur imposant un duc franc. Puis il acheva de tuer leur nationalité en les forçant d'abandonner leurs anciens dieux germains pour la religion du Christ. Mais s'il appelle à son aide la conquête spirituelle, s'il prend au dehors le clergé pour auxiliaire, il l'opprime au dedans, il le dépouille en faveur de ses hommes d'armes, de ses fidèles. Après la bataille de Tours, il les invite tout haletants encore à la curée des biens ecclésiastiques. Il se préparait ainsi des regrets, et l'année de sa mort fut occupée tout entière par ses négociations avec le pape. Disposant de la France comme d'un bien qui lui était acquis, il partagea le royaume entre ses trois fils, Carloman, Grifon et Pépin-le-Bref, mais sans leur donner un titre qu'il n'avait pas cru devoir prendre lui-même; aussi y eut-il encore un roi du sang de Clovis (22 octobre 741).





Pigeot sc

PÉPIN LE BREF.

Publie par Furne Paris



PEPIN-LE-BREF

L'avènement de Pepin au trône (752) ne fut pas simplement la substitution d'une dynastie à une autre, mais une révolution nationale, qui rendit à l'armée toute son autorité. En d'autres termes, ce fut une nouvelle victoire de la Germanie sur Rome et sur les Gaules, une réaction du Nord sur le Midi. Pepin, voulant légitimer l'usurpation par le droit, plaça sa couronne sous la sanction ecclésiastique. L'apôtre de la Germanie, saint Boniface, évêque de Mayence, renouvela pour lui le culte hébraïque et versa sur la tête de cet élu de Dieu l'huile sainte, qui devait le purifier et lui imprimer un caractère plus auguste. Le chef de la nouvelle race deviendra, par sa munificence envers le clergé, le *Fils chéri*, le *bien-aimé de l'Église*.

Pepin venait de monter sur le trône, lorsque Étienne III, successeur de Zacharie, passa en France pour implorer le secours du nouveau roi contre les usurpations successives des princes lombards. Il sacra et couronna une seconde fois Pepin. Le monarque reconnaissant s'avança vers les Alpes à la tête d'une armée habituée à vaincre, força les passages, descendit en Lombardie, et, après deux campagnes, contraignit Astolphe, roi des Lombards, d'abandonner sans conditions et sur-le-champ au Saint Siège l'Exarchat et la Pentapole. Le pape, déclaré indépendant des rois lombards et des empereurs d'Orient, devint *seigneur et maître* de ces provinces.

La révolution qui avait renversé les Omniades et élevé au califat les Abbassides, avait réduit à leurs propres forces les Sarrasins d'Espagne. En 755 Abdérame, fils de Moavia, fonda la monarchie indépendante de

Cordoue. Vers la même époque, Alphonse-le-Catholique reprenait sur les Maures plusieurs places importantes. Partout les Goths secoururent la domination arabe. Le même mouvement s'opérait dans les Gaules. Pressés de toutes parts, les Sarrasins se renfermèrent dans Narbonne, capitale de la Septimanie. Appelé par les Chrétiens, Pepin prend possession de Nîmes, de Maguelonne, d'Agde et de Beziers, qui lui furent livrées par le Visigoth Ansemond. Les Francs mirent ensuite le siège devant Narbonne, qui succomba après une résistance de sept années. La Septimanie fut alors réunie pour la première fois à la monarchie des Francs (759).

L'année suivante, sous de frivoles prétextes, Pepin envahit l'Aquitaine, qui, depuis longtemps, avait secoué le joug des Mérovingiens. Après huit ans d'une guerre d'extermination, Waïfre, fils et successeur d'Hunald, fut assassiné dans le Périgord par ses propres satellites que Pepin avait gagnés, et l'Aquitaine nue, désolée, ruinée, repassa sous la domination des Francs.

Pepin venait d'achever cette importante conquête, lorsqu'il ressentit les premières atteintes de la maladie qui le conduisit au tombeau. Les prières qu'il adressa à saint Martin et à saint Denis, les riches présents dont il chargea leurs autels, les aumônes qu'il fit aux pauvres, ne purent détourner le coup mortel. Il expira après avoir partagé, dans une assemblée des grands de l'état, son royaume entre ses deux fils, Charles et Carloman. Sur sa tombe on grava : *Ci-gît le père de Charlemagne.*





Nanteuil ex.

Figot sc.

CHARLEMAGNE.

Publié par Furne, Paris.



CHARLEMAGNE

Avant de s'élancer dans la carrière des conquêtes, Charlemagne s'arrête un moment pour donner le dernier coup à l'Aquitaine déjà tuée par son père Pepin, et qui, comme le guerrier de l'Arioste, combattait encore, oubliant qu'elle était morte. C'était la dernière protestation de la race Mérovingienne contre la race Carlovingienne, de l'ancienne *Francie* contre la nouvelle; une campagne suffit à Charlemagne, non pour vaincre, mais pour montrer aux Aquitains qu'ils étaient vaincus (770). A peine revenu de cette facile expédition, la mort de son frère Carloman (771) vient le délivrer d'un ennemi et réunir sous sa domination le royaume entier des Francs. Charlemagne n'avait fait, pour ainsi dire, que se montrer aux Saxons; bientôt la voix suppliante du pape Adrien l'appelle en Italie (774). Il arrive, et en moins d'un an il a détruit le royaume des Lombards. Alors commence ce perpétuel voyage d'Italie en Saxe, et de Saxe en Italie, qui semble remplir tout son règne. Les Grecs regardaient d'un œil inquiet ce prodigieux royaume qui se formait en Occident, et dont ils se trouvaient tout à coup voisins. Leur intervention dans les affaires de la Lombardie n'est qu'un manifeste honteux de leur impuissance.

Quand Charlemagne eut dompté les Saxons, soumis les Allemands et les Bavares, rendu les Slaves tributaires, il se trouva face à face avec le vieux peuple d'Attila, et, sans perdre haleine, entreprit de le traiter comme il avait traité les Saxons. Cette guerre n'a qu'un seul fait populaire, c'est celui qui la termine, c'est la perte de ce fameux *Ring* des Avares où étaient entassées les dépouilles de tant de nations et de siècles.

Les Saxons étaient anéantis, les Avares dispersés, l'ancienne Germanie sujette au tributaire; tout avait plié devant Charlemagne; il avait un pied dans l'Espagne, à peine un coin de l'Italie s'était dérobé à sa domination: du Danube à l'Océan, de la Baltique à la Méditerranée, tout lui obéissait. Il manquait cependant quelque chose à cet empire fondé par la force; il fallait le légaliser. Charlemagne exploite ce sentiment vague d'admiration et de respect qui errait, pour ainsi dire, dans l'esprit des peuples pour l'ancien empire; il le fixe

en concentrant sur lui-même ce qui s'attachait confusément à un nom, et sa puissance en est doublée. Cet acte de haute politique est le lien qui unit entre elles les deux moitiés de Charlemagne, sa vie de guerrier et sa vie de législateur.

Il ne se présente pas un beau jour à ses Francs assemblés, un énorme cahier à la main, divisé par livres et chapitres, et ne leur dit pas : Voilà la loi que vous suivrez désormais ; mais il fait face aux circonstances à mesure qu'elles se déroulent ; et le recueil de ses capitulaires, moins le cachet religieux, n'est point sans rapport avec l'Alcoran de Mahomet. Tous ses efforts tendent à organiser une administration régulière. Quatre fois par an, ses *missi* ou inspecteurs parcouraient les provinces, recueillaient les plaintes et l'informaient des abus.

Sur Charlemagne seul reposait un édifice que lui seul avait élevé malgré son siècle. A peine le soutien eut-il manqué que tout croula. Pour apprendre aux Russes à bâtir des maisons, à forger le fer, à construire des navires, Pierre-le-Grand se fit maçon, forgeron, charpentier. Pour apprendre aux Francs à étudier le latin, le grec, à faire de l'astronomie, de la dialectique, à écrire, Karl le Grand étudia le latin, le grec, fit de l'astronomie, de la dialectique et écrivit. Là aussi ses efforts furent vains. Pour avoir été brusquée, l'unité du pouvoir sera brisée, disséminée en autant de fractions qu'il y eut de royaumes, puis de provinces, puis de châteaux, et l'empire romain carlovingien sera suivi de l'anarchie féodale ; tandis que cette autre civilisation littéraire, qui, elle aussi, a été précipitée, s'éteindra comme un feu de paille dans les cloîtres des dixième et onzième siècles, les deux siècles les plus barbares du moyen-âge. Alors, après Charlemagne le Géant apparaîtra Louis son fils, qui ne valait pas moins ; et une épithète fera d'un portrait une caricature. Au *Débonnaire*, point d'épée, point de masque, une robe longue, des sandales fourrées et un bonnet le plus bourgeois du temps ! La tradition marche cette piteuse image à la main ; et nous rions, acceptant ainsi la condamnation portée contre un roi par la mauvaise humeur du peuple, qui jamais ne veut admettre la responsabilité du temps et des causes accidentelles.





HUGUES CAPET.

Publié par Furne, Paris.



HUGUES CAPET



Lothaire meurt (986) et son fils Louis V lui succède pour mourir l'année suivante, empoisonné, dit-on, par sa femme Blanche d'Aquitaine. Hugues Capet, qui se trouve prêt le premier, se fait nommer roi en toute hâte à Noyon, à l'exclusion du frère de Louis, Charles de Lorraine.

Ce fait paraît bien peu de chose en lui-même, et la nomination de Hugues ne dut guère frapper les esprits plus que celle d'Eudes et de Raoul. Cependant, à partir de ce jour, une nouvelle ère commence pour la féodalité. Elle couronne son chef. Dès-lors il devient son ennemi; la lutte s'établit entre elle et la famille qui lui doit le trône, et ne finit que par son entier anéantissement. A la république austrasienne, la famille d'Héristal avait fait succéder l'empire Carlovingien; à la féodalité qui, elle aussi, était une république, la famille des Capet va faire succéder la *royauté* proprement dite. Mais d'abord on ne la voit jouer aucun rôle dans les événements qui se passent autour d'elle; on dirait qu'elle a honte de se montrer, qu'elle craint qu'on ne s'aperçoive de son existence.

Laon est la théâtre de la guerre. Charles de Lorraine l'a prise et la perd par trahison. Enfermé dans la tour d'Orléans (989), il y meurt trois ans après. En même temps Hugues battait les Aquitains qui, toujours attachés à l'an-

cienne famille, refusaient de le reconnaître et mettaient en tête de leurs actes : *Christo regnante, rege nullo*. Après la victoire, Hugues entama une lutte d'un nouveau genre qui devait être familière à presque tous ses successeurs. Arnoul, archevêque de Reims, l'avait trahi dans la dernière guerre; il le dépose, et met en sa place le précepteur de son fils, le fameux Gerbert qui plus tard fut pape sous le nom de Silvestre II. Le pape Jean XV l'excommunie et réintègre Arnoul dans son archevêché. Mais Hugues tient bon; il ne lâche pas Arnoul qu'il avait jeté en prison, et maintient Gerbert sur le siège où il l'a placé. En vain un concile tenu à Reims en 995 confirma la sentence du pape, le roi refusa obstinément de délivrer le captif, et l'on ne put reprendre cette affaire qu'après sa mort (996).

Voilà à peu près (si l'on ajoute quelques guerres avec de petits seigneurs, une tentative d'hostilité d'une ancienne bande normande établie près de la Somme, et le sacre de son fils Robert) tous les faits dont se compose le règne de Hugues Capet. Ce sacre anticipé, dont on l'a beaucoup loué, ne lui appartenait pas, c'était un emprunt fait aux Carlovingiens. On se rappelle que Pepin fit sacrer ses deux fils par le pape, et Lothaire avait employé le même expédient pour assurer la couronne à son fils Louis. Hugues Capet fut enseveli (997) à Saint-Denis dont il était abbé; ce lieu, où reposaient déjà les restes de plusieurs rois, devint alors la sépulture exclusive des rois de France, en même temps que Paris, dont il était comte, devenait pour toujours leur capitale.

Il ne faut pas s'imaginer néanmoins qu'elle fut dès ce moment la métropole de ce que nous avons nommé plus tard la France. Il n'y avait point de France à cette époque: chacun s'était fait une patrie de l'endroit où il était né; à cinq lieues du clocher de son village on était en pays ennemi. Un abbé de Cluny, prié par ses confrères de Saint-Maur de venir les visiter, s'excusa sur la longueur du chemin qu'il avait à traverser dans un pays étranger et inconnu. Le moment était loin où le roi de Paris mettrait un terme à cet effroyable isolement, en ralliant une à une, autour de lui, toutes les parties dispersées çà et là de son royaume.

(*Cahiers d'Histoire de France.*)





Pigeot sc.

LOUIS VII.
(dit le Jeune.)

Peint par Pigeot, à Paris.



LOUIS VII

Louis-le-Gros, quelque temps avant sa mort, avait reçu à Betisy, près Compiègne, une députation de seigneurs gascons, qui lui dirent que le duc Guillaume d'Aquitaine, au moment de partir en pèlerinage pour Saint-Jacques de Compostelle, avait laissé toutes ses possessions à sa fille Éléonore, sous la condition d'épouser le fils du roi de France, ajoutant que leur duc était mort en chemin. Le duc Guillaume avait été un puissant seigneur ; maître de la moitié du Midi, son influence s'étendait sur toute la France d'au-delà de la Loire, et passait même les Pyrénées. Aussi y eut-il une grande joie à la petite cour de Louis-le-Gros quand y parvint cette heureuse nouvelle, qui doublait l'importance du royaume de France et le rendait enfin de taille à se mesurer avec les forces anglo-normandes. Le jeune prince partit sur-le-champ pour aller chercher son épouse et prendre possession des domaines qu'elle lui apportait ; mais, avant qu'il fût de retour de son duché d'Aquitaine, il était roi de France : les chaleurs de l'année venaient d'emporter son père. Ajoutons que la force se trouvait enfin jointe au droit, et que le chef de la société féodale avait conquis les moyens de faire respecter sa suprême suzeraineté.

Louis VII, à peine monté sur le trône, passa dans le Midi pour s'y faire reconnaître par les seigneurs de l'Aunis et contraindre le comte de Toulouse à lui rendre hommage. Peu de temps après, ayant appris que le pape Innocent II, de son autorité privée, avait nommé Pierre La Châtre à l'archevêché de Bourges, il jura que de son vivant jamais ce prélat n'entrerait en possession de son siège. Thibaut, comte de Champagne, se porta le défenseur du candidat d'Innocent, et bientôt le roi, entrant sur les terres du comte, y mit tout à feu et à sang. Là eut lieu ce fameux sac de Vitry, où treize cents paysans, enfer-

més dans une église, y furent consumés par le feu qui dévorait leur village. Louis-le-Jeune, qui entendit leurs cris et voulut en vain les sauver, emporta de là une blessure profonde; il était poursuivi par la vue de cette église enflammée, et il ne se sentit délivré que quand il eut pris la croix à Vézelay. Laissant alors l'administration de son royaume à son ministre Suger, il partit de Paris, le jour de la Pentecôte de l'année 1147, à la tête d'une armée de cent cinquante mille combattants. Par malheur cette armée était encombrée de femmes, de valets et de pèlerins, armés seulement de leur bourdon, venus là pour regarder combattre et pour faire leurs dévotions à Jérusalem. Louis VII, dans cette expédition, fit des prodiges de valeur; mais il perdit une partie de son armée dans les plaines de l'Asie-Mineure (déroute de Laodicée) et devant Antioche. Il assiégea vainement Damas, et fut obligé de revenir en France (octobre 1149), accompagné de deux à trois cents chevaliers, seul reste des cent cinquante mille hommes qui le suivaient au départ. En 1152, Suger étant mort, Louis répudia la reine Éléonore, sous prétexte d'adultère. Six semaines après, Éléonore épousait Henri Plantagenet. Ce fut alors que le roi de France se sentit plus petit que jamais devant ceux qu'il nommait ses vassaux. A l'Angleterre (1155), qui seule eût suffi pour en faire un ennemi redoutable, Henri ajoutait tout le littoral de la France, depuis la Manche jusqu'aux Pyrénées. Par la Normandie il plongeait au cœur des domaines royaux. L'épisode de Thomas Becket et la guerre parricide des fils de Henri le soutinrent dans une lutte inégale. C'est à la tombe du martyr de Cantorbéry qu'il demande la santé de son fils. Philippe-Auguste vivra pour accomplir de grandes destinées, et son père meurt dans sa soixantième année. Il était né en 1120.





Stout

Pageot sc

SUGER.

Ed. par Furne, Paris



SUGER

1081 — 1152.



L'horizon des premiers Capétiens ne s'étendait guère au-delà de Corbeil, de Mantes et Saint-Denis ; c'était là leur domaine, et, à dire vrai, ne jouissaient-ils encore que du seul territoire de Saint-Denis ; car les moines, entre tous leurs vassaux, leur étaient attachés, et se rappelaient avec complaisance et bonheur que le fondateur de la dynastie avait porté la chape et chanté au lutrin en qualité d'abbé. Philippe I^{er}, fidèle aux traditions de famille, fit donc élever son fils Louis-le-Gros dans la compagnie des religieux, sous l'aile de l'Église. Philippe n'eut pas tort, car Louis connut Suger dans le monastère.

Suger était né en 1081, et non en 1087, comme le dit la *Biographie Universelle*, de parents pauvres et obscurs. On sait quels liens d'estime et de tendresse mutuelle s'établirent entre le jeune moine et l'héritier du trône. En 1115, nous voyons Suger chevauchant avec son maître, par monts et par vaux, pour réduire les seigneurs rebelles à l'autorité du roi, et déjà il fait présager, par des actes habiles, des négociations bien conduites, un ordre de choses nouveau dans les rapports entre les différentes classes de la société. A la prière de saint Bernard, il réforma le monastère de Saint-Denis, dont il fut nommé abbé en 1122. Il renonça à tout le luxe que comportaient son rang élevé et les idées du temps (1127). Sa popularité s'en accrut, et il devint véritablement l'homme du peuple et de Dieu. Il aida, par une sage politique, au mouvement qui préparait l'affranchissement des villes, soit qu'il prévît les avantages que la royauté tirerait de l'établissement des communes, soit que la religion et l'humanité le décidassent senles à relâcher les lois de la servitude.

Suger vit augmenter son crédit sous le règne suivant. Louis VII eut le bon esprit de sentir que celui qui avait été pour son père un conseiller fidèle, devenait pour lui un ministre nécessaire. La sainte et puissante voix de saint Bernard avait proclamé la croisade, et il remuait la France et l'Europe entière. Il entraîna les grands, il entraîna le roi, malgré Suger, dont la nature grêle et disgracieuse, s'armant en vain de la raison, n'avait pas, pour la résistance, ce qu'une beauté et une éloquence presque divines donnaient à l'abbé de Cluny pour le mouvement. Suger fut choisi pour régent, et se fit adjoindre l'archevêque de Reims et Raoul de Vermandois.

Le bon ordre qu'il mit dans les finances rendit moins désastreux les revers que les Français éprouvèrent en Palestine, et sous son administration le royaume ne cessa pas d'être tranquille et florissant. Il est vrai que la tâche fut rendue moins difficile par la paix générale qui résulta en Europe du départ de tant de guerriers pour la Terre-Sainte. Cependant Suger, craignant de ne pouvoir supporter plus long-temps le poids de l'autorité, écrivit à son maître des lettres pleines de tendresse et de dévouement, pour l'engager à revenir dans ses États; et lorsqu'enfin les désastres de cette croisade eurent obligé Louis de se rendre à ses vœux, il vola au devant de lui, et leur entrevue offrit le plus grand spectacle. Le roi loua hautement son zèle, la sagesse de son administration, et lui donna le nom de *Père de la Patrie*.

Suger continua à gouverner le royaume avec le même succès; mais dans l'année 1151, c'est lui qui proposa une troisième croisade.

Il écrivit aux prélats du royaume pour qu'ils s'associassent à cette sainte entreprise; et persuadé que les croisés n'avaient échoué que par leur imprudence, il voulut la conduire lui-même, se montrant ainsi moins sage que saint Bernard, qui avait refusé de commander les croisés de la Germanie. Mais le pieux abbé mourut (12 janvier 1152) au milieu de ses préparatifs. Sa mort fut déplorée par le prince, par le clergé et par le peuple, comme une calamité publique. Un chanoine de Saint-Victor, se faisant l'interprète de l'opinion et de la douleur de ses contemporains, atteste, dans son épitaphe, qu'avec Suger étaient tombés « la fleur, le diamant, la couronne, la colonne, le drapeau, « le bouclier et le plus haut honneur de l'Église ». Les religieux de Saint-Denis se contentèrent de graver sur son tombeau : *Ci-git l'abbé Suger*.





PHILIPPE AUGUSTE.

Publié par Furne Paris



PHILIPPE-AUGUSTE



Philippe-Auguste, fils de Louis VII, n'avait que quinze ans quand il monta sur le trône en 1180. Sa mère et ses quatre oncles, qui voulurent lui imposer leur tutelle, sont battus et réduits à l'obéissance. Le tuteur de son choix est Philippe, comte de Flandre, dont il épouse la fille; mais son respect pour lui ne va pas jusqu'aux concessions territoriales. La mort de Henri d'Angleterre met en présence Richard et Philippe. La croisade n'est qu'une affaire politique pour Philippe, et il laisse Richard achever son poème chevaleresque par quinze mois de captivité en Allemagne. Enfin, *le lion est déchaîné*; mais Richard avait épuisé toutes ses ressources en Palestine, et l'argent était déjà le nerf de la guerre pour les rois d'une famille qui avait adopté le système des troupes mercenaires. On ne se battit que par escarmouches; la plus sérieuse rencontre, celle de Fréteval, ne fut qu'une affaire d'arrière-garde, une surprise rendue célèbre par la perte des archives de la couronne. Il y avait à peine un an que Richard avait fait la paix avec Philippe lorsqu'il va finir en aventurier au siège du château de Chalus. L'assassinat d'Arthur de Bretagne rend Jean-sans-Terre justiciable de Philippe-Auguste, qui en quatre années lui enlève toutes ses possessions de France, moins la Guienne. Les premières années du treizième siècle sont celles où se prononce d'une manière définitive, pour cette race qui s'était groupée autour de Paris, son triomphe sur les races qui l'entouraient et son illustration européenne. Pendant que Philippe faisait plier devant elle la race Angevine et Normande, et en attendant que Simon de Montfort lui soumit au midi ces peuples d'origine Visigothe et Romaine, qui faisaient une nation à part sous le nom de Provençaux, elle s'en allait par-delà les mers détruire par occasion ce qui restait du vieil empire romain, et fonder un empire *franc* sur ses débris (1204). Sept ans après le départ du conquérant de Constantinople, une autre croisade fut prêchée dans les mêmes lieux et

vint rassembler de nouveau les guerriers du pays. Cette fois le but de l'expédition n'était pas éloigné, ils n'avaient qu'à passer la Loire pour l'atteindre; c'était la fameuse croisade contre les Albigeois.

Philippe-Auguste laissa les croisés pour s'occuper de Jean, que lui livrait l'excommunication d'Innocent III. Abandonné de tous ses alliés et tremblant devant son puissant adversaire, Jean se soumit de lui-même aux conditions les plus humiliantes, il se reconnut vassal du Saint-Siège. Il fut reçu en grâce, et Philippe eut ordre de respecter le domaine de saint Pierre. Philippe ne tint aucun compte de cette défense, et se prépara à envahir l'Angleterre avec une flotte de dix-sept cents voiles. Une diversion donne le temps à la flotte anglaise de disperser ces vaisseaux, et l'invasion est manquée.

L'année suivante, Jean fait un effort désespéré, il appelle aux armes Othon, empereur d'Allemagne, et les deux comtes de Boulogne et de Flandre. Déjà l'invasion commençait des deux côtés à la fois, Jean était débarqué dans le Poitou, et en même temps débouchait au nord la grande armée des Allemands et des Flamands, forte de cent mille hommes. Philippe, sans s'intimider, envoie son fils Louis avec une armée contre le roi d'Angleterre, qui recule jusqu'à ses vaisseaux, et s'avance lui-même contre Othon, dont l'armée était le double de la sienne. Ce fut à Bouvines que les deux princes se rencontrèrent (1214); les deux armées firent halte, et le lendemain Philippe, vainqueur, agenouillé sur le champ de bataille, faisait vœu d'élever une abbaye qu'il fonda depuis sous le nom d'abbaye de la Victoire.

Cependant, Jean, humilié par ses barons qui lui avaient arraché la grande charte, à peine hors de leurs mains, veut essayer de reprendre sa puissance. Les seigneurs anglais, réduits à l'extrémité, s'adressent à Philippe-Auguste et offrent la couronne d'Angleterre à son fils. Philippe accepte, et, éludant, par une comédie habilement jouée, les menaces du Saint-Siège, il envoie Louis en Angleterre, où ses rapides conquêtes furent suivies de revers plus rapides encore.

Les dernières années de Philippe-Auguste furent marquées par les sanglantes guerres des Albigeois, où son fils Louis prit une part active. Ce règne illustre se termine en 1223. Trois choses immenses s'y opérèrent, dont une seule eût suffi pour l'immortaliser : les Anglais sont presque refoulés dans leur île; la féodalité est vaincue à Bouvines; la nationalité du midi est attaquée, et la Loire cesse d'être frontière; en même temps l'administration royale commence à s'organiser, et l'unité monarchique, qui a tellement grandi sous le rapport territorial, tend à s'introduire dans le gouvernement.





Pigeot sc.

BLANCHE DE CASTILLE.

Publié par Furne, Paris.



LA REINE BLANCHE



Il n'y eut pas de loi salique quant à la régence, et la France s'en trouva bien sous l'administration de Blanche de Castille. Son autorité ne fut jamais proclamée, elle ne lui fut ni déférée ni reconnue par aucune assemblée; elle ne pouvait pas se prévaloir de la volonté de Louis VIII, qui dans son testament ne lui confia pas même la tutelle de ses enfants. La veuve de ce prince comprit le vice de sa puissance, aussi mit-elle une grande adresse à le dissimuler; jamais son nom ne parut dans aucun de ses actes, ils étaient tous exécutés au nom de son fils. Lorsque les barons français furent invités à se trouver au sacre du Roi, les lettres de convocation ne leur furent pas adressées par sa mère, mais par les seigneurs qui, à Montpensier, avaient reçu les dernières paroles de Louis VIII. Les seuls obstacles sérieux qui troublèrent l'administration de Blanche de Castille lui furent suscités par la féodalité, qui avait hâte de réparer ses pertes successives. Pendant qu'elle soutenait ces guerres féodales avec une vigueur que ses ennemis ne s'attendaient pas à trouver dans une femme, un nouvel ennemi se dressa devant elle, l'Université, qui fit beaucoup de bruit comme toujours, provoqua l'intervention du pape et finit par revenir à Paris avec son cortège d'écoliers mutins et indisciplinés.

La piété de Blanche ne lui fit point sacrifier les prérogatives de la royauté aux prétentions de l'Église. Elle se montra également sévère envers les habitants de Beauvais qui s'étaient insurgés contre les magistrats royaux, et envers l'évêque qui ne s'était pas mis en mesure de châtier les auteurs de la révolte. Elle eut des démêlés plus difficiles avec Théobald, archevêque de Rouen, et avec son successeur Maurice, qui, s'affranchissant de l'autorité royale, ne reconnaissaient d'autre juridiction que celle du pape. Blanche s'empara deux

fois de tout le temporel de l'archevêché. En vain Maurice répondit à cette confiscation en mettant son diocèse sous l'interdit, en couronnant d'épines toutes les images de la Vierge, et en couvrant de signes de deuil toutes les églises de la province. La fermeté de Blanche, longtemps invincible, ne céda qu'aux prières du pape ; mais, tout en se prêtant à une réconciliation, elle maintint intacte la dignité de la couronne. Les soins du gouvernement, la conduite des guerres, la surveillance de ses ennemis, la nécessité de rompre tant de ligues formées contre elle, ne purent détourner Blanche de l'attention éclairée qu'elle devait à l'éducation de son fils. L'élève ne fut point ingrat ; époux de Marguerite de Provence qu'il adorait, il se laissait mesurer l'amour par sa mère. Une seule fois il lui échappa, mais au nom de Dieu, et il prit la croix en 1244 sans que sa résolution fût affaiblie par quatre années de retard forcé entre le vœu émis et l'exécution. 1248.

Enfin les Français font montre à l'Égypte d'une valeur inutile et malheureuse. La reine Blanche, de nouveau régente, ne laissa pas tomber le sceptre en quenouille. C'était bien la main de justice qu'elle étendait sur tous, et si l'épée eut à sortir du fourreau, ce ne fut plus contre la noblesse que la croisade avait arrachée au sol féodal, mais bien contre les hommes des bourgs et des campagnes qui, à la nouvelle du désastre de la Massoure, poussant l'amour pour le Roi jusqu'à la révolte, et pour Dieu jusqu'au fanatisme, parcoururent le royaume en pays conquis. La reine Blanche, qu'ils avaient insultée lors de leur passage à Paris, envoya contre eux une armée qui les anéantit. 1251.

L'année qui suivit la destruction des pastoureaux, Blanche mourut. 1252.

Femme admirable malgré sa morgue espagnole, et qui est restée populaire chez nous à deux titres : pour avoir sauvé la royauté et pour nous avoir donné saint Louis.





Pigeot sc

ST. LOUIS.

Publie par Furne Paris





SAINT LOUIS



La restitution du Périgord, du Limousin, de l'Agenais, de la Saintonge et du Quercy est un fait inoui dans l'histoire. On ne revient guère sur le droit d'une conquête quand elle est terminée, surtout quand elle date de plus d'un demi-siècle. Aussi ce sacrifice des intérêts matériels à l'intérêt de conscience est-il incompris dès qu'on érige en principe que la vertu n'est pas de mise en politique. Henri III qui, tout en profitant des scrupules des autres, en avait peu pour lui-même, discutait sans cesse à ses barons les droits que leur avait donnés Jean-Sans-Terre et que lui-même avait confirmée plusieurs fois. Irrités de sa mauvaise foi, ils se soulevèrent enfin, et sous la conduite d'un fils du fameux Simon de Montfort, ils avaient déjà commencé la guerre, quand on convint de s'en rapporter à saint Louis. Quelques années avant on avait vu l'empire et la papauté, Grégoire IX et Frédéric II, établir le nouveau Salomon arbitre de leurs querelles; cette fois encore sa voix impartiale fut impuissante devant les haines passionnées des partis, et la sentence qu'il rendit n'eut pour résultat que de faire honneur à sa justice et à son bon sens. Trois années après, Louis IX sanctionne ce qu'il ne peut empêcher, et voilà son frère Charles d'Anjou, roi de Naples et de Sicile par le fait de la volonté d'Urban IV. Mais une si chétive proie ne suffit pas à Charles, et de la pointe de la Sicile il jetait des yeux avides sur les contrées de l'ancienne Carthage. Louis IX ne se doute pas que sa pitié est à la remorque de l'ambition, et il part déjà malade au milieu des lamentations et des larmes de ses sujets qui tremblaient de ne plus le revoir. Ils ne se trompaient pas. La peste, après quelques essais sur le commun des martyrs, s'attaque au roi et à sa famille. Louis, se sentant mourir, ordonna qu'on l'étendît sur la cendre, et il était là

faisant ses adieux à ses serviteurs et adressant à son fils ces belles paroles que tout le monde sait par cœur, lorsqu'un homme, que personne n'attendait plus, parut tout-à-coup devant lui. C'était Charles d'Anjou, dont la détestable politique avait envoyé le saint Roi à Tunis pour y mourir, 25 août 1270.

Ce n'était pas assez pour la royauté capétienne d'avoir reconquis ses droits à la pointe de l'épée, et de s'être faite puissance territoriale, il fallait pour consacrer son triomphe, qu'un homme doué d'assez de qualités, d'assez de vertus pour être un saint, sans cesser d'être un grand roi, vînt lui donner quelque chose de religieux et de sacré, et lui gagnât l'amour de l'Église et du peuple, qui, jusqu'alors, ne l'avaient servie que par intérêt. Tel fut le rôle sublime qui échut à saint Louis, et c'est pour cela que son nom est demeuré dans l'histoire entouré d'une glorieuse auréole, c'est pour cela que Voltaire s'est prosterné à deux genoux devant l'imposante figure du saint roi et a laissé tomber de sa plume un chapitre d'admiration et presque d'amour qui se trouve dans l'*Essai sur les Mœurs*, comme par enchantement au milieu de tant de fiel et de dérision. Quand Louis XVI se trouva devant le bourreau, le ministre de Dieu chargé d'adoucir cet horrible moment leva la main et dit : *Fils de saint Louis, montez au ciel !*

1226. Le règne qui devait laisser de si profondes traces dans l'histoire, commença par de cruels embarras ; mais la régente, Blanche de Castille, mène à bonne fin la guerre avec les seigneurs qui en étaient venus à contester la double légitimité de la naissance et du sacre. Enguerrand de Coucy en fut pour ses frais de manteau fleurdelisé, et ce grand effort de la féodalité ne tourna qu'à sa confusion. La Bretagne, dans la personne de son duc turbulent, s'humilie aux pieds du jeune roi, que son mariage avec Marguerite de Provence rendit l'arbitre des intérêts féodaux tant au Nord qu'au Midi. Vienne maintenant l'Angleterre avec sa vieille haine, le roi est majeur, et il achève à Saintes par une bataille ce qu'il a si noblement commencé à Taillebourg par un coup d'éclat. Il y avait long-temps que la France n'avait eu un tel souverain. Aussi fut-ce un deuil universel par toutes ses provinces quand en l'année 1244 s'y répandit le bruit sinistre que le bon roi Louis IX venait d'expirer. Contre tout espoir il revient à la vie, mais c'est sur la tombe du Sauveur qu'il veut faire entendre l'hymne de la reconnaissance, et la croisade est publiée : croisade toute personnelle, dont la proclamation en Europe n'eut pas d'écho et dont l'histoire n'est que la biographie merveilleuse d'un saint aventurier.





Pigeot sc

JEAN SIRE DE JOINVILLE ET DE RISNEL,
Sénéchal de Champagne.

Publié par Furne, Paris



JOINVILLE

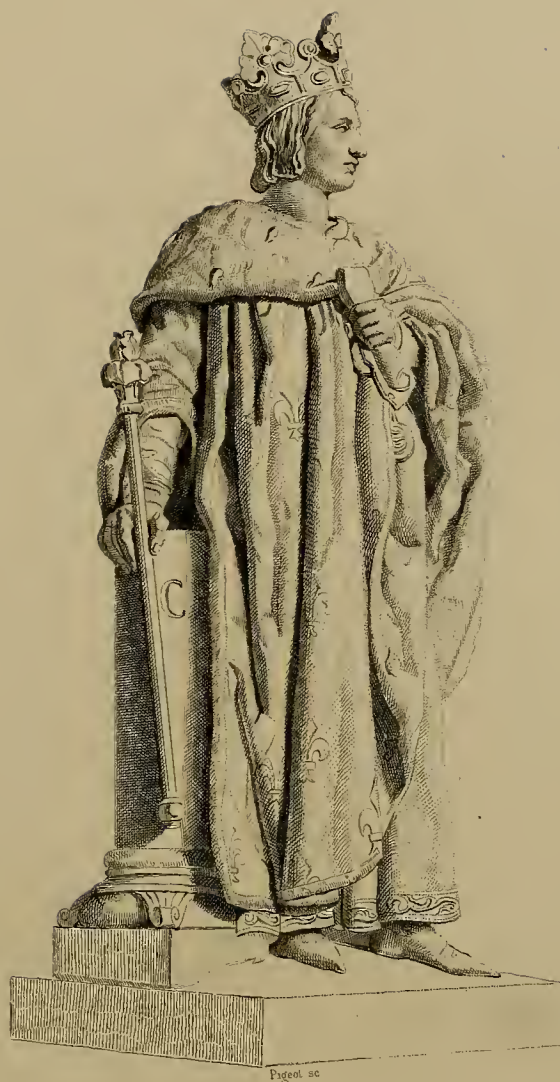
Joinville (Jean, sire de) naquit en 1223 ou 1224, d'une des plus anciennes familles de Champagne. C'est à la cour de Thibaut, roi de Navarre, comte de Champagne, dont il devint le sénéchal et le majordome (*major domus*), qu'il puisa le goût des lettres et de la gaie science, *sans déroger*. Humble pèlerin, avant de partir pour la Terre-Sainte, il humilie l'infailibilité féodale devant ses vassaux, demande pardon à tous, si faute il a faite, engage une partie de son domaine pour payer ses dettes, et, la conscience pure et nette, il part à la tête de neuf chevaliers et de sept cents hommes d'armes pour la croisade de 1248. Bientôt l'argent manqua, et le sire de Joinville n'était encore qu'à Cypré lorsque ses fidèles menacent de l'abandonner; c'est alors que saint Louis l'attacha à sa fortune, et les voilà qui mettent en commun toutes leurs sympathies religieuses et chevaleresques.

Lorsque l'armée aborda devant Damiette, la galère de Joinville formait l'avant-garde; il fit son débarquement avec tant d'ordre et d'intrépidité, qu'un corps de six mille Sarrasins n'osa pas l'attaquer. La malheureuse retraite sur Damiette fit tomber Joinville entre les mains des Sarrasins, qui l'auraient tué si un matelot ne l'eût fait passer pour un cousin du roi. A Massoure, il courut le même danger, et, confesseur officieux de Gui d'Ibelin, il se préparait lui-même à la mort, disant, à la vue du cimetière levé sur sa tête: *Ainsi mourut sainte Agnès*, lorsqu'un nouveau traité désarma les bourreaux. Joinville reprit sa place auprès du roi, et, d'accord avec Gui d'Ibelin, comte de Jaffa, qui comme lui avait vu de si près le martyre, il vota pour rester sur cette terre maudite, où la peste combattait pour les infidèles. Les barons de France ne purent pardonner à Joinville cette pieuse obstination; mais Louis l'en récompensa par une rente

de deux cents livres en fief et hommage libre, à prendre sur son trésor. On continua la guerre en Palestine, et Joinville fut un des héros du siège de Césarée. « La reine Blanche, régente du royaume, étant morte, son fils se décida enfin à revenir. Joinville fut chargé de conduire de Sidon à Tyr la reine et ses enfants. Il s'embarqua ensuite sur le vaisseau que le roi montait. Après deux mois et demi d'une navigation périlleuse, la flotte toucha au port d'Hières en Provence. Le sénéchal prit congé du roi, et revit son château de Joinville en 1254, six ans après l'avoir quitté. Il aimait trop son maître pour en être longtemps séparé. Quand il venait à la cour de France, saint Louis le faisait manger à sa table, *à cause du subtile sens qu'il connaissait en lui*. Souvent il lui ordonnait, avec le sire de Nesle et Jean comte de Soissons, de recevoir à la porte du palais les requêtes qui lui étaient présentées. D'autres fois, lorsque le roi rendait la justice dans son jardin, il le faisait asseoir à ses côtés sous un chêne (*Biographie universelle*); mais, lorsque la sainte fureur des croisades se réveille, Joinville reste sourd aux prières de Louis et du roi de Navarre. Libre par la mort d'Alix de Grandpré, il venait d'épouser en secondes noces Alix, héritière de la baronie de Resnel, qu'il réunit ainsi à la seigneurie de Joinville.

Saint Louis mort en 1270, Joinville n'attendit pas sa canonisation pour lui vouer son culte. Il fit bâtir dans la chapelle de Joinville un autel sous l'invocation du saint roi, et il y fonda une messe perpétuelle. L'autel n'est plus; mais l'histoire de la vie de saint Louis reste, et c'est le plus beau monument élevé à sa mémoire. C'est dans ce livre que l'on appréciera toute la candeur, toute la naïveté du sénéchal de Champagne. On croit entendre parler le saint roi, lorsqu'il demande au sénéchal s'il aimerait mieux être lépreux que d'avoir commis un péché mortel. Le sénéchal qui *oncques ne li menti*, lui répond avec la même naïveté qu'il aimerait mieux en avoir commis trente que d'être lépreux. On est touché de la piété du roi, qui demande à Joinville s'il lavait les pieds des pauvres le jeudi saint; il répond avec franchise qu'il ne lavera jamais les pieds de ces *vilains*. La vivacité, l'enjouement de Joinville contrastaient quelquefois avec l'austérité du saint roi, qui ne lui épargnait pas les avis et les réprimandes. Joinville termina sa longue carrière vers l'an 1317, à l'âge de quatre-vingt-onze ans; il avait joint à Arras l'armée que le roi Louis X y rassemblait contre les Flamands. Il fut enterré dans l'église de Saint-Laurent de Joinville, où son effigie fut sculptée sur son tombeau; elle le représente d'une taille élevée. L'épithaphe qu'on prétend avoir trouvée dans ce tombeau, en 1629, est apocryphe.





CHARLES V DIT LE SAGE.

Publié par Furne Paris





CHARLES V

(1337 — 1380)

Après le roi Jean, dont une saillie chevaleresque a popularisé la mémoire au détriment de son rôle politique, vient un prince d'une physionomie tout autre : froid et calme quand tout s'agite autour de lui, ami de la paix au sein des plus terribles bouleversements qui aient remué jamais les entrailles d'une nation, presque un légiste au sein d'une société féodale, il nous apparaît, au milieu de cette époque turbulente, entre un passé désastreux et un avenir plus désastreux encore, comme entouré d'une auréole de prudence et de sagesse, que lui a valu le surnom historique de *Charles le Sage*. Peu soucieux des règles de la chevalerie, il s'est trouvé à la célèbre journée de Poitiers, et la tradition raconte qu'il a des premiers abandonné le champ de bataille. Renfermé dans son cabinet, le *roi* n'a point oublié le *régent* : il confie son épée à un aventurier de génie, le Breton Duguesclin, qui donnera une sorte d'illustration militaire à ce règne, dont le seul but est le rétablissement de l'ordre et de la paix.

C'était une rude tâche que celle de régner après le roi Jean (8 avril 1364). La France se trouvait pressée entre deux maux également menaçants ; les Anglais à la frontière ; Charles de Navarre, dit *le Mauvais*, leur allié, à l'intérieur. Le traité de Bretigny, qui nous enlevait la Guyenne, avait laissé le pays ouvert à l'ennemi, et le paiement stipulé de quatre millions d'écus d'or, venait d'épuiser les dernières ressources de l'État. Des bandes redoutables d'aventuriers, gentilshommes ruinés par la débauche et paysans ruinés par les gentilshommes, cadets de famille sans fortune et roturiers sans avoir, dont

la paix rendait les services inutiles, parcouraient les campagnes, sans autre but que celui de piller et de vivre joyeusement. Paris, à peine délivré de ses bourgeois factieux, voyait se calmer lentement le flot des agitations populaires ; à l'ouest, la Bretagne, partagée entre la race des Montfort et celle des Penthievre, perpétuant à plaisir une lutte implacable, jetait journellement à l'intérieur des semences de discorde. Charles vit d'un coup d'œil ces divers éléments de troubles, et ce ne fut pas trop de tout son règne pour les anéantir. Son Breton Duguesclin lui gagna, contre Charles-le-Mauvais, la bataille de Cocherel (1364), qui fut suivie de la prise de Mantes et de Meulan, et força le Navarrais à recevoir le comté de Montpellier en échange de ces deux villes et de la Champagne. Deux ans après, Duguesclin emmena les *grandes compagnies* au-delà des Pyrénées pour porter secours au bâtard Henri de Transtamare, et venger l'assassinat de Blanche de France par Pierre-le-Cruel. A son retour, la guerre avait recommencé contre l'Angleterre ; et Charles, recueillant le fruit de ses sourdes intrigues dans les provinces cédées par le traité de Bretigny, voyait venir à lui les grandes familles, lassées du joug anglais. Une nombreuse armée avait traversé le détroit, et était venue s'abattre sur les plaines qui avoisinent Paris, mettant tout à feu et à sang. Mais le sage roi, voyant des fenêtres de son hôtel de Saint Paul les flammes allumées par les soldats de Robert Knolles, avait dit : « Laissez-les, avec toutes ces fumées ils ne m'enlèveront pas mon héritage. » Et, quelques jours après, le nouveau connétable Duguesclin, oubliant un instant cette guerre défensive que Charles avait imaginée, les mit en pièces près de Pont-Vallain, les poursuivit sans relâche à travers le Limousin, le Poitou, la Saintonge, la Guyenne, et reprit toutes les places de ces quatre provinces, à l'exception de Bordeaux. Le célèbre prince Noir, qui n'avait jamais reculé, venait de fuir devant le connétable, et était allé traîner en Angleterre les restes languissants d'une vie usée par les fatigues et les plaisirs. Le temps de la domination anglaise était passé : encore un nouvel effort, et Bordeaux et Calais allaient y échapper. Une inspiration malheureuse tourna contre la Bretagne et son duc Montfort les armes de Charles-le-Sage. A leur approche, les divisions intestines cessèrent, et la Bretagne, qui n'avait garde de devenir française, se leva tout entière contre l'étranger. Le brave Duguesclin était parti le cœur brisé pour aller guerroyer contre son pays natal, et en revint avec le germe de la maladie qui devait le conduire au tombeau. Charles V ne tarda pas à le suivre, et, deux mois après, le cadavre du maître et celui du loyal serviteur se trouvaient côte à côte dans les caveaux de Saint-Denis (13 septembre 1380).



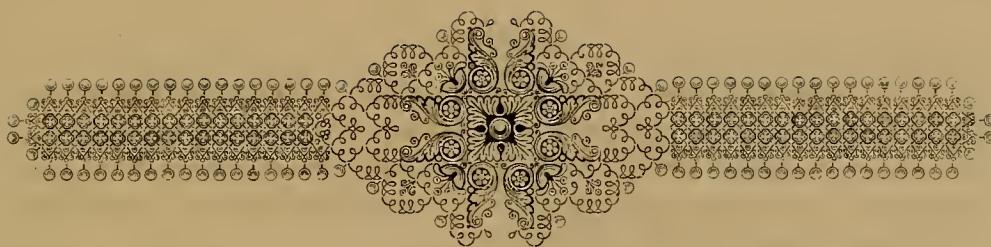


Bridan ex

Pigeot sc

DUGUESCLIN.

Publié par Furne, Paris



DUGUESCLIN



Suivant la chronique de Mesnard, « il étoit laid en façonnet et mal gracieux, n'étoit plaisant ni de visage ni de corsage, car il avoit le visage moult brun et le nez camus, et avec ce étoit rude de taille de corps, rude aussi en maintieng et en paroles, et pour ce son dit père et sa dite mère désiroient sa mort. » A ce portrait on peut ajouter que Bertrand avoit les yeux vairons et à fleur de tête, le front renversé en arrière, ce qui rendait son nez saillant, quoiqu'il fût court; son cou très gros étoit penché à gauche et donnait à son buste une raideur désagréable, il avoit les bras fort longs et les mains petites et blanches, les épaules très larges; sa taille étoit moyenne; du reste l'ensemble de sa personne annonçait une force extraordinaire.

L'enfant difforme, brutal, illettré, fut pourtant un héros! Du pugilat et de la lutte corps à corps, combats plébéiens qu'il ne dédaigne pas sur la place publique, il passe aux tournois chevaleresques et n'est pas moins heureux. Aussi déjà sa renommée étoit grande lorsqu'il parut au siège de Vannes, et le cri *Notre Dame Guesclin* eut de l'écho dans toute la Bretagne. Il relève la cause perdue de Charles de Blois et humilie l'Angleterre au siège de Rennes, alors qu'elle triomphait dans les champs de Poitiers. A Dinan, même succès, précédé d'un combat singulier avec Thomas de Cantorbéry, rude champion, qui tombe comme étoit tombé le terrible Bembro. Là commence l'ère politique pour les rois et l'ère stratégique pour les généraux.

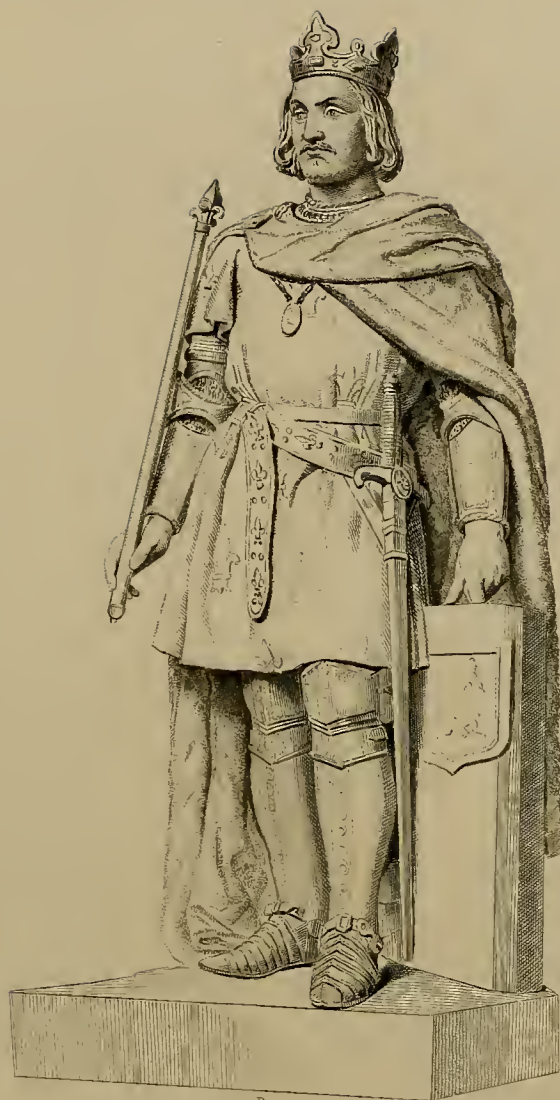
Duguesclin inaugure l'avènement au trône de Charles V par la victoire de Cocherel, et fait prisonnier le fameux Captal de Buch. Prisonnier lui-même à Auray, 29 septembre 1364, il l'est de nouveau à Navarette, 1367, après avoir

délivré la France des grandes compagnies au profit de Henri de Transtamare et au grand scandale du pape qu'il a rançonné sur son chemin. Soixante-dix mille florins d'or est le prix qu'il met à son rachat; et s'il eût voulu accepter les offres de Chandos et de plusieurs autres chevaliers anglais, il aurait payé cette somme avant de sortir de Bordeaux.

Il a fait Henri roi de Castille, il va faire Charles V roi de France. Connétable du vivant même de Moreau de Fiennes qui se démet de cette charge en sa faveur, parrain du jeune Louis, duc d'Orléans, il rattache à la couronne ses plus beaux fleurons : la Guienne, le Poitou, la Saintonge, le Rouergue, le Périgord, le Ponthieu, une partie du Limousin, etc. Puis vient sa disgrâce à la suite de l'expédition en Bretagne. C'est à contre-cœur qu'il s'en est chargé, rien ne lui réussit, et l'ingratitude du roi lui est moins sensible que la désaffection de ses concitoyens. Il quitte l'armée, laisse l'épée de connétable (1379) jure qu'il ne la reprendra jamais, et veut aller mourir en Espagne, disant n'avoir plus de patrie, lui qui en avait deux, la Bretagne et la France.

On l'apaisa, non sans peine, et, le retirant de ces lieux où la guerre était pour lui une profanation, on lui donna à réprimer quelques troubles qui s'étaient élevés dans le Midi. Mais la carrière de ce grand homme touchait à son terme. Arrivé dans le Gévaudan, il tomba malade devant un obscur château que sa mort a rendu célèbre, et là, au milieu de ses compagnons d'armes, il expira en baisant son épée, noble héritage qu'Olivier de Clisson lui-même n'acceptera qu'après de longues hésitations. Il n'était plus quand le château capitula, et le gouverneur, le sire de Roos, vint déposer, en pleurant, les clés sur son cercueil (1380). Charles V suivit de près *son Connétable* : deux mois après, il vint le rejoindre dans les caveaux de Saint-Denis, où il l'avait fait déposer.





Pigeot sc.

CHARLES VII.

(roi de France)

able 14 Fures Paris



CHARLES VII

Tandis que le duc de Bedford fait reconnaître en grande pompe, dans l'abbaye de Saint-Denis, le fils du monarque Anglais, quelques serviteurs fidèles saluent du nom de roi, dans la petite cour du château d'Espally, le dauphin Charles VII. S'ils prennent Orléans, les Anglais vont envahir *ce royaume de Bourges*, dont semble se contenter Charles, qui pièce à pièce se voit enlever ses états et les *perd joyeusement*, comme le lui reprochait le brave Lahire, 1429. Déjà il parlait de se retirer en Espagne, et la honteuse *journée des harengs* avait refroidi ses velléités de courage et d'ambition, lorsque parut Jeanne d'Arc. Orléans est sauvé, 8 mai 1429, et le roi sacré à Reims le 11 juillet, même année. La mort de Jeanne d'Arc, 30 mai 1431, loin de rétablir les affaires des Anglais, marqua le terme de leur domination. L'armée de Henri VI fut battue à Gerberoy et laissa reprendre Chartres par Dunois; tandis que le roi Charles, sortant enfin de son indolence, permettait à Richemond, rentré en grâce, de chasser ses indignes favoris. Richemond ramena dans le parti du roi, son frère, le duc de Bretagne, et négocia avec le duc de Bourgogne, qui se montrait plus traitable depuis que les anciens conseillers du meurtre de son père avaient été écartés.

Bedford était mort, 1434, et les conférences d'Arras amenèrent le fameux traité d'Arras. Les Anglais, séparés des Bourguignons, redevinrent complètement étrangers aux yeux de tous. Paris ouvrit ses portes au comte de Richemond, 1435, et Charles s'arrêta dans sa victoire pour se tourner contre les siens qui, son fils à leur tête, protestaient déjà contre l'autorité royale, 1440. La *Praguerie* dura peu. Ce n'était pas au sortir de la domination anglaise, provoquée par les querelles des Armagnacs et des Bourguignons, que l'on pouvait songer sérieusement, en France, à la guerre civile! D'ailleurs, l'opinion publique se déclarait si hautement pour la cause royale, que les

révoltés ne tinrent pas longtemps contre elle. Charles VII, qui s'était cru d'abord en danger, se rassura bientôt, quand, après quelques hostilités sans importance, quelques châtimens exemplaires, mais peu nombreux, il vit que tout était rentré dans l'ordre et que les rebelles revenaient d'eux-mêmes à son parti, 1441. Cependant, averti par cette protestation, il ajourne à quelque temps l'exécution de ses projets de réforme, et ramène ses compagnies sur les Anglais. Bientôt, par le mariage de Marguerite d'Anjou avec leur jeune roi Henri VI, il conclut avec eux une paix qui leur coûte le Maine et l'Anjou, 1444. Son fils Louis fait de la gloire en Suisse pour son compte à grands frais d'hommes; c'est ce que demandait Charles; mais il lui en reste trop encore, et, s'il les garde, il veut qu'ils soient siens et non autres; il casse toutes les compagnies à la réserve de quinze, qu'il prend à son service sous le nom de compagnies d'ordonnances, et en même temps il se fait accorder par les états un subside annuel pour l'entretien de ces troupes, qu'il tient continuellement sur pied; puis il renvoie un à un chez eux tous les soldats et les capitaines qu'il n'avait pas admis dans ses compagnies d'ordonnances, et les fait observer si bien sur la route, qu'au bout de quinze jours on n'en entendit plus parler, 1445.

Sorti triomphant de cette périlleuse entreprise, Charles VII songe bientôt à mener à terme l'autre œuvre de son règne et retourne à l'attaque des provinces restées aux Anglais. En 1448, il rompt la paix conclue avec Henri VI, et se prépare à entrer en Normandie. L'argent de Jacques Cœur lui en facilite les moyens et, après deux ans de guerre, la victoire remportée à Fornigny par Richemond, achève de lui livrer cette province, 1450. L'année suivante, Dunois s'emparait des dernières places anglaises en Guyenne, et Talbot, qui se présente en 1453 pour remettre la partie en question, est tué à Castillon. Ce fut le dernier acte de cette longue guerre de *cent ans* et Charles VII put continuer son rôle hardi de roi réformateur. Il ne jouit pas en paix de son ouvrage. La révolte de son fils et ses noires intrigues attristèrent ses derniers jours. Il se laissa mourir de faim à Meun-sur-Yèvre, le 22 juillet 1461, dans la cinquante-huitième année de son âge. Jamais prince, dit M. de Barante, n'avait inspiré à ses peuples de tels regrets et si bien mérités; ils eussent été plus profonds sans doute, si l'on avait prévu la sombre tyrannie de son successeur.





Pigeot sc.

JEANNE D'ARC.

Publié par Furne, Paris

JEANNE D'ARC

Après la fatale journée des *Harengs*, Charles se résignait à la qualité de petit roi de Bourges, lorsqu'une jeune fille se présente, lui annonce qu'elle a mission de Dieu pour délivrer Orléans et pour le sacrer lui-même à Reims (1429). Elle venait de Vaucouleurs, petit village de Lorraine, où, tandis qu'elle paissait ses moutons songeant aux malheurs de la France, et priant Dieu d'avoir pitié du royaume, une voix intérieure lui avait dit que c'était elle qui devait le relever et lui avait ordonné d'aller trouver le roi. La pieuse fille ne lutta point contre la *voix* et partit pour Chinon, malgré les railleries et les injures de ceux de Vaucouleurs et des gens même qui la rencontraient sur sa route. Arrivée à Chinon, ce fut encore pis. La cour légère et licencieuse de Charles VII accueillit sa mission avec des moqueries et des paroles libres qui faisaient monter le rouge au front virginal de la Pucelle.

Il fallut à la fin plier devant cette volonté de jeune fille. On conduisit Jeanne-la-Pucelle dans l'église de Fierbois, où elle s'empare d'une vieille épée dont lui avait parlé sa *voix* ; on lui fait un étendard sur le modèle qu'elle-même en a tracé ; et après l'avoir armée en chevalier on lui donne le commandement de 12,000 hommes qui partent à l'instant pour Orléans. Cependant Charles VII ne croyait point encore ; il avait dit tout haut à la Pucelle qu'elle commandait l'armée, mais c'était quelque chose de trop étrange qu'une petite bergère conduisant les armées d'un roi, pour que la foi chancelante du monarque lui abandonnât sans réserve la dernière ressource de son parti ; et La Hire avait reçu en secret l'ordre de surveiller ses démarches et de lui désobéir s'il le fallait. Cette précaution ne servit de rien : Jeanne entraînait tout, et La Hire, tout indévot qu'il était ; lui qui se plaisait à *maugréer* (jurer) devant elle pour s'amuser de son indignation, se laissait aller comme les autres. On entra dans Orléans aux acclamations de toute la ville, et quinze jours après les Anglais étaient en pleine fuite vers le nord laissant leurs bastilles pleines de cadavres, et Jeanne revenait à Chinon, où Charles la reçut, non plus en aventurière, mais en héroïne et en vierge inspirée de Dieu.

Les succès avait couronné sa première entreprise ; elle voulut accomplir sur-le-champ la seconde partie de sa mission, et pressa Charles de se laisser

conduire à Reims. « Je ne serai bonne tout au plus que pour un an, lui disait-elle, et si vous ne faites hâte, mon pouvoir m'échappera. » De la Loire à Reims la route était coupée à chaque instant de forteresses anglaises, et une armée, commandée par Talbot, tenait la campagne : il fallut partir, car Jeanne le voulait ainsi. Les places des Anglais sont attaquées et enlevées, l'armée de Talbot est battue et Reims ouvre ses portes, comme elle l'avait annoncé (1429). Pendant que l'on sacrail le *gentil Dauphin*, Jeanne se tenait debout à ses côtés, armée de toutes pièces et son étendard à la main ; et quand la cérémonie fut terminée, elle se jeta à ses pieds en pleurant, et lui demanda la permission de retourner auprès de sa mère. Charles la retint, car sa présence enthousiasmait les soldats, et Jeanne qui, tout heureuse d'être venue à bout de sa céleste mission, se croyait déjà rendue à son troupeau, se vit traînée devant les murs de Paris (1430).

Mais sa mission avait passé, sa *voix* se taisait ; et d'ailleurs l'épée miraculeuse de Fierbois ne venait-elle pas de se briser en route, symbole du charme qui avait été rompu ! Cependant, toute découragée qu'elle fût en arrivant aux portes de Paris, elle ne s'en conduisit pas moins avec beaucoup de bravoure, mena les soldats à l'attaque du fossé, et y resta bien longtemps après que les chevaliers se furent retirés. Enfin, s'étant jetée dans Compiègne qu'assiégeaient alors les Bourguignons et les Anglais, elle fut renversée de son cheval dans une sortie qu'elle tenta, et Guillaume Flavy, qui commandait la place, y rentra sans elle (1430).

Maîtres enfin de la sorcière qui avait ruiné leurs affaires, les Anglais comptaient bien lui faire payer cher ses succès miraculeux. Un tribunal de moines et de prêtres vendus à leur cause se forme à Rouen sous la présidence de Pierre Cauchon, évêque de Beauvais ; on accuse Jeanne de s'être vendue au diable, et de s'être prostituée aux seigneurs de la cour de France, elle si pieuse et si chaste ; on l'accuse d'avoir porté des habits d'homme, d'avoir assisté au sacre du roi, son étendard à la main ; et sur une longue suite de crimes semblables, on la condamne à la prison perpétuelle, au pain de douleur et à l'eau d'angoisse. Bedford trouva le jugement trop doux et fit entendre au tribunal qu'il n'était pas content de lui : on l'eut bientôt satisfait. Jeanne avait été forcée de prendre un vêtement de femme ; un matin, en se réveillant, elle ne le trouva plus sur son chevet, et remit ses anciens habits. Dans ce moment ses geôliers paraissent, et, convaincue de désobéissance aux arrêts de l'Eglise, elle est ramenée devant ses juges, et condamnée, comme relapse, au supplice des sorcières, qui était celui du feu. La Pucelle entendit sans se plaindre cette infâme sentence, et, toute tremblante qu'elle se sentait en voyant les soldats anglais se presser avec une joie féroce autour de son bûcher pour y jeter chacun leur fagot, elle y monta avec courage et fut étouffée par les flammes en prononçant les noms de Jésus et Marie (1431).

(*Cahiers d'Histoire de France.*)



LOUIS XI.

Publie par Furne, Paris.



LOUIS XI



Les uns n'ont vu dans Louis XI que les résultats de son règne, et ils en ont fait un héros en politique; les autres n'ont pensé qu'aux moyens qu'il mit en usage, et l'ont représenté comme une espèce de monstre. Chacun de ces deux points de vue, même pris isolément, manque de justesse. Louis obtint, il est vrai, de grands résultats; mais il faut convenir qu'il fut servi par le hasard, et que l'extinction des deux grandes familles de Bourgogne et d'Anjou l'enrichirent beaucoup plus d'un coup, que ne l'avaient fait ces mille petites confiscations dont il flanquait le corps déjà robuste et élevé du domaine royal. Et quant à cette perfidie, cette cruauté par lesquelles on a voulu le flétrir, c'était chose commune à cette époque, et pour laquelle Philippe de Valois, Jean-le-Bon, et jusqu'au fameux Charles V, n'eussent eu rien à reprocher au roi de Loches et de Plessis-lès-Tours. Il n'y a pas jusqu'à son audace à frapper les sommités féodales, qui ne se retrouve dans l'histoire de ses prédécesseurs. Robert d'Artois échappant à la mort par l'exil, le connétable d'Eu mis à mort par Jean, Charles de Navarre menacé par lui du même sort, étaient certes d'aussi grands personnages que les ducs d'Armagnac et de Nemours, et que ce petit comte de Saint-Pol, dont toute la puissance consistait à s'appuyer du duc de Bourgogne contre le roi de France, et du roi de France contre le duc de Bourgogne. Le côté original de Louis XI n'est donc pas dans sa politique; il ne fit qu'imiter ses prédécesseurs, en les exagérant quelquefois, il est vrai; c'est dans ses mœurs qu'il

faut le chercher, et là encore tout n'est pas personnel. Louis aimait la chasse avec passion, comme tous les princes d'alors : il se battait aussi bien qu'un autre ; il donnait dans l'astrologie ; mais depuis long-temps la charge d'astrologue était devenue une charge de la cour, comme celle de grand-boutillier ou de premier écuyer. Ce qui lui donne une physionomie à part, ce sont les petites tresses de son caractère, les bonnes vierges de son chapeau, la crasse de son habit, Olivier-le-Daim et Tristan-l'Hermite. Il ne faut pas croire que ce fut par amour du peuple que Louis XI se complut dans la société des petites gens ; il le traitait fort rudement, ce pauvre peuple, et les plaintes des états de 1484 en font foi ; c'était simplement en lui haine du luxe et de tout ce qui brillait ; haine de la noblesse, dont il n'aimait pas à se voir entouré. Louis XI fut un roi bourgeois, mais par goût et non par politique ; c'était un roi de mauvais ton, en un mot, et c'est là surtout ce qui lui valut l'antipathie de nos historiens de cour. Comment pardonner au fils de Clovis, de Charlemagne et de saint Louis d'avoir serré la main à son grand-prévôt et d'avoir été l'ami de son barbier ? Ce n'est pas que nous lui en fassions un titre de gloire. Ces liaisons indisposaient la noblesse, et le peuple n'en était pas plus heureux. Une seule chose grandit Louis XI et le place à la hauteur de sa réputation : ce fut cette puissance de volonté à l'aide de laquelle il vint à bout de tout. Plein de cette idée que tout devait plier devant la royauté, il mit la main à l'œuvre, et à sa mort la féodalité était si basse, que, quand elle voulut profiter du gouvernement d'une femme et d'un enfant pour tenter de se relever, ses efforts méritèrent d'être qualifiés par les hommes d'alors du nom de guerre folle.





CHARLES VIII,
(Roi de France.)

Publié par Furne, Paris



CHARLES VIII

A la mort de Louis XI, 1483, Charles, son fils, avait atteint sa majorité légale, mais son éducation avait été tellement négligée, sa complexion était si délicate, son intelligence si peu développée, que sa minorité réelle devait se prolonger longtemps encore. Madame de Beaujeu, sa sœur, prit donc la régence de l'état, conformément aux dernières volontés de son père. L'aristocratie n'y trouvait pas son compte; elle fit appel aux états-généraux, 1484. Le duc d'Orléans, non corrigé par l'insuccès de la *guerre folle*, 1486, se fait battre à la bataille de Saint-Aubin-du-Cormier, 1488. Charles VIII lui pardonne, et le duc reconnaissant mène à bonne fin le mariage du jeune roi avec Anne de Bretagne. Maximilien, qui l'avait épousée par procuration, déclare la guerre. Elle se fit mollement de part et d'autre. Quant à Henri VII, il reçut d'une main les subsides du parlement pour faire une descente en France; de l'autre, l'argent de Charles pour consentir à la paix. Par le traité d'Étaples, 1492, le roi de France s'engagea à payer à l'Angleterre la somme de sept cent quarante-cinq mille écus d'or, en quinze ans; par ceux de Narbonne et de Senlis, il rendit la Cerdagne et le Roussillon à Ferdinand-le-Catholique, l'Artois, la Franche-Comté et le Charolais à Maximilien. Charles VIII faisait bon marché de ces belles provinces de France: il s'agissait pour lui de conquérir l'Italie, de délivrer la Grèce, de rejeter les Turcs au-delà du Bosphore, de renouveler à son profit l'empire d'Orient, sans oublier la Terre Sainte. Charles saisit donc avec transport l'occasion de faire valoir les droits qu'il tenait de la maison d'Anjou sur le royaume de Naples. Au lieu des fêtes d'un tournoi à Lyon, il annonce l'expédition d'Italie, et se met à la tête de qua-

rante mille hommes. L'élite de sa noblesse compose sa brillante gendarmerie ; cent quarante canons forment la plus redoutable artillerie qu'on ait encore vue en Europe. Mais le nerf de la guerre manque ; le trésor est épuisé ; on emprunte à gros intérêts cent mille ducats aux banquiers de Gênes, et cinquante mille à ceux de Milan. Enfin, au mois d'août 1494, l'armée française se met en mouvement vers les Alpes. La conquête du royaume de Naples ne fut qu'une promenade triomphale à travers l'Italie. Le retour fut plus prompt encore, et la journée de Fornoue, toute chevaleresque et toute glorieuse qu'elle fut, ne donna pour résultat que l'humiliant traité de Verceil.

Bon gré mal gré, il fallut que le roi ajournât ses projets de revanche, et, faute de mieux, il se mit à gouverner. Il rendit sédentaire à Paris le Grand Conseil, qui suivait partout le roi. Après l'avoir complété, il en régla les attributions et fit recueillir les registres de la Chambre des comptes. Il surveilla la *rédaction des Coutumes*, ordonnée par son aïeul, et qui ne fut achevée que sous Charles IX. La Bretagne lui dut un parlement. Charles VIII voulait réformer la discipline ecclésiastique et s'opposer au cumul des bénéfices. Ainsi que saint Louis, ce prince rendait la justice. « Il avoit mis son audience publique, où il escoutoit tout le monde, et par especial les pauvres. Il ne se faisoit pas grandes expéditions à cette audience ; mais au moins estoit-ce tenir les gens en crainte, et par especial ses officiers, dont aucuns il avoit suspendus pour pilleries. » Charles VIII avoit le cœur noble et généreux. Sa bonté et son affabilité l'avait rendu cher à ses sujets ; car, dit Comines, « la plus humaine et douce parole que fut jamais était la sienne, et il n'était pas possible de voir meilleure créature. » Placé entre Louis XI, *restaurateur de la monarchie*, et Louis XII, *père du peuple*, Charles s'efface devant ces deux grandes figures et nous intéresse moins par la gloire de son règne que par ses qualités personnelles.





Pigeot sc.

LOUIS XII.

Publ   par Furne, Paris



LOUIS XII

Avec Charles VIII s'éteignirent les Valois directs ; les Valois d'Orléans , descendants du duc d'Orléans l'un des fils de Charles V, furent appelés au trône ; Louis XII y parvint sans contestation (7 avril 1498). Il avait alors trente-six ans. Les titres de Roi de France , de Jérusalem , des deux Siciles et de duc de Milan, qu'il se hâta de prendre , ne laissèrent à l'Europe et à ses sujets aucun doute sur ses prétentions à l'égard de l'Italie. Mais une première conquête à faire était celle de ses anciens ennemis : pour cela un seul mot suffit, *Le roi oublie les injures du duc d'Orléans*. Il pardonna donc à tous ceux qui avaient servi la royauté contre lui , à la Trémoille et à madame de Beaujeu entre autres. Il appela aux affaires les ministres les plus intègres et les plus éclairés ; il diminua les impôts et employa la première année de son règne à des réformes et à des institutions nouvelles de la plus grande utilité. Il se sépara par un divorce de Jeanne de France , seconde fille de Louis XI, épousa Anne de Bretagne, unit ainsi la Bretagne à la couronne pour tout son règne, et ouvrit de plus les chances d'une réunion entière et définitive ; la force du royaume et de la royauté ne fut pas diminuée par la distraction de cette importante province, et la haute aristocratie ne recouvra pas les moyens d'inquiéter le trône et de bouleverser le pays. (Janvier 1499.)

En haine de Ludovic le More, le Milanais se laissa conquérir en vingt jours. Plus rapide encore que celle de Charles VIII, cette conquête de Louis XII fut encore moins durable. Il n'y avait pas deux mois qu'il avait quitté le Milanais, quand il apprit que le peuple s'était révolté contre Trivulce, et que Ludovic venait de rentrer à Milan, à la tête de 30,000 hommes. (2 février 1500.) Sur-le-champ il fait repasser les Alpes à son armée sous les ordres de la Trémoille,

et l'on allait combattre près de Novarre quand les Suisses déclarèrent qu'ils ne marcheraient pas contre leurs frères, car ils voyaient l'armée française en grande partie composée de Suisses, et se rallièrent à eux. Ludovic voulut se cacher dans leurs rangs; sa figure basanée le trahit au milieu des fraîches figures de ces enfants des Alpes, et, saisi par les Français, il fut envoyé dans le château de Loches où il mourut en 1510.

Le royaume de Naples conquis et presque aussitôt perdu, Louis cherche des dédommagements au nord, et commence par attaquer les Vénitiens qui seuls pouvaient lui disputer l'empire de la Haute-Italie. La Ligue de Cambrai (1508) attache à sa cause le pape Jules II et Maximilien. Une foule de petits princes italiens écrasés par la *dominante cité* vinrent à sa suite. Louis XII entre le premier dans les États de la République et rencontre les 40,000 mercenaires de Venise près d'Agnadel. Vainqueur, ils s'avance jusqu'à la vue des lagunes et canonne la ville. Ce fut tout l'avantage qu'il retira de sa victoire; Maximilien, avec 100,000 hommes de parade, ne sut pas achever ce que Louis avait si bien commencé, et Jules II, maître à la fin de la Romagne, se déclare pour Venise, rallie autour d'elle tous les ennemis de la France, attire à lui les Suisses par les prédications de son légat, le cardinal de Sion, et trouvant qu'ils mollissaient au siège de la Mirandole, se fait porter dans leur camp et les force d'enlever la place au cœur de l'hiver. Le roi de France fait taire les scrupules religieux d'Anne de Bretagne, rassemble à Pise les cardinaux de la faction française, et fait déposer Jules II dans un concile auquel le pape opposa le concile de Saint-Jean-de-Latran et la Sainte Ligue. Puis il envoie à la tête de ses armées Gaston de Foix, son neveu; ce *foudre de guerre* qui gronde à Brescia, éclate et tombe à Ravenne, laissant après lui un brillant sillon de gloire, qui jette une lueur plus triste sur nos défaites et nos revers. La journée de Guinegate semblait présager la ruine et le démembrement de la France. La France fait face de tous côtés; Ferdinand est repoussé en Espagne; les Suisses, arrêtés devant Dijon par la Trémoille, se laissent payer de belles paroles et reprennent le chemin de leurs montagnes. Henri VIII et Maximilien, qui se sont amusés à faire le siège de Téroüane, sont surpris par l'hiver et font des propositions d'accommodement. La paix fut conclue dans la petite ville d'Ardres (1515), et Louis XII la scella par son mariage avec Marie d'Angleterre, sœur de Henri VIII. Louis XII mourut peu après (janvier 1515), et l'histoire lui a confirmé le titre de Père du peuple que lui avaient donné solennellement les états généraux de 1506, pour avoir *donné la paix à ses sujets, remis le quart des tailles et nommé bons juges partout.*

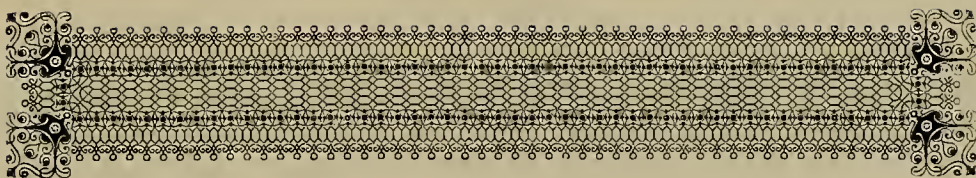




GEORGES D'AMBOISE,

1^{er} Ministre de Louis XII

Publié par Fume, Paris



GEORGES D'AMBOISE

Le nom de Georges d'Amboise se rattache si intimement à celui de Louis XII, son maître et son ami, que l'histoire du ministre est, pour ainsi dire, perdue dans celle du roi. Georges naquit à Chaumont-sur-Loire en 1560, et entra dans les ordres n'étant encore qu'un enfant. A quatorze ans, sa famille, l'une des premières du pays, avait obtenu déjà pour lui l'évêché de Montauban. Quelques années après, Louis XI le choisit pour l'un de ses aumôniers; mais sa jeunesse et la douceur de son caractère ne lui permirent pas de jouer un rôle à cette cour sombre et défiante du Plessis-lez-Tours. Ce fut là pourtant que le jeune évêque jeta les fondements de sa fortune. Il s'y lia d'une étroite amitié avec Louis d'Orléans, dépaysé comme lui dans le voisinage d'Olivier-le-Daim et de Tristan-l'Hermite; et quand vint la régence d'Anne de Beaujeu, il se lança à la suite du duc mécontent dans tous les hasards de la *guerre folle*. Georges fut de ceux qui se firent emprisonner, en 1486, pour la cause de l'exilé de Bretagne. Philippe de Comines, qui en était aussi, raconte qu'on le mit dans une de ces cages de fer dont la fille de Louis XI avait conservé la tradition. On ne sait si l'évêque de Montauban fut traité aussi durement; mais lors de la rentrée en grâce de son ami, il partagea sa bonne fortune, comme il avait fait sa mauvaise. Il eut l'archevêché de Narbonne, et bientôt après celui de Rouen (1493), dont le duc disposait en sa qualité de gouverneur de Normandie. L'année suivante, Louis d'Orléans partit pour l'Italie à la suite de Charles VIII, et laissa à son ami le soin d'administrer la Normandie en son absence. Georges d'Amboise s'acquitta dignement de ces nouvelles fonctions, et à la mort du fils de Louis XI, il se trouva tout prêt pour prendre en main les rênes de l'administration du royaume entier,

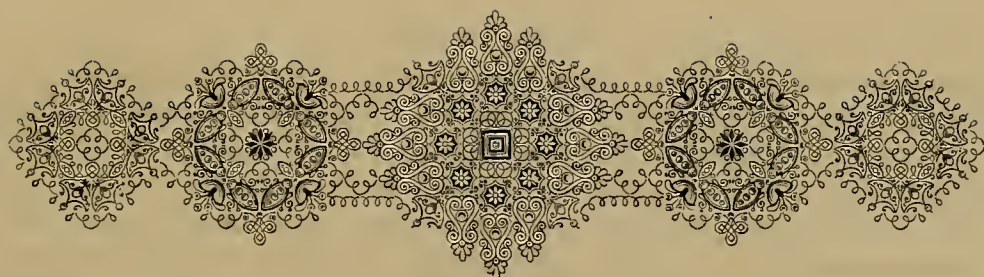
qui lui fut confiée plus d'une fois pendant les expéditions de Louis XII en Italie. Il sut, au reste, diriger si habilement les affaires, que les impôts, diminués au commencement du règne, ne furent jamais augmentés, malgré les dépenses de la guerre. Ce résultat merveilleux suffirait à venger la mémoire de Georges d'Amboise de l'injuste oubli où nos historiens l'ont dédaigneusement laissée. La renommée du *Père du peuple* absorbe, au profit d'un surnom, la reconnaissance due à son ministre; mais le témoignage même de Louis XII protesterait au besoin contre cet empiétement de la popularité royale : « *Laissez faire à Georges!* » s'écriait-il souvent avec sa bonhomie habituelle, « *laissez faire à Georges!* » Avec ce pouvoir immense que lui donnait la confiance sans bornes de son maître, Georges d'Amboise fit preuve d'une modération trop rare chez les favoris des rois : il se contenta de son archevêché, aussi économe de la fortune publique avec lui-même qu'avec les autres. L'ambition le prit pourtant, dans une occasion bien délicate, il est vrai. Ce fut en 1503, comme il passait à Rome avec l'armée destinée au royaume de Naples, juste au moment où le conclave assemblé allait nommer un pape. Il arrêta sa marche, espérant que la présence de ses soldats ferait tomber sur lui le choix des cardinaux; mais l'intrigue et la violence n'étaient point son fait. Julien de la Rovère le joua comme un enfant sur ce terrain, et pendant ce temps, Gonzalve de Cordone s'emparait de tout le pays que Georges était venu défendre. Georges d'Amboise mourut à Lyon le 25 mai, l'an 1510, dans une cellule du couvent des Célestins, répétant au bon religieux qui le soignait : « Frère Jean, frère Jean, ah! que n'ai-je été frère Jean toute ma vie! »





GASTON DE FOIX.

Publié par l'auteur, Paris



GASTON DE FOIX



Foix (Gaston de), né en 1489, était fils de Jean de Foix, vicomte de Narbonne, et de Marie d'Orléans, sœur de Louis XII, qui érigea pour lui en 1505 le comté de Nemours en duché-pairie. Trois noms de villes rehaussent le sien et résument sa vie héroïque. Bologne, Brescia, Ravenne. L'heureuse audace du jeune Gaston de Foix vint seconder l'expérience du vieux Trivulzio, et les troupes des Vénitiens et du pape, battues dans deux rencontres consécutives, furent contraintes à évacuer le territoire de Ferrare. Quant à Bologne (1511), Jules II en remit la défense au cardinal de Pavie et au duc d'Urbin, et s'enfuit à Ravenne, emportant avec lui les vains serments des Bolonais qui faisaient des vœux pour la France. « C'était un vrai jeu de barres que nos guerres « d'Italie ; tantôt villes prises par les uns, puis par les autres reprises. »

Mais la guerre tourne au sérieux. Le provéditeur Gritti, introduit dans Brescia par le vindicatif comte Advogaro, un des principaux habitants de cette puissante cité, avait surpris et massacré une partie de la garnison française. Le gouverneur Daillon du Lude, réfugié avec le reste dans la citadelle, se hâta d'informer Gaston de l'impuissance où il se trouvait de tenir longtemps contre les assauts des Vénitiens et des habitants réunis. Gaston part de Bologne à marche forcée, avançant chaque jour avec son armée « autant que le meilleur chevaucheur sur un courtaud de centécus. » Jean Paul Baglioni, capitaine-général de la république, à la tête d'un corps de troupes considérable, ne mettait pas moins de diligence à rejoindre Gritti dans Brescia ; mais, instruit de sa marche, Gaston résolut de la

couper, et fit faire en un jour à sa cavalerie quarante milles d'Italie sans débrider. Baglioni, ne pouvant le soupçonner aussi près, s'amusait sur sa route à battre le château de Valeggio, dont la prise eût enlevé aux Français le seul gué du Mincio. Sa surprise fut grande en présence de l'avant-garde que Bayard, toujours aventureux, avait de beaucoup devancée, et la victoire, à peine disputée, assura la prise de Brescia. Les habitants se défendirent du haut de leurs maisons, en faisant pleuvoir les pierres, les tuiles, les brandons enflammés et l'eau bouillante sur les assaillants. Les vainqueurs massacrèrent tout ce qui résista, et le pillage dura deux jours entiers. Il fut fatal aux Français, en les enrichissant. « Il n'est rien si certain, dit l'historien de Bayard, que la prise de Brescia fut, en Italie, la ruine des François; car ils avoient tant gagné dans cette ville, que la plupart s'en retourna, et laissa la guerre. »

Gaston, qui n'était avide que de gloire, se donna à peine quelques jours de repos, et représentant bien, par son infatigable activité, cette *furia francese* devenue proverbe en Italie, il court attaquer Ravenne. Là se livra la plus furieuse bataille qu'on eût encore vue depuis le commencement de la campagne (11 avril 1512). La victoire fut aux Français; plus de dix mille alliés restèrent sur le champ de bataille; le butin fut immense, mais Gaston était mort. Comme l'infanterie espagnole se retirait en bon ordre, marchant au petit pas et combattant toujours, Gaston fit contre elle une dernière charge. Il fut blessé et renversé de cheval. Un de ses lieutenants, Lautrec, criait en vain au soldat espagnol qui l'avait désarçonné: « Ne le tuez pas, c'est notre vice-roi, c'est le frère de notre reine. » L'Espagnol, sans rien entendre, l'acheva, et le pauvre duc resta sur la place « percé de tant de coups, qu'il en avait quatorze ou quinze, seulement depuis le menton jusqu'au front; et par là montrait bien le gentil seigneur, qu'il n'avait pas tourné le dos ». Louis XII, en apprenant cette mort et ce triomphe, s'écria douloureusement: « Dieu nous garde de remporter jamais de telles victoires! » En effet, la fortune de la France semblait morte avec Gaston, fortune de jeu dont le courage personnel avait enlevé la première mise pour la laisser en partage à la déloyauté de la politique italienne.





Pigeot sc.

VILLIERS DE L'ISLE-ADAM

Grand maître de l'ordre de St. Jean de Jérusalem.

Publié par Furne, à Paris.



VILLIERS DE L'ISLE-ADAM



Villiers de l'Isle-Adam (Philippe de), quarante-troisième grand-maître de l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem, était d'une des plus anciennes et des plus illustres maisons de France. Élevé, jeune encore, à la dignité d'hospitalier et de grand-prieur, il partage avec André d'Amaral la gloire des derniers succès de la chevalerie contre l'islamisme. La chrétienté va perdre sa milice à elle, l'Église va déposer le glaive; mais ses adieux au drapeau sont nobles et dignes. Constantinople était tombée sous les coups de Mahomet II, et l'Europe, préoccupée de ses intérêts locaux et particuliers, ne s'était point émue. Rhodes restait encore boulevard isolé du monde chrétien, et Soliman avait juré sa ruine. C'est alors que l'Isle-Adam ambassadeur de son ordre à la cour de France, recueille la succession difficile du grand-maître Fabrice Carette (1521), malgré les intrigues du chancelier d'Amaral, qui dans son dépit prophétisa la perte de Rhodes. Il aurait dû prédire la sienne; car plus tard le prophète, convaincu de trahison, fut condamné à mort. La flotte turque n'avait paru devant Rhodes que le 26 juin 1522; elle se composait de quatre cents bâtiments de différentes grandeurs portant cent-quarante mille hommes de guerre et soixante mille paysans qu'on avait tirés de la Servie et de la Valachie, pour faire nombre comme manœuvres dans ces grands préparatifs de destruction. Au moment où la ville fut investie elle renfermait six cents chevaliers et quatre mille cinq cents soldats. Les habitants qui demandèrent à prendre les armes furent formés en compagnie, et on leur assigna les postes le moins exposés. Les janissaires,

après plusieurs échecs, étaient passés de la confiance au découragement ; la fanterie se taisait et la peur se retranchait derrière le fatalisme. Il fallut que Soliman vînt ranimer le courage de ses soldats par sa présence ; mais les chrétiens toujours vainqueurs se ruinaient par leurs victoires mêmes. Chaque jour leurs rangs s'éclaircissaient, et le grand-maître, les yeux tournés vers le continent européen, ne voyait rien venir ; les fortifications étaient détruites, la poudre manquait, il ne restait de vivres que pour quelques jours. Soliman voulut prévenir le désespoir, et l'assaut qu'il livra aux scrupules du grand-maître eût échoué si le grand-maître ne se fût laissé fléchir par les prières des habitants. Par un traité signé le 20 décembre, il fut dit que les chevaliers sortiraient de Rhodes avec leurs armes, et emportant les reliques, les vases saints, et tous les objets relatifs au culte. Soliman rendit une visite au grand-maître et le combla de marques d'estime. En le quittant, il dit à ceux qui l'accompagnaient : « Ce n'est pas sans quelque peine que j'oblige ce chrétien, à son âge, de « quitter sa maison. » La flotte chrétienne sortit de Rhodes le 1^{er} janvier 1523 ; traînant après lui les débris de l'ordre, l'Isle-Adam était reçu partout comme un hôte dangereux, et ce n'est qu'après de longues et pénibles négociations que Malte et les îles adjacentes furent cédées définitivement à l'ordre de Saint-Jean (12 mars 1530). Les difficultés que Charles-Quint suscita au sujet du droit que l'ordre demandait de battre monnaie et de s'approvisionner de blé en Sicile, ayant été terminées, l'Isle-Adam s'embarqua avec son conseil, et le 26 octobre il fit son entrée à Malte. Après une tentative malheureuse sur Modon, il ne s'occupa plus que des moyens d'affermir l'ordre à Malte. Mais des divisions funestes éclatèrent entre les chevaliers des différentes langues : c'était au moment où l'union eût été plus nécessaire que jamais ; car le roi d'Angleterre avait fait main basse sur les biens de l'ordre, et les autres souverains pouvaient suivre cet exemple ; aussi le grand-maître rassembla-t-il toutes ses forces, s'arma-t-il de toute son énergie pour rendre aux siens la force compacte de l'unité ; mais, épuisé de fatigues, il meurt le 21 août 1534, à l'âge de soixante-dix ans. On grava sur son tombeau cette épitaphe : *Ici repose la vertu, victorieuse de la fortune.*





Pigoul sc.

FRANÇOIS 1^{ER}

Publié par l'urne, Paris.



FRANÇOIS I^{ER}



François I^{er}, roi de France, naquit à Cognac, le 12 septembre 1494. Il descendait, ainsi que Louis XII, de Charles-le-Sage, par Louis I^{er}, duc d'Orléans. Le grand drame des Bourguignons et des Armagnacs avait donné le champ libre aux Anglais ; et la France, responsable de toutes ces haines de maison à maison, de famille à famille, ne se releva qu'à la fin du règne de Charles VII. Puis vient Louis XI, qui prend à partie la féodalité vaincue, et lui impose tout, même l'amour, marie le brillant duc d'Orléans à sa fille, la bonne, mais disgracieuse Jeanne, et Charles, comte d'Angoulême, à Louise, fille de Philippe, duc de Savoie. Charles meurt bientôt, et laisse son fils, âgé de deux ans, sous la tutelle bénévole de son oncle Louis, qui monta sur le trône en 1498. Fait duc de Valois à l'occasion de son mariage avec Claude, fille aînée du roi et de sa seconde femme Anne de Bretagne, il hérite du rôle de Gaston de Foix, à des conditions de réserve et de prudence qui n'étaient ni de son âge, ni de son caractère, et se maintient avec honneur sur la défensive, tant en Navarre qu'en Picardie. Les Pyrénées ne furent pas franchies, et la Picardie fut sauvée.

Une fois roi (1^{er} janvier 1515), et faisant la guerre pour son compte, François (13 et 14 septembre 1515) gagna bien ses éperons à la bataille de Marignan ; mais le chevalier fit tort au roi, et la bataille de Pavie (1525) compromit cruellement l'un et l'autre. *L'honneur* même, dont on fit grand bruit, reçut une rude atteinte, et le courage, dernière vertu dans le malheur, venant à manquer, le royal captif acheta la liberté par le traité honteux de Madrid (1526). Les États de Bourgogne ne voulurent point répudier leur qualité de Français ; et François I^{er}, estimé moins qu'une province, sanctionne cette dépréciation de sa personne, quitte à répondre

à son vainqueur, s'il l'accuse de perfidie, qu'il en a menti par la gorge, et qu'il le prouvera en champ clos. Le fait est que le 22 mai de la même année, il signe à Cognac une ligue avec le duc de Milan, les Vénitiens, le Pape, les Suisses et le roi d'Angleterre.

Tout n'était donc pas *perdu*, comme l'avait bien senti Charles-Quint, et François I^{er}, profitant de l'indignation qu'a soulevée en Europe le sac de Rome par les soldats de Bourbon et la captivité du Pape (mai 1527), envoie Lautrec en Italie avec une nouvelle armée. Lautrec délivre le Pape et se voit au moment de reconquérir le royaume de Naples; mais Charles-Quint épuisé arrête tout par la paix de Cambrai (1529). Bientôt la confiance lui revient et il annonce dans Rome, en présence des envoyés de toute la chrétienté, qu'il compte sur la victoire, et déclare que « s'il n'avait pas plus de ressources que son rival, il « irait à l'instant les bras liés, la corde au cou, se jeter à ses pieds et implorer « sa pitié ». Avant d'entrer en campagne, il partageait déjà à ses officiers les domaines et les grandes charges de la couronne de France. Il ne savait pas quelles ressources la France avait en elle-même; seule la France affermit, par sa résistance, l'équilibre européen, et la politique a fait un pas immense, elle qui, toute catholique au dedans, s'aventure au dehors jusqu'à donner une main aux réformés d'Allemagne et l'autre aux sectateurs de Mahomet. Le roi très-chrétien se vengea de ses concessions peu orthodoxes sur les pauvres Vaudois dont quatre mille furent égorgés. *Si tel était le bon plaisir du roi*, le parlement avait raison de protester; mais le parlement, fort sous les faibles et faible sous les forts, enregistre tout docilement, même le concordat substitué à la pragmatique sanction. L'impôt ne fut réglé que par la volonté du maître, et c'est ce que François I^{er} appelait mettre les rois *hors de pages*. A quoi tient donc la popularité de ce roi à bon titre impopulaire, si ce n'est aux difficultés de sa position, et à l'éclat même de ses fautes, dans la vie publique et privée? Les arts et les lettres, qu'il encouragea noblement, firent aussi beaucoup pour sa mémoire; et la guerre, qui ne laisse point au peuple le temps d'être jaloux et chicaneur de ses droits, ne permit pas de voir la transition brusque de la monarchie mixte à la monarchie absolue. François I^{er} mourut le 31 mars 1547, à peu près au même âge que Louis XII son beau-père. Il avait cinquante-deux ans et demi, son règne fut de trente deux ans et trois mois; les corps du dauphin et du duc d'Orléans ses fils n'étaient point encore inhumés, et ils furent mis ensemble dans le tombeau de leurs ancêtres à Saint-Denis; le cœur et les entrailles du roi furent portés à Hautes-Bruyères, couvent de l'ordre de Fontevraud, dans le diocèse de Chartres.





CLAUDE DE FRANCE.

Publié par Furne, Paris.



CLAUDE, REINE DE FRANCE

FEMME DE FRANÇOIS I^{ER}

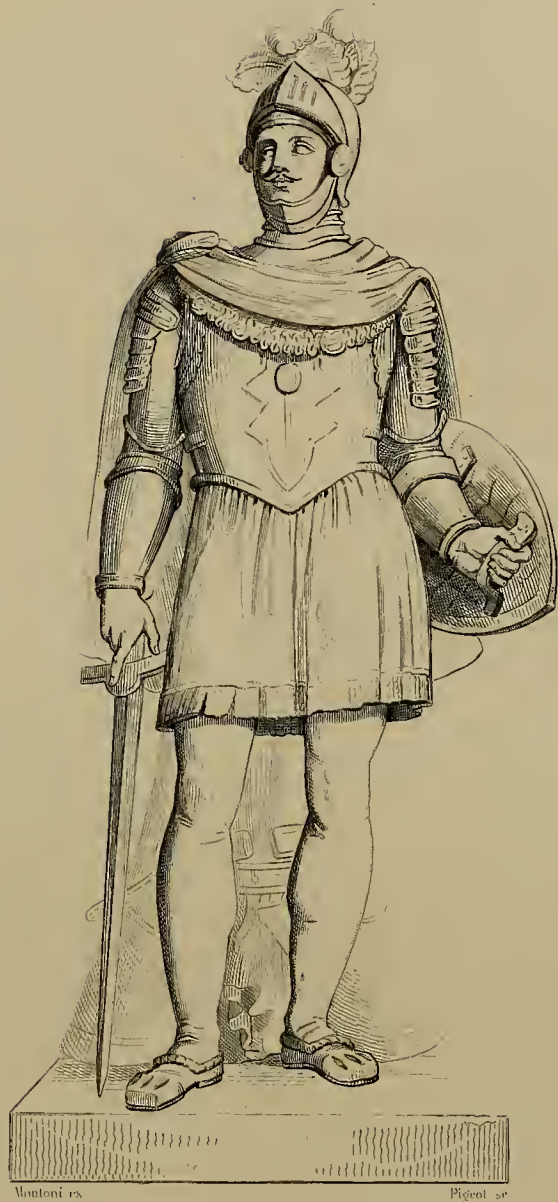


Louis XII et Anne de Bretagne n'avaient plus d'enfants mâles, mais il leur restait deux filles, Claude et Renée. Tous les vœux des Français étaient pour la réunion de la Bretagne à la couronne et pour le mariage de Madame Claude avec le jeune comte d'Angoulême. La comtesse d'Angoulême, sa mère, se prévalait de la raison d'état et bravait l'autorité de la reine, qui, par le traité de Blois, confirma le traité de Lyon et renouvela la promesse faite au prince d'Espagne Charles, de lui donner Madame Claude en mariage. Déjà le roi, les princes du sang et le duc d'Angoulême lui-même, que Louis XII avait fait duc de Valois, s'étaient résignés, lorsque les grands du royaume et les députés des villes s'assemblent à Tours de leur propre mouvement, disaient-ils, et font au roi les remontrances les plus fortes sur les suites de l'alliance proposée, et demandent que Madame Claude soit donnée au duc de Valois. Le roi comprit que Claude, par son mariage avec Charles, allait transporter à la maison d'Autriche, non-seulement la Bretagne du chef de sa mère, mais encore le Milanais du chef de son père, ce duché étant le patrimoine de la maison d'Orléans. C'était renouveler la faute énorme que Louis XI avait faite de laisser passer la succession de Bourgogne à la maison d'Autriche.

En dépit de la reine, Madame Claude fut donc fiancée au duc de Valois, le 22 mai 1506, et mariée le 18 mai 1514 à Saint-Germain-en-Laye; elle était née à Romorantin, le 13 octobre 1499.

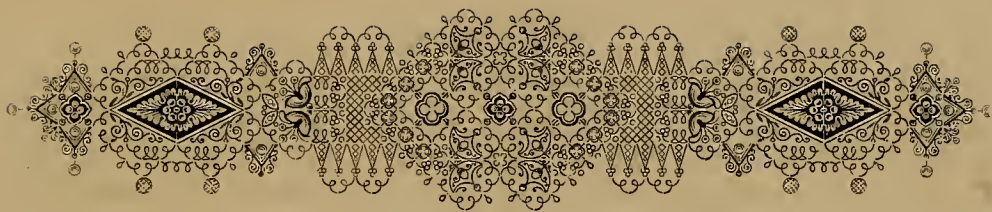
Son histoire est celle de sa dot. Outre la Bretagne dont Louis XII la mit dès lors en possession, Anne étant morte, outre les droits sur le Milanais, elle apportait à son mari les comtés d'Ast, de Blois, d'Etampes, de Vertus, Coucy et Monfort-l'Amaury. La voilà donc duchesse de Valois et bientôt reine de France, 1^{er} janvier 1515; reine de nom, car le crédit est entre les mains de la duchesse d'Angoulême et la faveur pour la comtesse de Châteaubriand. Les infidélités de François I^{er} exercèrent sa patience; mais en secret elle l'aima toujours tendrement et parut se contenter du froid retour de l'estime qu'on ne pouvait lui refuser. Elle était boitense comme sa mère et d'une figure aussi commune que celle de sa mère était noble, elle n'avait que les grâces peu piquantes de la bonté. François I^{er} sentit du moins le prix de son âme et la respecta jusqu'à déférer à ses conseils dans les matières les plus importantes. Elle eut de lui, en dix ans de mariage, trois fils et quatre filles, et mourut le 25 juillet 1524, à Blois; on la nomma pendant sa vie *la bonne Reine*, et personne n'en parle aujourd'hui. Voilà les femmes qui ne sont point célèbres. « Qu'une femme sans pudeur ait fait pendre un vieillard innocent, qu'elle ait forcé un héros désespéré à déchirer sa patrie, à faire son roi prisonnier, qu'on ait tremblé sous elle, on ne l'oubliera jamais. » (*Gaillard, Histoire de François I^{er}.*)





BAYARD.

Publié par Fournier, Paris.



BAYARD

1476 — 1524



Bayard (Pierre du Terrail, seigneur de) naquit au château de Bayard, près de Grenoble, en 1476. Il y avait dans sa famille une tradition de fidélité et de dévouement à la royauté dont il devait être la plus belle et la plus noble expression. Son trisaïeul avait été tué aux pieds du roi Jean à la bataille de Poitiers, son bisaïeul et son aïeul eurent le même sort, l'un à Azincourt, l'autre à Montlhéry; enfin son père n'avait rejoint son manoir féodal que criblé de blessures honorables. Mais cette belle lignée se serait perdue dans la foule, et sa généalogie ne dépasserait pas les limites du Dauphiné, si son dernier représentant ne fût venu se placer dans l'histoire à côté de nos derniers rois chevaliers.

De page fait homme d'armes, il fit merveille à la bataille de Fornoue. Sa captivité à Milan, sa délivrance sans rançon, son duel avec le capitaine Soto-Mayor, dans la Pouille, sont les commencements de cette vie héroïque. A Garigliano il sauva l'armée française en retardant la marche de l'ennemi victorieux. « Comme un tigre eschappé, dit Théodore Godefroi, il s'accula à la « barrière du pont, et à coups d'épée se défendit si très bien, qu'ils ne savoient « que dire et ne cuidoient point que ce fût un homme, mais un diable. » Après Garigliano, c'est Brescia, c'est Aguadel, c'est Ravenne. Horatius Coclès prend le rôle de Fabricius en sauvant Jules II de prison, et celui de Scipion, plus difficile peut-être, en respectant l'honneur d'une femme livrée à sa merci.

Un moment la patrie est en danger; Bayard abandonne l'attaque pour la défense: des Alpes, il court aux Pyrénées, des Pyrénées en Picardie; à Guinegaste,

jour fatal, il en appelle à son épée plutôt qu'à ses éperons, et il se rend à un capitaine anglais après l'avoir d'abord sommé de se rendre. Captif pour captif, l'échange sera facile; et Henri VIII le renvoie disant : « Si tous les gentils-hommes étoient comme vous, le siège que j'ai mis devant Téroouane seroit bientôt levé. »

Enfin brille le soleil de Marignan. François I^{er}, Trivulce, Lapalisse, Bayard, tous y étoient; tous furent des *géants*. Le roi n'avait pas voulu *faire montre de sa personne* avant d'avoir reçu l'ordre de chevalerie, et le reçut de notre héros. On sait ses paroles naïves à sa bonne lame. Certes le temps n'étoit pas venu pour elle de rentrer au fourreau. Charles-Quint, ce froid adversaire du bouillant roi de France, organise une guerre de détail, et assiège inopinément Mézières. C'en étoit fait de cette ville et de la Champagne; mais Bayard se jeta dans la place, et force fut bien à l'empereur de lever le siège. De grands honneurs lui furent décernés, et il retourna en Italie, ce continuel champ de bataille. Sa présence suffit pour faire rentrer Gènes dans le devoir. Lodi ne tint pas davantage; mais la fortune changea, et, Bonnivet aidant, tout fut perdu, même Bayard.

« A la retraite de Rebec (1524), il fut tiré un coup de hacquebouse, « dont la pierre vint frapper le chevalier au travers de rains et lui rompit tout « le gros os de l'eschine. Quand il sentit le coup, se print à crier, Jésus! et « puis dit : Hélas! mon Dieu! je suis mort! Si print son espée par la poignée et « baisa la croisée, en signe de croix, en disant tout hault : *Miserere mei, Deus,* « *secundum misericordiam tuam!* » Puis, après avoir repoussé les doléances du connétable de Bourbon : « Je cognois que je suis blessé à mort; je prends la « mort en gré et n'y aurai aucune déplaisance. »

Ainsi, l'arme que méprisait le courage à bout-portant du preu chevalier, l'arme encore grossière des temps modernes qui devait changer la vieille tactique militaire, a tué le dernier et le plus noble champion du moyen-âge.





CATHERINE DE MÉDICIS.

Publié par Furne, Paris



CATHERINE DE MÉDICIS

Catherine de Médicis naquit à Florence, 1519. Elle était fille unique de Laurent de Médicis, duc d'Urbain, et nièce du pape Clément VII. Un besoin d'argent décida le mariage de cette princesse avec Henri, second fils de François I^{er}. Mariée en 1533, elle ne tarda pas à faire l'application de cette politique astucieuse dont elle avait puisé les principes en Italie, vivant également bien avec la duchesse d'Étampes, maîtresse du roi, et avec Diane de Poitiers, maîtresse de Henri son époux, devenu dauphin de France. Elle fut trois fois régente de France : d'abord pendant le voyage de Henri II en Lorraine, puis pendant la minorité de Charles IX, enfin depuis la mort de Charles jusqu'au retour de Henri III, alors roi de Pologne.

Placée entre les catholiques et les réformés, les maisons de Bourbon et de Lorraine, elle divisa pour régner. Elle accorda aux instances des réformés le colloque ou conférence de Poissy, en 1561, et l'année suivante le libre exercice de leur religion, dans la crainte que la jonction des Guises au roi de Navarre ne rendît ce parti trop puissant. A la majorité de Charles IX, elle se fit continuer l'administration des affaires et entretint la même division dans les partis. Ayant fait une levée de troupes sous le prétexte de mettre la France en garde contre les projets du duc d'Albe, mais réellement pour tenir en échec les réformés, ceux-ci en prirent ombrage, et la guerre civile éclata dans le royaume. L'épisode sanglant de la Saint-Barthélemy est marqué à son nom. Elle entra pour beaucoup dans les remords du malheureux Charles IX; et quand vint Henri III, le rôle que continua Catherine sur le second plan n'est pas moins odieux. Lorsqu'elle cessa de vivre, en 1589, à l'âge de soixante-dix ans, la France était dans un si grand désordre que sa mort fut à peine remarquée. Indifférente sur les oppositions de religion, dont elle ne voyait pas les conséquences, elle croyait à l'astrologie judiciaire et à la magie; méprisant

assez la vie pour l'exposer au profit de son amour-propre, elle aimait à montrer aux soldats qu'elle ne redoutait pas les hasards de la guerre; n'estimant la bravoure que dans ceux qui s'attachaient à sa personne, elle mettait autant d'art pour les faire bien vivre ensemble, qu'elle montrait d'habileté pour brouiller et perdre ceux qui ne lui étaient pas dévoués; prodigue jusqu'à la folie dans un temps où le premier intérêt des rois aurait été d'avoir de l'or à leur disposition, il lui était impossible de concevoir qu'elle pût diminuer ses dépenses, et quand on lui représentait l'épuisement du trésor, elle se contentait de répondre : « Il faut vivre. » Sa conduite eut une grande influence sur les mœurs de ce temps, et l'on sait qu'elles furent scandaleuses; ce qui donnait une nouvelle force aux reproches que les protestants adressaient aux catholiques. On ne peut louer en elle que l'élégance de ses manières, un amour éclairé pour les sciences et pour les arts; elle fit venir de Florence une partie des manuscrits que son bisaïeul, Laurent de Médécis, avait acquis après la prise de Constantinople. Elle fit bâtir les Tuileries, l'hôtel de Soissons, sur l'emplacement duquel on a élevé la Halle-aux-Blés, les châteaux de Monceaux, de Chenonceaux, et d'autres édifices remarquables par une architecture dont on ne connaissait point encore les principes en France. Les libelles faits contre Catherine de Médécis ont la chaleur de l'exagération si commune dans les temps de factions; mais les pamphlets restent encore au-dessous de l'histoire.

(*Biographie.*)

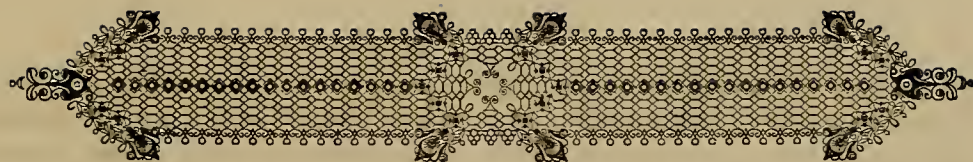




Pigeot sc.

LE CHANCELIER DE L'HOPITAL.

Publié par Furne, à Paris.



L'HOPITAL



L'Hopital (Michel de), chancelier, né en 1505 à Aigueperse en Auvergne, avait pour père un médecin attaché au connétable de Bourbon, et qui avait suivi ce prince dans son exil. Après avoir étudié le droit à Milan et à Padoue, il revint en France, suivit quelque temps le barreau, puis obtint une charge de conseiller au parlement. Ses vertus et ses lumières attirèrent sur lui l'attention du chancelier Ollivier, qui le fit envoyer comme ambassadeur au concile de Trente (1547). Marguerite de Valois, sœur du roi Henri II, le choisit pour être son chancelier privé, et le fit nommer par son frère surintendant des finances. En 1560 il fut élevé par François II à la dignité de chancelier de France. « Tout mauvais catholique qu'il était dans l'âme, dit le père Daniel « d'un ton chagrin, il sauvait les apparences pour ne pas ruiner son établissement, et allait à la messe. » Il était de ce parti modéré, qu'on appela plus tard le *parti politique*, qui rangeait la question religieuse au nombre des questions secondaires en fait de gouvernement, et qui était d'avis qu'on fit de bonne grâce une place au prêche protestant, à côté, sinon en face, de la messe catholique.

« La perte des protestants était jurée ; on ne devait leur laisser que l'alternative de l'abjuration ou la mort. Il était même question d'établir en France le redoutable tribunal de l'inquisition. Le nouveau chancelier, ne pouvant attaquer de front un tel projet sans se compromettre avec ceux qui gouvernaient, fit rendre, à l'aide de Marillac et de Montluc, le père du fameux capitaine, l'édit de Romorantin, qui ôtait aux juges laïcs la connaissance du crime d'hérésie et l'attribuait aux seuls évêques. Il décida ainsi le clergé à repousser l'établissement de l'inquisition. A l'assemblée des notables de Fontainebleau, il alla plus loin et il fit ordonner la convocation des états généraux, celle d'un concile national et la suppression des poursuites contre les protestants. Mais ceux-ci, fiers d'un avantage qu'ils n'auraient osé se

promettre quelques mois auparavant, dérangèrent tous les plans du chancelier en levant l'étendard de la révolte. Le roi de Navarre et le prince de Condé, qui avaient été attirés à la cour sous un prétexte spécieux, furent arrêtés sitôt leur arrivée, et un arrêt de mort rendu contre le prince de Condé, dont on redoutait le caractère énergique, allait être exécuté, si l'Hopital ne l'avait empêché en retardant la signature. La mort de François II changea l'état des choses. La puissance des Guises tomba avec eux ; mais les factions n'en devinrent que plus hardies sous un roi mineur, et la France, suivant les expressions de l'Hopital, se trouva avoir autant de rois, pour ne pas dire de tyrans, qu'elle renfermait d'hommes puissants. Cependant le chancelier poursuivait son système de conciliation. Le colloque de Poissy, où les catholiques et les protestants s'attribuèrent également la victoire, n'avait fait qu'aigrir les esprits : L'Hopital, voulant éviter la guerre civile, fit rendre l'édit de janvier qui permettait, sous certaines restrictions, la profession publique de la religion protestante ; mais, éloigné bientôt après du conseil par les partisans des moyens extrêmes, l'édit ne fut pas exécuté, et les hostilités commencées, se terminèrent à la mort du duc de Guise, assassiné au siège d'Orléans, par une paix dont le chancelier dicta les conditions. Cette paix mécontenta les deux parties, et bientôt L'Hopital put s'apercevoir qu'il avait perdu la confiance de la reine ; ses avis ne furent plus écoutés, et l'on finit par l'exclure des conseils où l'on délibérait si l'on ferait ou non la guerre aux protestants. Voyant donc que sa présence n'était plus agréable, et que le roi, obsédé de toutes parts, n'avait plus de puissance et n'osait même dire ce qu'il pensait, L'Hopital se retira de la cour, et alla se réfugier dans sa terre de Vignay près d'Étampes, n'éprouvant qu'un regret, celui de ne pouvoir plus donner au roi des preuves de sa fidélité, ni contribuer à détourner les nouveaux malheurs dont il voyait la France menacée. Personne ne fut moins que lui trompé par cette paix perfide qui précéda la Saint-Barthélemy. Il s'aperçut qu'elle cachait un piège, ainsi qu'il l'écrivait à Arnoul Ferrier. Lui-même il faillit être une des victimes de cette terrible journée. Les habitants de la campagne s'ameutèrent et dévastèrent ses champs. Mais la reine, inquiète sur son sort, envoya un détachement de cavalerie pour le protéger. Comme on ignorait la destination de cette troupe, on lui demanda s'il voulait qu'on fermât les portes de la maison : « *Non, non, dit-il, si la petite n'est bastante pour les faire entrer, que l'on ouvre la grande.* » (*Biographie universelle.*) Le parti politique auquel il appartenait reçut un prodigieux accroissement de l'horreur qu'inspiraient aux âmes honnêtes les atrocités de la Saint-Barthélemy ; mais L'Hopital en mourut de douleur, 1573, répétant cet hémistiche d'Horace :

Excidat ille dies ævo.



VALENTINE BALBIANO.

Publie par Furne, Paris





VALENTINE BALBIANO

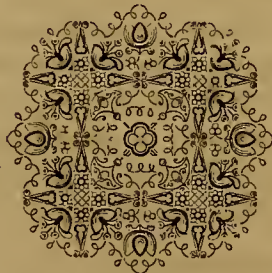


On ne peut parler de Valentine sans rappeler René de Birague, son mari, transfuge de Milan, dont François I^{er} fit un conseiller au parlement, puis un surintendant de la justice, président au sénat de Turin, commandant du Lyonnais, et l'un des représentants des intérêts de la France au concile de Trente. Le 24 août 1572, René de Birague, alors garde des sceaux, conduit la main tremblante de Charles IX, qui n'ose signer le massacre de la Saint-Barthélemy; mais l'assassinat le fer à la main paraissait moins sûr à Birague que le poison, et La Houssais prétend qu'il disait que le roi ne viendrait jamais à bout des huguenots par les armes, et qu'il ne lui restait que *le moyen des cuisiniers*. Aux États de Blois, en 1576, il parla mal après le roi qui avait bien parlé, et, entre autres naïvetés burlesques, il avoua lui, *chancelier de France*, car il le fut un an après la Saint-Barthélemy, *qu'il ignorait les affaires de la France*. De quoi donc se mêlait-il? ajoute naïvement Mézerai. Le quatrain suivant fut fait à cette occasion :

Tels sont les faits des hommes que les dits.
Le roi dit bien, d'autant qu'il sait bien faire;
Son chancelier est bien tout au contraire,
Car il dit mal et fait encore pis.

La cour de Rome ne le jugea pas moins digne du manteau de cardinal ; ce fut le vêtement de deuil qu'elle lui jeta après la mort de sa femme, 1578 ; et le sac des flagellants, qu'il portait à travers les rues de Paris en compagnie du roi et de son ami Huraut, comte de Chaverny, auquel il avait abandonné les sceaux, figura aussi sur son lit de parade, le 24 novembre de la même année, avec la corde, la discipline et le chapelet. Un tel homme trouva un panégyriste dans la personne de Renaud de Beaune, qui prononça solennellement son oraison funèbre ; ce qui paraît plus étrange, c'est que l'historien de Thou ait accumulé pour lui les épithètes de généreux, de prudent, de libéral, de candide. De Birague aussi, de son vivant, avait gravé son éloge en lettres d'airain sur la fontaine monumentale dont il dota le quartier de Sainte-Catherine-du-Val-des-Écoliers ; mais le peuple, dans un jour de colère, brisa le monument en haine de son fondateur, et il ne fut rebâti sur un nouveau plan, et dans le seul but d'utilité publique, qu'en 1626.

Quant au magnifique tombeau qu'il avait fait élever à Valentine Balbiano, son épouse, l'église Sainte-Catherine le protégea. Ce mausolée est une des productions les plus remarquables du ciseau de Germain Pilon. La statue en bronze du chancelier est à genoux et couronne le monument ; plus bas Valentine, vêtue à la manière du temps et à demi couchée sur un lit, semble méditer sur le livre des saintes Écritures ; au dessus est un bas-relief d'une rare beauté, représentant Valentine dans l'état de mort. Ce monument est terminé par deux figures de génies qui éteignent le flambeau de la vie. Lors de la démolition de l'église de Sainte-Catherine, les religieux le firent transporter aux jésuites de la rue Saint-Antoine. Il fut réuni au monument du maréchal d'Harcourt, par Pigalle. Déplacé plusieurs fois depuis la révolution, il n'a pas été rétabli dans sa forme primitive. Le musée de Versailles et le musée du Louvre se le sont partagé ; l'un possède les deux statues, l'autre le bas-relief.



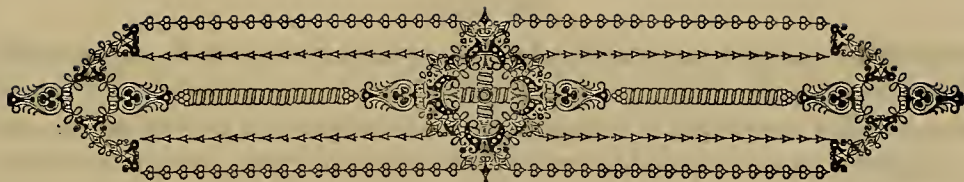


Audibran sc.

LE DUC DE GUISE.

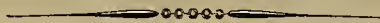
(Henri de Lorraine, 1^{er} du nom.)

Publié par Furne, à Paris.



GUISE

(HENRI DE LORRAINE, 1^{er} DU NOM)



Une grande famille s'était implantée en France vers la fin du règne de Louis XII, dans la personne de Claude de Lorraine, comte d'Aumale et duc de Guise, cinquième fils de René II, duc de Lorraine : Française, par la bataille de Marignan, par le siège d'Hesdin, par la prise de Calais ; royale, par le mariage de François II avec la célèbre Marie Stuart, de succès en succès et de faveur en faveur, elle est sur les marches du trône qu'elle tient en échec dans le conflit des guerres civiles et religieuses.

Henri de Lorraine, duc de Guise, fils aîné de François de Guise, né en 1550, entre dans la lice. Il s'agit de venger son père, assassiné devant Orléans par Poltrot de Méré, gentilhomme protestant. A celle fin, tous les moyens sont bons : d'abord la gloire, témoin la belle défense de Poitiers contre Coligny ; puis l'assassinat en grand, témoin la Saint-Barthélemy dont il fut l'instigateur et Coligny la première victime.

En 1575, il défit, près de Château-Thierry, un corps d'Allemands alliés des huguenots, et c'est là qu'il fut noblement marqué au visage et prit le surnom de Balafre. L'année suivante se forma la Ligue ; le duc de Guise en fut le chef, et le voilà traitant avec le roi d'Espagne Philippe II, qui lui envoya de l'argent ; avec le pape Grégoire XIII, qui lui permit de faire la guerre même au roi, pour maintenir la religion catholique. Sa popularité n'y perd rien, et l'autorise à rédiger un mémoire dans lequel il demande un changement de gouvernement et l'établissement de l'inquisition, et il le présente dans l'assemblée tenue à Nancy (1588). Après cet acte et malgré la défense de Henri III, il ose entrer dans Paris. On criait : Vive Guise ! comme jamais on n'avait crié : Vive le roi ! on jetait des rameaux sur son passage ; c'était une véritable marche triomphale. Il ne s'arrêta que chez la reine-mère, qui pâlit à sa vue

et ne lui adressa que quelques paroles, puis le mena chez le roi. En approchant, l'appareil militaire, déployé aux abords du Louvre, l'air morne avec lequel on répondit à ses saluts, le frappa d'une soudaine terreur. Il avait raison, car on discutait sa vie ou sa mort dans le cabinet du roi. Guise, entrant au milieu du conseil, reprit son intrépidité. « Je vous ai fait avertir de ne point venir, » demanda sévèrement le roi. — « Je voulais me justifier, » reprit Guise. Ce qu'il essaya de faire. L'indécision du roi se trahit de nouveau sous la puissante parole du Lorrain, qui se hâta de rendre ses devoirs et de sortir. Le lendemain, le duc de Guise se présenta au Louvre, non cette fois pour se justifier, mais pour faire la loi à la royauté elle-même. Toute la nuit s'était passée de part et d'autre à combiner les moyens d'attaque et de défense. Il ne fallait qu'un mot imprudent pour mettre en feu toute la capitale; ce mot imprudent, ce fut un *rodomont de cour*, comme l'appelle Pasquier, qui le prononça à la vue des forces rassemblées autour du Louvre.

En un instant la multitude commença à se remuer. Artisans, bouchers, marinières, courent aux armes, dépavent les rues, tendent des chaînes et garnissent les fenêtres de pierres; le tambour retentit de toutes parts, mêlé au son du tocsin, et bientôt la dernière barricade s'élève devant le Louvre. Henri envoie exprès sur exprès au duc de Guise, qui ordonne froidement l'émeute, et fait réponse au roi : « *Ce sont taureaux échappés, je ne puis les retenir.* » Un cri général s'élève enfin à la détonation du premier coup d'arquebusade. Les Suisses sont impitoyablement massacrés : *Bons catholiques !* s'écriaient-ils en montrant leurs chapelets; rien n'était écouté. Au déclin du jour, Guise se rend aux prières de la cour, et se dirige vers le Louvre une baguette à la main. C'était une nouvelle marche triomphale. Il demande sur-le-champ la lieutenance générale du royaume, la convocation des états-généraux, dix places de sûreté et un édit de déchéance contre les Bourbons. On se récria : la reine-mère parvint à amuser par de vaines discussions son adversaire, pendant que Henri III et toute sa cour, sacrifiant à la peur, sortaient furtivement de Paris. Le roi se rendit à Blois, où il convoqua les états-généraux. Guise s'y rendit; mais à peine était-il arrivé qu'il fut assassiné, dans le château royal, par des gardes apostés à la porte du cabinet du roi (23 décembre 1588).





HENRI IV.

Publié par Furne, à Paris



HENRI IV



Il y a deux Henri IV, le Henri IV du Pont-Neuf et le Henri IV de l'histoire. L'un à cheval, la dague au poing, le panache flottant, frappant dru sur l'Espagnol, et criant *sauve les Français*; ou bien encore contant *fleurette*, gasconnant d'heureux mots, transigeant avec sa conscience, disant que Paris *vaut bien une messe*, réduisant Chartres par le droit divin et humain, ainsi que par le *droit canon*; bras dessus bras dessous avec son compère de Rosny (Sully), et causant des moyens à prendre pour que chaque dimanche le paysan puisse mettre la poule au pot; diable à quatre, vert galant, qui sait boire et se battre. La chanson est le plus actif et parfois le plus menteur des panégyristes. Mais n'a pas qui veut cette popularité des ruelles, et Napoléon seul est venu prendre place dans les chaumières à côté du bon Henri.

L'autre Henri, sans être absous de ses fautes, qui furent grandes, n'en est pas moins un de nos meilleurs rois, et le chiffre qui accompagne son nom se fond avec lui et le relève mieux qu'une épithète louangeuse. Voltaire, son poète, ne fait pas moins pour lui comme historien. L'épée est rentrée dans le fourreau, le règne pacifique commence. La justice est réformée, et, ce qui était beaucoup plus difficile, les deux religions vivent en paix, au moins en apparence. L'agriculture est encouragée, le commerce et les arts, moins protégés par Sully, furent cependant en honneur; les étoffes d'or et d'argent

enrichissent Lyon et la France; Henri établit des manufactures de tapisseries de haute lice en laine et en soie rehaussée d'or; on commence à faire de petites glaces dans le goût de Venise. C'est à lui seul qu'on doit les vers à soie, les plantations de mûriers, malgré les oppositions de Sully. Henri fait creuser le canal de Briare, par lequel on a joint la Seine et la Loire; Paris est agrandi et embelli. Il forme la Place-Royale, il restaure tous les ponts. Le faubourg Saint-Germain ne tenait point à la ville, il n'était point pavé: le roi se charge de tout. Il fait construire ce beau pont où les peuples regardent aujourd'hui sa statue avec tendresse. Saint-Germain, Mouceaux, Fontainebleau et surtout le Louvre, sont augmentés et presque entièrement bâtis. Il donne des logements dans le Louvre, sous cette longue galerie qui est son ouvrage, à des artistes en tout genre, qu'il encourageait souvent de ses regards, comme par des récompenses. Il est enfin le vrai fondateur de la Bibliothèque royale. Quand don Pèdre de Tolède fut envoyé par Philippe III en ambassade auprès de Henri, il ne reconnut plus cette ville, qu'il avait vue autrefois si languissante: *C'est qu'alors le père de la famille n'y était pas*, lui dit Henri; *et aujourd'hui qu'il a soin de ses enfants, ils prospèrent.*

Michelet ajoute: « La France était devenue l'arbitre de l'Europe; grâce à sa médiation puissante, le pape et Venise avaient été réconciliés (1607), l'Espagne et les Provinces-Unies avaient enfin interrompu leur longue lutte (1609-1621); Henri IV allait abaisser la maison d'Autriche; si nous croyons son ministre, il prétendait fonder une paix perpétuelle et substituer un état légal à l'état de nature qui existe encore entre les membres de la grande famille européenne. Tout était prêt, une nombreuse armée, des approvisionnements de tout genre, la plus formidable artillerie du monde, et quarante-deux millions dans les caves de la Bastille. Un coup de poignard sauva l'Autriche, et plongea la France dans tous les maux d'une minorité orageuse.





SULLY.



SULLY

Maximilien de Béthune, duc de Sully, le seul ministre qui dans l'histoire marche familièrement de compagnie avec le roi son maître, naquit à Rosny (13 décembre 1559) de François de Béthune et de Charlotte d'Auvet, et fut placé jeune auprès du roi de Navarre, le père du Béarnais, qui disait de lui : « Il a un fort gentil esprit, et s'il vit, il fera un jour quelque chose de bon. » Échappé à grand'peine au massacre de la Saint-Barthélemy, il s'attacha à la fortune du jeune Henri de Navarre, plus âgé que lui de sept ans, et dont il devint bientôt le compagnon favori. A Villefranche, en Périgord, Rosny fut précipité de la brèche dans le fossé; à Marmande, à Lectoure, il partagea les dangers du Béarnais. De retour de l'expédition des Pays-Bas avec le duc d'Anjou, il épousa une riche héritière, Anne de Courtenay, et c'est de cette époque que date sa fortune. La puissance d'Henri IV grandissait de jour en jour; à Coutras, Rosny dirigeait l'artillerie; à Ivry, il eut deux chevaux tués sous lui et fut grièvement blessé en s'emparant d'un drapeau ennemi. A peine guéri, il reçut, dans une escarmouche, une balle qui lui traversa la bouche et sortit derrière le cou.

Le décorum religieux ne permettait pas encore au roi nouvellement converti la reconnaissance envers les protestants, même envers Rosny. « Prenez patience, lui écrivait-il, aussi bien que moi, et continuez à bien faire. » Las d'espérer, Rosny se retira dans ses terres. Mais Henri lui manquait et il manquait à Henri. Désormais entre eux, c'est à la vie, à la mort. Rosny expie sa mauvaise humeur par de nouveaux services. Il détache la Normandie de la Ligue; puis enfin, appelé à l'administration des finances, il applique au profit de tous cette sage économie dont il s'était si bien trouvé, lui grand seigneur, qui, pendant les misères de la guerre civile, avait *déroqué* au point de se faire parfois maquignon.

Le trésor royal était vide; la recette annuelle ne dépassait pas vingt-trois millions; la dette de l'Etat se montait à trois cents millions, somme énorme; d'autre part la guerre avait tué le commerce et l'agriculture : le nouveau ministre suffit à tout. Il fit remettre au peuple vingt millions de tailles arriérées, rem-

boursa d'abord un capital de cent millions, fit rentrer dans le domaine royal pour quatre-vingts millions de biens-fonds, réduisit l'intérêt de l'argent au denier seize, protégea l'industrie et l'agriculture : « Le labourage et pastourage, répétait-il, voilà les deux mamelles dont la France est alimentée; les vraies mines et trésors du Pérou. » Ses vues parfois furent étroites : il proscrivit les produits de l'industrie étrangère, il entrava le départ des colons au Canada, il voulut ressusciter les lois somptuaires; mais il amassa quarante-deux millions dans les caves de la Bastille, après avoir payé la dette publique et fait diminuer les tailles, tout en n'oubliant pas sa fortune personnelle. Il devint tour à tour duc de Sully, grand-maître de l'artillerie, grand-voyer de France, surintendant des finances, ambassadeur en Angleterre, gouverneur du Poitou.

La partie anecdotique de sa vie est brillante et curieuse; on connaît ses réponses à la fameuse Gabrielle, au duc d'Épernon, à la duchesse de Verneuil, sa brusquerie historique à l'égard du roi son ami, la scène de l'acte de mariage promis à la favorite, celle de la réconciliation devant la cour entière, où Henri IV lui dit : « Relevez-vous, Rosny, ceux qui nous regardent croiraient que je vous pardonne. » Ce fut en allant lui rendre visite à l'Arsenal que le roi fut frappé. Sully, profondément affligé de sa mort, eut peur du règne suivant, et s'installa dans le château de la Bastille. Son pouvoir expirait devant les Italiens de Marie de Médicis; il disparut de la cour, et fixa sa demeure à Villebon en Beauce, où il menait un train presque royal dans sa retraite. C'est le seul homme à qui on ait jamais donné le bâton de maréchal de France comme une marque de disgrâce. Il ne l'eut qu'en échange de la charge de grand-maître de l'artillerie que la reine régente lui ôta en 1634. Il écrivit ses *mémoires* sous le titre d'*Économies royales*, qui nous restent; le *Traité de la guerre*, le *Maréchal-de-camp*, les *Instructions de milice et police*, que nous n'avons plus. De temps en temps, il allait rendre ses devoirs à la cour, où les courtisans se moquaient de la forme antique de ses vêtements. Il mourut à Villebon (22 décembre 1641), à l'âge de 82 ans. Ainsi il avait vu Henri II et Louis XIV. Sa seconde femme, Rachel de Cochefilet, qui vécut 97 ans, lui fit élever à Nogent-le-Rotrou, une de ses terres, une statue et un tombeau magnifique.





CONDÉ.

Publié par Furne Paris



CONDÉ



Condé (Louis II , de Bourbon, prince de) né à Paris, le 8 septembre 1621. Il était né général. « L'art de la guerre était en lui, dit Voltaire, un instinct naturel. »

Il porta les armes dès l'âge de dix-sept ans, et se trouva au siège d'Arras en 1641. La même année, il épousa, mais à regret, et par l'expresse volonté de Louis XIII, la nièce du cardinal de Richelieu. En 1643, il parut à la tête des armées, et chassa les Espagnols de la Champagne, par la célèbre victoire de Rocroy, qui ne fut, après tout, comme dit Napoléon, qu'une glorieuse imprudence, justifiée par le succès. En Allemagne, où Turenne tenait difficilement tête à Mercy, il releva le courage des troupes, et, prodigue des autres comme de lui-même, emporta de front, après trois jours de combat acharné, la redoutable position où l'ennemi s'était retranché sous les murs de Fribourg. Voyant hésiter ses soldats, Condé avait jeté son bâton de commandement dans les rangs ennemis. Il en coûta cher pour le reprendre. (1644.) Condé quitte l'armée. La défaite de Mariendal le rappelle au secours de Turenne. Mercy est vaincu à Nordlingen, et meurt des suites de ses blessures. (1645.) Condé entre en Flandre l'année suivante, et prend Dunkerque. Jalouse de ses succès, la cour l'envoie en Catalogne, où les mauvaises troupes qu'il commande le font échouer au siège de Lérida. Il revient en Flandre, où l'on avait besoin de lui, gagne sur l'archiduc Léopold la bataille de Lens (20 août 1648), et porte le dernier coup à l'infanterie espagnole.

Le traité de Westphalie, conclu la même année, mit fin à la guerre de trente ans. Une autre devait lui succéder au-dedans de la France, guerre

petite et ridicule s'il en fut, mais qui pouvait devenir dangereuse par la rivalité de Turenne et de Condé. Sollicité par les Frondeurs et par la cour, Condé se décida pour la cour, à laquelle il rendit de très-grands services ; mais il y mit un trop haut prix et devint d'une exigence insupportable. C'est alors que fut créé pour lui et les jeunes gens qui l'environnaient le nom de *petits-maitres*. Il se faisait marchander par les deux partis en même temps. (1650.) Il fut enfermé dans la prison de Vincennes, où, comme il dit lui-même, *il entra innocent, et d'où il sortit coupable*. Soutenu des Parisiens, à la tête d'une armée levée à la hâte, il enlève, près de Gien, cinq quartiers au maréchal de Hocquincourt. La cour était perdue sans Turenne. Il reprit l'avantage, livra à Condé, dans le faubourg Saint-Antoine, une bataille longue, sanglante, indécise (1652), et le força de fuir à l'étranger. Condé s'allia avec l'Espagne. Il ne se doutait pas du peuple qui avait gagné ses victoires ; il les prit pour lui-même, et tout le monde, il est vrai, le pensait comme lui. Mais le *Mars français* ne put être le Mars espagnol. Il met le siège devant Arras (1654), Turenne le force de battre en retraite. En 1656, il défit et fit prisonnier à Valenciennes le maréchal de la Ferté. En 1657, il fait lever à Turenne le siège de Cambrai, et perd, de concert avec Don Juan d'Autriche, qui reste sourd à ses conseils, la décisive bataille des Dunes. La lassitude des partis épuisés leur fit poser les armes, et enfanta le traité des Pyrénées. Condé obtint son pardon et revint en France (1660). En 1663, il conquit la Franche-Comté pour Louis XIV, et prit Dôle en personne. En 1672, il eut le poignet cassé au passage du Rhin. Deux ans après, il gagna la bataille de Senef (1674), que sa témérité rendit la plus meurtrière du siècle. L'année suivante, il remplaça Turenne, mort en Allemagne, et, par d'habiles manœuvres, arrêta les progrès de Montecuculli.

Là se termine sa vie militaire. Retiré à Chantilly, il se plut à orner ce noble séjour avec autant de goût que de magnificence. Ce fut à Fontainebleau que la mort le frappa, le 11 décembre 1686. Les poètes, dont il s'était déclaré le protecteur, s'inspirèrent souvent de son nom ; mais le plus grand de tous les surpassa tous et se surpassa lui-même dans l'oraison funèbre qu'il jeta comme un magnifique adieu aux gloires et aux vanités de ce monde.





COLBERT.





COLBERT



L'une des gloires de Louis XIV, a dit *Michelet*, c'est d'avoir gardé vingt-deux ans pour ministre Colbert, l'un des hommes qui ont le plus fait pour la gloire de la France. Mazarin, à son lit de mort, l'avait légué au roi, son maître. C'était le petit-fils d'un marchand de laine de Reims, à l'enseigne du *Long-Vêtu*, qui, arrivé au pouvoir, se prit à rougir de son obscurité, et ne voulant pas être le premier de son nom fit enlever la pierre qui couvrait la tombe de son grand-père et lui substitua un marbre fastueux, aux armes d'un prétendu chevalier écossais. Ce n'est pas cette généalogie d'emprunt qui aurait dû le protéger contre la fureur d'un peuple insensé qui l'insulta au jour néfaste de ses funérailles; mais le bien qu'il fit à tous par un sentiment profond de justice pour tous, et la révolution qu'il opéra dans les finances, dans le commerce, dans l'industrie, dans la marine, par le fait seul de sa haute et puissante intelligence.

Lorsqu'il entra aux affaires, en 1661, les recettes étaient de quatre-vingt-quatre millions, les charges de cinquante-deux, le revenu net de trente-un. En 1670, malgré les guerres, il avait élevé le revenu net à soixante-dix millions et réduit les charges à vingt-cinq. Sa première opération financière, la réduction des rentes, porta une grave atteinte au crédit. Ses règlements industriels furent singulièrement vexatoires et tyranniques. Il faut en accuser l'amour de l'ordre poussé à l'excès que Colbert, dans ses opérations mathématiques, imprimait aux hommes comme aux machines. Plusieurs établissements furent fondés par lui, tous lui doivent de vifs encouragements. Venise ne nous impose plus ses glaces, la Hollande ses draps. Les nobles larcins faits à l'industrie de nos voisins étaient d'autant plus faciles que leurs manufactures étaient soutenues par des Français. Leur génie se montrait partout, excepté chez eux, et la France n'eut qu'à rappeler ses enfants dispersés pour rivaliser avec l'industrie

étrangère. La manufacture de tapisserie des Gobelins est établie au faubourg Saint-Marceau, en 1667, sous la direction de Lebrun. La manufacture de Beauvais date à peu près de la même année.

Après avoir créé l'industrie, il fallait lui ouvrir des débouchés ; il fallait créer le commerce. Il créa des comités consultatifs de marchands, établit des entrepôts francs, fit des routes, assura le commerce de mer par la destruction des pirates ; en même temps il portait dans l'administration politique une main hardie. Il défendait de rien vendre ou léguer à fonds perdu aux communautés, en 1661. Il restreignit les exemptions d'impôts que les ecclésiastiques, les nobles et les bourgeois des villes franches étendaient à leurs fermiers en les présentant comme simples valets. Il révoqua, en 1664, toutes les lettres de noblesse expédiées depuis 1630. Il déclara casuels tous les offices comptables, afin de les supprimer peu à peu. On reproche à Colbert d'avoir encouragé le commerce plus que l'agriculture. Cependant il défendit de saisir, pour paiement de la taille, les lits, habits, chevaux, bœufs et outils des laboureurs, et seulement le cinquième du bétail. Il maintint le blé à bas prix en défendant l'exportation. Il faut considérer que, la plus grande partie des terres étant alors entre les mains des grands et de la noblesse, les encouragements donnés à l'agriculture auraient moins profité au peuple qu'à l'aristocratie. Au contraire, le commerce était entre les mains de la classe moyenne qui commençait à s'élever.

Cet homme, sorti d'un comptoir, avait le sentiment de la grandeur de la France. Il oubliait son économie pour toutes les dépenses glorieuses. « Il faut, » écrivait-il à Louis XIV, « épargner cinq sous aux choses non nécessaires et « jeter les millions quand il est question de votre gloire. Un repas inutile de « 3,000 livres me fait une peine incroyable, et lorsqu'il est question de millions « d'or pour la Pologne, je vendrais tout mon bien, j'engagerais ma femme et « mes enfants, et j'irais à pied toute ma vie pour y fournir. »

Les principaux monuments de Louis XIV, ses plus beaux établissements, Observatoire, Bibliothèque, Académie, tout cela revient à Colbert. Il fit donner des pensions aux gens de lettres, aux artistes de France et même des pays étrangers. Il n'y avait point de savant distingué (dit un contemporain), quelque éloigné qu'il fût de la France, que les gratifications n'allassent trouver chez lui. « Quoique le roi ne soit pas votre souverain, écrivait-il au Hollandais Isaac « Vossius, il veut néanmoins être votre bienfaiteur. »

L'ingratitude du roi, inspirée par Louvois, précéda celle du peuple. Colbert mourut le 6 septembre 1683. Pour lui la postérité ne commença qu'avec Voltaire.





Rogier ex.

Pigeot sc.

DUQUESNE.

Pl. de la marine



DUQUESNE

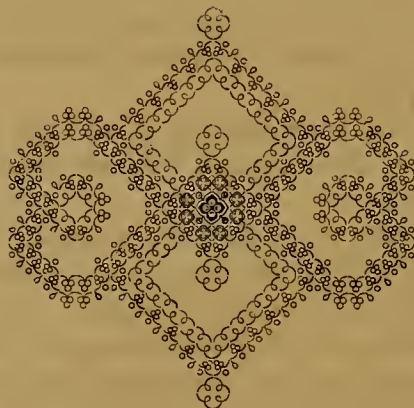
Duquesne (Abraham), né à Dieppe en 1610 , une des gloires de la marine française , eut pour maître son père , habile capitaine de vaisseau. Dès l'âge de 17 ans, il servit avec distinction au siège de La Rochelle. En 1637 il se trouva à l'attaque des îles Sainte-Marguerite, et l'année d'après il contribua beaucoup à la défaite de l'armée navale d'Espagne près de Gattari. Ce ne furent depuis que des actions hardies ou des victoires. Il se signala devant Tarragone en 1641, devant Barcelone en 1642, et l'an 1643 dans la bataille qui se donna au cap de Gates contre l'armée espagnole.

L'année suivante, 1644, les troubles de la minorité de Louis XIV ne permettant pas de poursuivre ces avantages, la France prêta Duquesne à la Suède. La Suède s'en trouva bien.

Duquesne, rappelé en 1647, fut destiné à commander l'escadre envoyée à l'expédition de Naples. En 1650 il fait ce que le gouvernement ne pouvait faire; il arme une escadre à ses frais et soumet Bordeaux. En 1673, il se couvrit de gloire dans le combat où le comte d'Estrées, uni au prince Robert, amiral anglais, combattit Ruyter et Tromp. La lutte va devenir personnelle entre Duquesne et Ruyter; la Sicile en sera le théâtre. Les flottes réunies de Hollande et d'Espagne sont vaincues le 8 janvier, le 22 avril et le 2 juin 1676. Ruyter fut tué dans le second combat. Son cœur ayant été enfermé dans une urne, pour être porté dans sa patrie, la frégate hollandaise chargée de cette commission, prise par un bâtiment français, fut conduite au lieutenant-général; il ne voulut pas recevoir l'épée du capitaine, passa sur son bord, s'approcha du vase qui renfermait le cœur, et dit : « Voilà donc les restes d'un grand homme ! Il a trouvé la mort dans les hasards qu'il a tant de fois bravés. » Puis il ajouta : « Capitaine, votre commission est trop respectable pour qu'on vous arrête. » Et il lui fit donner un passeport.

L'Asie et l'Afrique furent aussi témoins de la valeur de Duquesne. Les vaisseaux de Tripoli, qui était alors en guerre avec la France, se retirèrent dans le port de Chio, sous une des principales forteresses du grand-seigneur, comme dans un asile assuré. Duquesne alla les foudroyer avec une escadre de six vaisseaux, et après les avoir tenus long-temps bloqués, les obligea à demander la paix à la France. Alger et Gênes furent forcés de même par ses armes à implorer la clémence de Louis XIV.

Duquesne était protestant, mais ses services étaient catholiques, comme disait sa femme, et le roi ne crut que faiblement le récompenser par le don de la terre de Bouchet, près d'Étampes, qu'il érigea en marquisat sous le nom de *Duquesne*. Ce fut le seul qu'il excepta de la proscription lancée contre les calvinistes, par la révocation de l'édit de Nantes. Duquesne mourut à Paris, le 2 février 1688, avec le titre de lieutenant-général des armées navales de France.





LE MARÉCHAL DE LUXEMBOURG.

Publié par Furne, Paris



LUXEMBOURG



Luxembourg (François-Henri de Montmorenci-Bouteville duc de) était fils posthume du fameux Bouteville, décapité, par ordre de Richelieu, pour s'être battu en plein jour à la place Royale.

La princesse de Condé, sa parente, se chargea de l'avenir du jeune orphelin; elle le produisit à la cour et le donna pour aide-de-camp à son fils, depuis le Grand Condé. Bouteville fit sa première campagne en 1647 et se distingua tellement l'année suivante qu'après la bataille de Lens, où il fit des prodiges de valeur, Anne d'Autriche le nomma maréchal-de-camp. Il avait à peine atteint sa vingtième année.

L'amitié qu'il portait au prince de Condé le détermina à suivre le parti de ce prince dans les troubles de la Fronde. On sait assez les maux que la France eut à souffrir à cette désastreuse époque, et comment le mariage de Louis XIV avec la fille de Philippe IV y vint mettre un terme (1659). Si le malheur des temps et les intrigues de cour portèrent Bouteville à combattre contre sa patrie, il fit voir d'une manière éclatante que son dévouement pour son ami en fut la seule cause; car, quelque temps après son retour en France, le roi d'Espagne lui ayant envoyé 60,000 écus, comme récompense de ses services, il les refusa avec une noble fierté. « Je n'ai jamais entendu, dit-il, être « au service d'Espagne; je ne recevrai de bienfaits que de la main de mon roi. » Bouteville cependant n'était pas riche.

Peu de temps après il épouse l'héritière de la maison de Luxembourg, prend le nom de sa femme, sous lequel il est désigné désormais, et le couvre d'une gloire nouvelle. En 1667, la guerre recommence avec l'Espagne. Luxembourg sert comme simple volontaire, et Turenne a plus d'une occasion de le désigner à l'attention du roi. Condé ayant reçu le commandement d'une autre armée, il devint l'un de ses lieutenants-généraux. Chargé par Louis XIV de la direction d'une armée contre la Hollande (1672), il obtient d'abord les plus éclatants succès; forcé ensuite d'évacuer ce pays, il sort d'Utrecht avec 16,000 hommes, traverse une armée de 70,000 combattants et arrive, après

21 jours de marche, à Charleroi sans avoir perdu un seul homme ni un seul chariot. Cette belle retraite le place alors au rang des plus grands capitaines.

Maréchal de France après la mort de Turenne (1675), il n'ajoute rien d'abord à sa réputation ; mais la campagne de 1677 sera pour lui l'occasion d'une suite non interrompue de victoires et de triomphes.

Vers le même temps, Luxembourg et Louvois, jusqu'alors étroitement unis, se bronillèrent, et la haine du ministre parvint à impliquer le maréchal dans la scandaleuse *affaire des poisons*.

Luxembourg se rend lui-même à la Bastille et demande vainement à être jugé par ses pairs. Les accusations dont il fut l'objet étaient aussi improbables qu'atroces, et, après une détention de 14 mois, il fut absous par un arrêt de la chambre ardente (14 mai 1680). Il ne revint cependant à la cour qu'en 1681, et reprit son service de capitaine des gardes-du-corps, sans que jamais Louis XIV lui parlât de cette odieuse affaire, mais aussi sans pouvoir obtenir la permission de rechercher et poursuivre ses dénonciateurs. Près de dix années se passèrent ainsi, lorsque, le roi lui ayant donné le commandement de l'armée de Flandre, Luxembourg se vengea dignement des injustices dont il avait été victime, en remportant de nouvelles victoires à Fleurus (1690), à Lens (1691), à Steinkerque (1692), à Nerwinde (1693). Vingt mille combattants périrent à cette dernière bataille, et c'est à cette occasion qu'on dit « qu'il fallait « chanter plus de *De profundis* que de *Te Deum* ; la cathédrale de Paris fut « remplie de drapeaux ennemis. Le maréchal s'y étant rendu quelque temps « après avec le prince de Conti, pour une cérémonie, ce prince dit, en écar- « tant la foule qui embarrassait la porte : *Messieurs, laissez passer le tapissier « de Notre-Dame.* » (Biog. Univ.)

Luxembourg termina sa glorieuse carrière par la marche savante qu'il fit en présence des ennemis depuis Vignamont jusqu'à l'Escaut, près de Tournai. Il tomba malade le 31 octobre 1694 et expira le 4 janvier 1695. Sa mort fut le terme des victoires de Louis XIV.

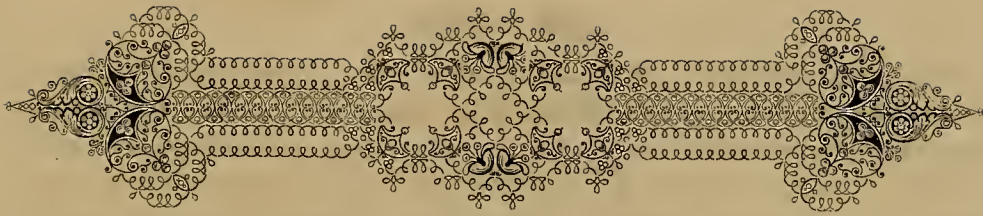
« Le maréchal de Luxembourg avait dans le caractère des traits du grand « Condé, dont il était l'élève, un génie ardent, une exécution prompte, un « coup d'œil juste, un esprit avide de connaissances, mais vaste et peu réglé, « plongé dans les intrigues de femmes, toujours amoureux et même sou- « vent aimé, quoique contrefait et d'un visage peu agréable, ayant plus de « qualités d'un héros que d'un sage, il est aujourd'hui généralement regardé, « par les militaires, comme le premier homme de guerre qui ait connu l'art « de manœuvrer et combattre de grandes armées. » (VOLTAIRE.)





TOURVILLE.

Publié par Furne, Paris



TOURVILLE

1642 — 1701

Tourville (Anne-Hilarion de Cotentin, comte de) naquit à Tourville en 1642. Chevalier de Malte à quatorze ans, à dix-huit il est embarqué sur la frégate du chevalier d'Hocquincourt, et trois blessures qu'il reçoit dans un combat à l'abordage contre deux vaisseaux algériens, lui donnent un brevet de courage viril qui met un terme aux sarcasmes de ses camarades sur son air efféminé. En 1666, la reconnaissance de Venise lui donne le titre de *Protecteur du commerce* et d'*Invincible*.

Son retour fut un vrai triomphe, et Louis XIV arracha le jeune héros à ses succès de cour en lui donnant le titre de capitaine de vaisseau. Tourville n'avait que vingt-quatre ans.

Le duc de Beaufort, dans l'expédition de Candie, le comte d'Estrées, dans la guerre de 1671, le chevalier de Valbelle, dans l'expédition de Messine, l'associent à leur gloire ; Duquesne y ajoute la grande page de la bataille d'Agousta, 21 avril 1676, dans laquelle Ruyter fut tué. Le grade de chef d'escadre mit plus en relief une intelligence dont l'expression n'avait été que le courage et l'obéissance. Le premier acte qu'il contresigne, en se détachant du marquis de Vivonne dont il commande l'avant-garde, est une victoire improvisée près de Palerme, contre les forces combinées de l'Espagne et de la Hollande. La paix de Nimègue donne comme distraction à Tourville quelques expéditions contre Alger et Tripoli, et comme récompense le titre de lieutenant-général des armées navales. Dès lors il marche à côté de Duquesne, et leurs succès sont assez nobles, assez grands, pour qu'ils les partagent sans envie.

L'humiliation d'Alger, 1683, précède d'une année l'abaissement de Gènes. Ceuta est témoin d'une nouvelle défaite des pirates; et si Tourville, 1689, nommé vice-amiral des mers du Levant, s'arrache aux parages de l'Afrique, c'est pour soutenir la cause de Jacques II contre l'Angleterre et la Hollande. La rencontre près de l'île de Wight, le 10 juillet 1690, et dans la baie de Tingsmouth, semble d'un augure favorable à Louis XIV, qui veut frapper un grand coup pour relever la fortune du roi son protégé.

La bataille de La Hogue renversa cette haute et légitime espérance. Le duc de Vendôme écrivit au comte de Tourville que « bien des généraux, en remportant la victoire, n'avaient point acquis autant de réputation que lui en la perdant. » L'amiral Russel le félicita sur la bravoure qu'il avait montrée en l'attaquant avec des forces tellement inférieures et en soutenant un combat si inégal. Louis XIV lui rendit la même justice. Quand il apprit la perte de ses vaisseaux il demanda : *Tourville est-il sauvé? car pour des vaisseaux on en peut trouver, mais on ne trouverait pas aisément un officier comme lui.*

Il avait obéi : c'était un mérite que le non-succès n'affaiblit pas, et Tourville reçut le bâton de maréchal de France le 27 mars 1693. La même année, 27 juin, Tourville prit une éclatante revanche à l'affaire de Lagos et devant Malaga. Depuis cette époque jusqu'à la paix de Ryswick, en 1697, il fit encore quelques expéditions pour protéger les côtes de la Provence; mais sa santé se trouvant affaiblie, il se vit forcé d'abandonner entièrement le service de la mer, et revint à Paris, où il mourut le 28 mai 1701, laissant à son pays un nom illustré par de grandes actions militaires et de savantes instructions qui hâtèrent les progrès de la marine française.

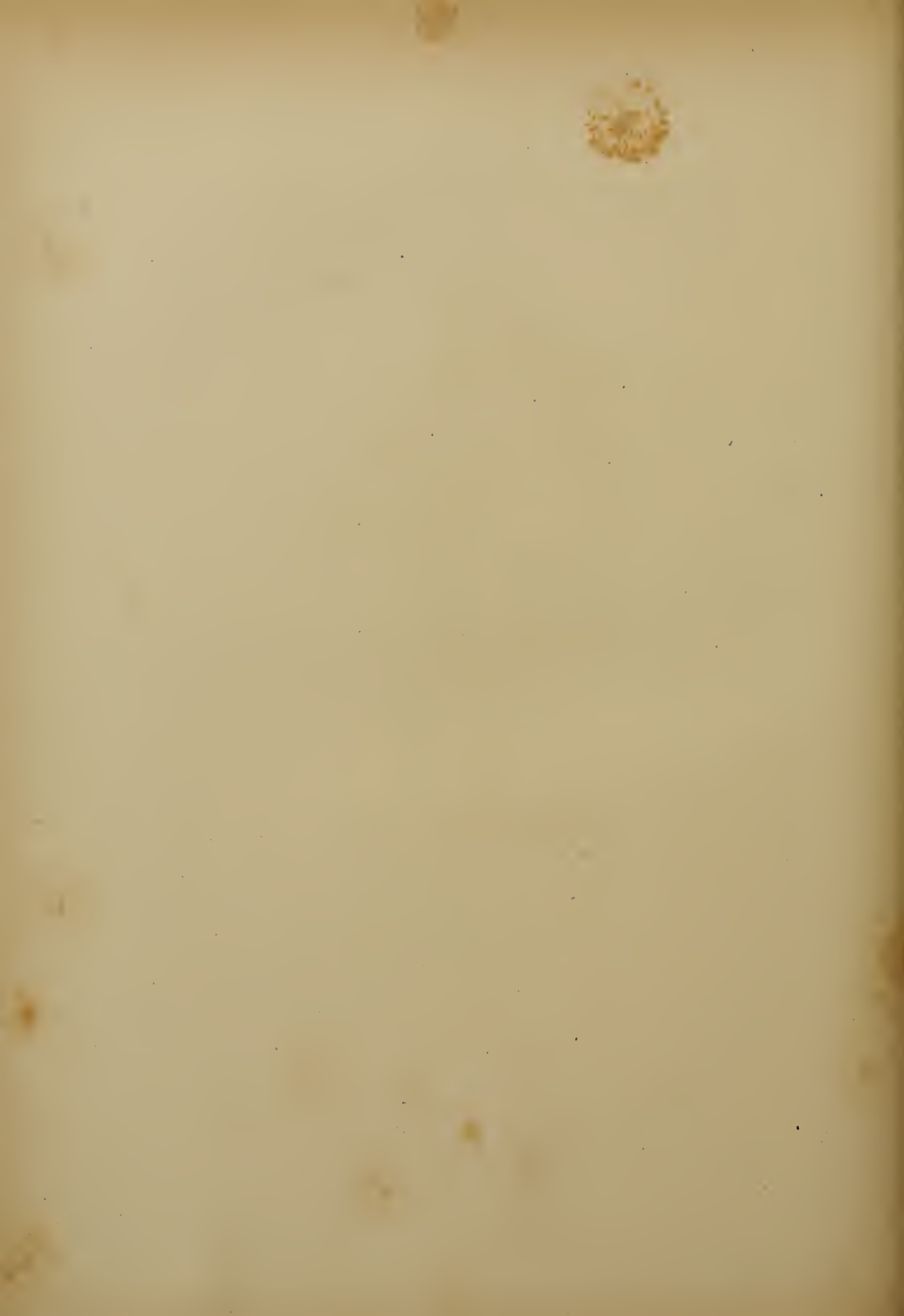




Figesot sc

CATINAT.

Publié par Furne, à Paris





CATINAT



Nicolas de Catinat, maréchal de France, naquit le 1^{er} février 1637. Sa première éducation fut celle d'un homme destiné à la magistrature, qui était la profession de ses pères. Une cause qu'il perdit à son début lui fit prendre en dégoût la justice que, dans son sens droit et loyal, il avait confondue avec l'équité. Il quitta la toge pour les armes, et il figura avec distinction dans les campagnes de 1672 à 1675. Blessé à la bataille de Senef, le grand Condé lui écrivit : « Personne ne prend plus de part que moi à votre blessure; il y a si « peu de gens faits comme vous, qu'on perd trop quand on les perd.» Nommé major-général de l'armée qui devait agir en 1676 entre la Meuse et la Moselle sous les ordres du maréchal de Rochefort, il courait grand risque de languir dans les détails de l'état-major, si M. de la Feuillade, non par intérêt, mais pour donner place à un autre, n'eût assuré au roi qu'on pouvait faire de M. de Catinat un général, un ministre, un ambassadeur, un chancelier, et M. de Louvois le mit à l'essai en l'envoyant à Pignerol négocier avec le duc de Mantoue l'entrée des troupes françaises dans la ville de Casal. Le négociateur fit bientôt place au général, qui gagna le 18 août 1690 la bataille de Staffarde, et le 4 octobre 1693 étrenna noblement le bâton de maréchal à la bataille de Marsaille. Le choix du roi avait été approuvé de la France entière, et Catinat s'était placé si haut que les revers même ne lui firent rien perdre de sa popularité. C'était à la cour qu'on le battait en brèche; mais Louis XIV persistait dans son estime, et il fallut la malheureuse affaire de

Carpi (9 juillet 1701) pour qu'il semblât douter, non du talent, mais de la fortune du maréchal. Cependant la responsabilité n'eût dû peser que sur Villeroi qui commandait en chef, et sur le duc de Savoie, dont la perfidie était avérée. Le père *La Pensée* (c'était le surnom militaire de Catinat) dut songer à la retraite; déjà depuis quelque temps il y était préparé, et, de retour à Paris, il se contenta de dire au roi : « Les gens qui ont cherché à me « nuire peuvent être très-utiles; j'étais pour eux un objet d'envie. Quand je « n'y serai plus, Votre Majesté tirera d'eux un fort bon parti. » Les affaires n'allèrent pas mieux; le prince Eugène d'une part et Villeroi de l'autre y pourvoyaient; alors Louis XIV eut la velléité de renvoyer le maréchal commander l'armée d'Italie; mais l'intrigue vint encore à l'encontre de sa volonté, et Catinat, chargé du poids d'un mot heureux « Votre présence suffira », prit le commandement de l'armée d'Alsace. Le maréchal fit de son mieux, et tandis qu'il se résignait à la défensive dans Strasbourg, Villars entraît brillamment en scène par la victoire de Fridlingue. Catinat n'en fut pas jaloux, et, ayant reçu du roi la permission de quitter l'armée, donna pour mot d'ordre *Paris et Saint-Gratien*.

C'est dans sa terre de Saint-Gratien qu'il mourut le 25 février 1712, âgé de 74 ans, ne laissant pour toute postérité, comme Épaminondas, que Staffarde et Marsaille. Son portrait se trouve dans une lettre attribuée à M^{me} de Maintenon. « Peu de personnes ont connu M. de Catinat parce qu'il n'aimait pas à se communiquer. A la cour il ne plaisait point. Son extérieur ne promettait pas un grand homme. Paris le connaissait à peine. A l'armée il était adoré. Jamais homme n'eut moins d'amis, mais ce peu d'amis avait un zèle et une admiration qu'on ne voit guère à l'amitié. Lorsqu'il n'était point employé, ils disaient qu'il était capable de tout. Il s'éleva sans cabale, il ne se prôna jamais; il ne daigna parer aucun coup que des envieux (car il n'avait point d'ennemis) lui portèrent. Il mourut tranquille, ne craignant rien, n'espérant rien, ne désirant rien, et peut-être ne croyant rien. » Son épitaphe, composé par le père Sanadon, détruit ce soupçon de scepticisme par ces mots : « Sa vie fut celle d'un juge, et sa mort celle d'un chrétien. »





DUGUAY- TROUIN.

Publié par Furne, Paris



DUGUAY-TROUIN

1673 — 1736

Duguay-Trouin naquit à Saint-Malo, le 10 juin 1673, d'une famille d'armateurs, qui, depuis deux siècles, possédait en Espagne le consulat de Malaga. Destiné d'abord à l'Église, ses écarts de jeunesse le firent rappeler de Caen, où il faisait sa philosophie (1689). Il s'embarqua, comme volontaire, sur une frégate armée en course par ses parents. Son apprentissage fut rude : une tempête, un naufrage imminent, un abordage, un incendie à bord. Dès la seconde tournée en mer sa réputation de brave marin était faite ; il avait assisté, sur une frégate de vingt-huit canons, à l'enlèvement d'un convoi anglais avec son escorte. En 1691, promu au commandement d'un brick de quatorze canons, il brûla deux navires dans la rivière de Limerick, en Irlande, et s'empara d'une forteresse ; en 1692, sur un vaisseau de dix-huit canons, il prit deux frégates et une partie des voiles marchandes qu'elles escortaient ; en 1693, il enleva à l'abordage, dans la Manche, deux corvettes anglaises, chacune de même force que la sienne, vingt-huit canons. En 1694, sur une frégate de quarante canons, près des Sorlingues, il tomba dans une escadre anglaise de six vaisseaux, et l'attaqua sans hésiter. Le combat fut sanglant, son équipage eut peur et se cacha à fond de cale ; il y fit jeter des grenades ; le feu prit au magasin de poudre, il l'éteignit lui-même ; le pavillon national fut abaissé, il voulait le faire remonter, lorsqu'un boulet le renversa sur le pont sans connaissance. Le capitaine anglais le traita en homme de cœur ; mais une Anglaise, à laquelle il avait su plaire, fit mieux encore, en facilitant son évaison de Plymouth. De retour

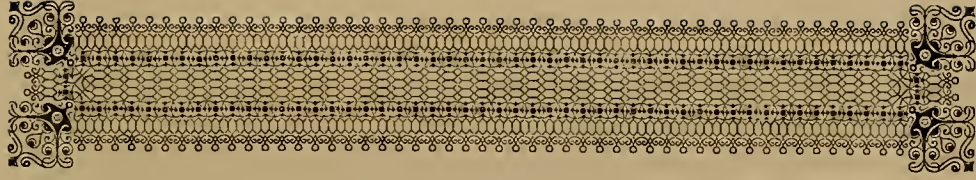
en France, et nommé commandant d'un vaisseau du roi, il dispersa sur les côtes d'Angleterre un convoi de soixante voiles, et prit deux vaisseaux de guerre. En 1695, avec M. de Beaubriant, il s'empara de trois gros vaisseaux de la Compagnie des Indes; puis il arma *le Sans-Pareil*, une de ses prises à Port-Louis, et traversa la flotte anglaise avec deux vaisseaux hollandais, qu'il avait forcés d'amener. Chargé, en 1696, d'attaquer l'escadre hollandaise de Bilbao avec trois vaisseaux de guerre, il fit prisonnier, après une lutte terrible, le baron de Wassenaer, qu'il présenta lui-même à Louis XIV; et comme dans son récit il disait: « J'ordonnai à *la Gloire* (c'était le nom de son vaisseau) de me suivre. » — « Elle vous fut fidèle, repartit le roi. »

Entré dans la marine royale, capitaine de frégate légère, capitaine en second, il aborda un vaisseau hollandais sur les côtes d'Espagne, et tailla en pièces l'équipage (1702). En 1703, avec cinq navires, il se défendit contre quinze, et ruina les vaisseaux baleiniers sur les côtes du Spitzberg, où il fut arrêté par les glaces. Dans les trois années suivantes, même succès: deux vaisseaux enlevés, l'un de cinquante-quatre, l'autre de soixante-douze canons. Il fut nommé chevalier de Saint-Louis. En 1707, avec le comte de Forbin, il détruisit un convoi qui portait en Espagne des renforts à l'archiduc. Mais la plus célèbre de ses expéditions fut celle de Rio-Janeiro, qui fut organisée par une compagnie de négociants. Soixante vaisseaux marchands, trois vaisseaux de guerre, deux frégates, brûlés ou pris; les magasins de la ville pillés, les fortifications détruites en onze jours; six cent dix mille crusades levées à titre de contribution: ce fut un domnage de vingt-cinq millions pour la colonie (1711). Le roi accorda à Duguay-Trouin des lettres de noblesse, la nation les ratifia. De Brest à Paris il y eut foule sur les chemins. Sa carrière militaire était terminée avec la paix d'Utrecht. En 1715, il fut nommé chef d'escadre et commandeur de Saint-Louis; en 1727 lieutenant-général. En 1731, il parcourut en tous sens la Méditerranée, avec une flotte française, pour régler les intérêts du commerce. Duguay-Trouin mourut le 26 septembre 1736, après avoir recommandé sa famille au cardinal de Fleury. La rédaction de ses Mémoires avait occupé les loisirs de ses dernières années. Il s'éteignit presque le dernier de cette brillante lignée de marins qui avait surgi si à propos dans ce siècle de toutes les gloires.





LE DUC D'ORLÉANS RÉGENT.



LE DUC D'ORLÉANS RÉGENT

Orléans (Philippe, duc d'), fils de Philippe de France, duc d'Orléans, frère unique de Louis XIV, et de Charlotte-Élisabeth de Bavière, naquit à Saint-Cloud en 1674. Dans sa jeunesse rien ne lui réussit à la cour de Louis XIV, ni le courage, ni l'esprit, ni la licence, ni la résignation à la vie privée. A Mons, à Steinkerque, à Nerwinde, il paya si bien de sa personne que le roi lui fit l'honneur de le jalouser. Mais s'il ne lui permit pas de faire la campagne de 1694, il lui imposa le mariage avec mademoiselle de Blois, une des filles légitimées de madame de Montespan. Duc d'Orléans en 1701, il n'est arraché à ses plaisirs à huis clos que par la succession d'Espagne qui lui donne des vellétés de royauté, et l'élève au rang de criminel d'état. Le duc de Bourgogne intervint, et le duc d'Orléans sauva sa tête par un dés-aven solennel de ses prétentions. Bientôt la mort fauche autour du vieux roi, et des soupçons injurieux planent sur le premier prince du sang. Son innocence fut avérée; mais Louis XIV lui garda rancune, et par son testament il ne lui laissa que la présidence d'un conseil de régence, et confia la personne du jeune roi au duc du Maine. Le testament fut cassé. La régence du duc d'Orléans commence. Les jansénistes supplantent les jésuites; les parlements sont réintégrés dans le droit de faire des remontrances; la paix est maintenue à tout prix; 25,000 soldats sont réformés; la France renonce à la cause perdue des Stuarts; et, en 1718, on avait éteint 400 millions de dettes. Mais Law paraît avec son fameux système dont on abuse, et la détresse ne tarda pas à se montrer plus effrayante que jamais. Dans le lit de justice du 18 août 1718, le régent déploya une fermeté et une présence d'esprit admirables. La duchesse du Maine joue son va-tout dans la conspiration de Cellamare dont justice est faite. La guerre est déclarée à l'Espagne (1719), et Philippe V est forcé de renvoyer Alberoni. La paix rétablie, vient la peste, viennent les querelles religieuses, viennent les grandes colères du peuple. C'était à dégoûter du pouvoir un

homme moins philosophe que le régent. Il tint bon, Dubois aidant, son singulier acolyte, qui jouait si drôlement le cardinal et le premier ministre. Quand enfin l'heure de la majorité (15 février 1723) a sonné, le duc d'Orléans rejette le manteau qu'il a bien porté, mais qui le gênait depuis huit ans, et s'agenouille devant le jeune roi son seigneur et maître, qui doit se trouver bien surpris de vivre, s'il a entendu la moitié des infâmes propos qu'on a tenus sur son cousin, que Louis XIV avait nommé un fanfaron de crimes. Soulagé d'un grand poids, le duc d'Orléans respire; mais la vie privée lui est défendue, et le voici appelé aux fonctions de premier ministre par la mort de Dubois, sa créature. Quitter le Palais-Royal pour Versailles, c'était cruel; mais le duc d'Orléans se résigna. Il voulut faire marcher de front les affaires et les plaisirs: les plaisirs le tuèrent dans les bras de la duchesse de Phalaris (25 décembre 1723). Philippe d'Orléans eut de sa femme un fils et trois filles, dont l'une épousa le duc de Berri, l'autre le duc de Modène, et la troisième fut abbesse de Chelles. Il eut deux fils naturels, dont l'un fut légitimé et devint grand-prieur de Malte, l'autre se fit avantageusement connaître sous le nom d'abbé de Saint-Albin, et devint archevêque de Cambrai. La mère du régent était morte une année avant lui, et la malignité avait lancé un trait sanglant à cette occasion, en proposant d'inscrire sur le tombeau de cette princesse: *ci-gît l'oisiveté*; le reste se devine. Le duc d'Orléans avait fait la musique de deux opéras, dont Laffare composa le poème, et qui furent joués dans son palais. On voyait, avant la révolution, sur les murs du château de Meudon, de très-belles peintures de sa composition. Parmi ses ouvrages en gravure, on distingue les estampes d'une belle édition de *Daphnis et Chloé*, traduit par Amyot. Lémontey fait remarquer comme un jugement de la Providence le sort des trois monuments qui subsistent de l'administration du régent. Il acheta le diamant de Pitt auquel son nom demeure attaché; il fonda dans la Louisiane la Nouvelle-Orléans; il occupa l'île de France, et fit de cet écueil stérile un port et une colonie. L'île de France a passé dans la main des Anglais, la Nouvelle-Orléans est au pouvoir des Américains; mais nous avons gardé le diamant.





LE MARÉCHAL DE SAXE.

Publie par l'urne, Paris.



MAURICE, COMTE DE SAXE

MARÉCHAL DE FRANCE



Maurice, comte de Saxe, naquit à Dresde le 19 octobre 1696. Bâtard d'un roi, il eut le choix d'une patrie, et la France, qui devait être la sienne, le vit faire ses premières armes contre elle et prendre part à la triste victoire de Malplaquet. Content de s'être trouvé face à face avec Charles XII au siège de Stralsund, il va se ranger en Hongrie sous les drapeaux du prince Eugène. Après la campagne de Turquie, il part brusquement pour Paris et se fait présenter au duc d'Orléans régent, par le comte de Charolais et le prince de Dombes, qu'il avait vus au siège de Belgrade. Il accepte le grade de maréchal-de-camp (1720) et prend le commandement du régiment allemand de Greder. L'espoir d'être élu duc de Courlande par la protection de son père Auguste II, électeur de Saxe, roi de Pologne, le jette dans une vie d'aventures dont le dénouement aurait pu être le trône de la Russie. Mais Anna Iwanowna ne lui pardonna pas de l'avoir trompée, et le comte de Saxe nous revient maréchal-de-camp comme devant, et faisant merveille au siège de Philipsbourg et dans les deux campagnes suivantes. Nommé lieutenant-général en 1736, il reprend ses projets sur le duché de Courlande, et du haut de ses prétentions malheureuses retombe dans ses *rêveries* militaires (1738) dont six années auparavant il avait jeté l'ébauche en treize nuits. La théorie sans l'application n'eût pas été de son goût, et la prise de Prague et d'Egra, la défense de l'Alsace, étaient d'assez beaux faits d'armes que ne ternit point le non-succès de l'expédition ébauchée en faveur du prince Édouard, fils du prétendant. Créé maréchal de France (mars

1743), Maurice se couvrit de gloire dans la campagne de 1744 ; mais la victoire de Fontenoy, dont on a fait grand bruit, fut gagnée moins par le maréchal qu'en dépit du maréchal, qui avait commandé deux grandes fautes et eut le bonheur de ne point être obéi. Louis XV ne vit que le résultat. Il donna à Maurice la jouissance du château de Chambord avec quarante mille francs de revenu sur le domaine. Malgré son état de souffrance, le maréchal ne quitta point l'armée, et la prise d'Ath et de Bruxelles amena la capitulation signée par le prince de Kaunitz, qui joua plus tard un si grand rôle à la cour d'Autriche. Le retour du maréchal à Paris fut un véritable triomphe, et il ne repartit pour l'armée que bien et dûment naturalisé. La bataille de Rocoux, 11 octobre 1746, est le plus beau fait d'armes de Maurice, et la reconnaissance du roi pour le vainqueur alla si loin qu'il voulut rétablir en sa faveur la charge de connétable ; moins le titre, il lui en conféra les honneurs et les privilèges en le nommant maréchal-général de ses armées. C'était l'héritage de Turenne que personne jusque là n'avait recueilli. La bataille de Laufeld, la brillante prise de Berg-op-Zoom et de Maestricht amènent la paix d'Aix-la-Chapelle, et le conquérant des Pays-Bas, qui, au dire du grand Frédéric, était le professeur de tous les généraux de l'Europe, jouissait noblement des loisirs que la munificence de Louis XV lui avait faits, lorsqu'une fièvre putride l'enleva le 30 novembre 1750, à l'âge de cinquante-quatre ans. On ne put chanter un *De profundis*, suivant l'expression de Marie Leczinska, pour un homme qui avait fait chanter tant de *Te Deum*. Il était luthérien, et le roi n'osa pas lui ouvrir les caveaux de Saint-Denis ; mais il lui fit élever dans le temple de Saint-Thomas, à Strasbourg, un magnifique mausolée qui est le chef-d'œuvre de Pigalle. C'est sur la pierre de ce monument que quelques grenadiers français, partant pour l'armée, allèrent aiguïser leurs sabres. Un mot de lui avait à jamais établi sa popularité. Comme un lieutenant-général lui demandait pour un coup de main le sacrifice d'une vingtaine de grenadiers, il répondit : « Passe encore si c'était des lieutenants-généraux. L'Académie ne lui tint pas rancune d'avoir refusé le fauteuil qu'elle lui offrit, et son nom est le premier qu'elle proposa pour sujet d'éloge en 1759, contrairement aux habitudes prises des lieux communs de morale ; mais si le maréchal écrivait : *Ils veule me fere de la Cademie, cela miret comme une bage a un chas*, il pensait bien et voyait bien ; car, près d'un demi-siècle avant qu'il fût question de conscription en Europe, il déclarait que l'enrôlement légal de toute la jeunesse d'un État était l'unique moyen d'obtenir des armées réellement nationales et à l'abri de la désertion.





Lesueur ex.

Pigeot sc

SUFFREN.

Publié par Furne Paris



SUFFREN

Suffren (Saint-Tropès) naquit au château de Saint-Cannat en Provence le 13 juillet 1728. Sa famille, qui tenait un rang distingué parmi la noblesse de cette province, le destinant à la marine, l'envoya à Toulon dès qu'il eut terminé ses études. Il s'embarqua comme garde-marine sur le vaisseau *le Solide*, qui faisait partie de l'armée française et espagnole combinée, et pour son début, Suffren assista au combat que ce vaisseau soutint contre *le Northumberland*. L'année suivante, étant sur *la Pauline*, à la Martinique, il prit part à un autre combat et le sang-froid qu'il montra dans ces deux actions fit présager ce qu'il devait être un jour. Au désarmement de ce navire, il se rendit à Brest et fut embarqué sur *le Trident*. L'escadre dont ce vaisseau faisait partie fut, à la suite d'une entreprise infructueuse contre la colonie anglaise d'*Annapolis*, dispersée par une tempête et attaquée par une armée supérieure en forces; la plupart des vaisseaux qui la composaient tombèrent au pouvoir de l'ennemi, mais *le Trident* fut du petit nombre de ceux qui réussirent à lui échapper. Nommé enseigne de vaisseau en 1748, Suffren passa sur *le Monarque* dans l'escadre de M. de l'Étandrière. Lors du combat qu'elle soutint à la hauteur de Belle-Ile contre l'amiral Hawk, ce vaisseau ayant été obligé d'amener, Suffren fut fait prisonnier et conduit en Angleterre, où il ne resta que peu de temps. La paix de 1748 semblait le condamner au repos; il en profita pour se rendre à Malte et se préparer à prendre ses degrés dans l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem. Admis au nombre des chevaliers, il employa les années qui s'écoulèrent jusqu'en 1754 à faire ses caravanes. Le titre de bailli qui lui fut conféré plus tard resta inhérent à son nom.

En 1755, les hostilités recommencent. En 1756, il était au combat de Mahon, et fut pris une seconde fois, en 1759 au combat de Lagos, où les Anglais attaquèrent l'escadre française sous le canon des forts portu-

gais. Il commandait un chébec en 1765, à la malheureuse expédition de Larrache, et fut nommé en 1778 pour commander un des vaisseaux de l'escadre de l'amiral d'Estaing. Il se distingua dans cette campagne, et peu de temps après son retour, en 1781, il fut choisi pour aller, à la tête d'une division de cinq vaisseaux, conduire des renforts au cap de Bonne-Espérance, et se joindre à l'escadre de l'Inde. Dans la traversée, il rencontra dans le port de la Praya, à Saint-Jago, une des îles du cap Vert, une escadre anglaise envoyée pour s'emparer du Cap. Pour sauver cet établissement, il fallait y arriver avant elle. Ce motif, et peut-être aussi le souvenir du combat de Lagos, porta le bailli de Suffren à attaquer cette escadre, mouillée sous la protection des forts portugais; il la désempara, et, continuant sa route, il remplit sa mission; et les Anglais, qui arrivèrent après lui au Cap, n'osèrent rien entreprendre. Au commencement de 1782, à la mort du commandant de l'escadre française dans l'Inde, Suffren lui succéda, et déploya des talents et une activité extraordinaires. En sept mois il livra quatre combats à l'amiral Hughes, et reprit en trois jours le fort de Trinquemale, que les Anglais avaient enlevé aux Hollandais. La prise de ce fort, situé sur la côte orientale de l'île de Ceylan, le mit en possession d'un des plus beaux ports de l'univers, et lui assura la prépondérance dans ces parages. Ces succès rétablirent la réputation des armes françaises dans l'Inde; ils donnèrent à Hyder-Ali, notre allié, plus d'assurance contre l'ennemi commun, et contribuèrent enfin à la paix de 1783.

Le 26 mars 1784 le bailli de Suffren rentra dans le port de Toulon après une absence de trois ans. Ses concitoyens le reçurent avec enthousiasme; les états de Provence firent frapper une médaille à son effigie avec cette inscription : *Le Cap protégé; Trinquemale pris; Goudelour délivré; l'Inde défendue; six combats glorieux. Les états de Provence ont décerné cette médaille.* MDCCLXXXIV. Jamais ni Turenne ni Condé, ni même le maréchal de Saxe, n'avaient reçu, au retour de leurs campagnes, un accueil plus honorable que celui qui fut fait au bailli de Suffren à son arrivée à Versailles. Louis XVI le nomma chevalier de ses ordres, créa uniquement pour lui une quatrième charge de vice-amiral qui devait être supprimée après sa mort. Il ne pouvait paraître dans aucun lieu public sans que la foule empressée lui témoignât son enthousiasme par des acclamations. Au mois d'octobre 1787, quelques difficultés entre la France et l'Angleterre ayant fait craindre la guerre, le roi ordonna l'équipement d'une armée navale au port de Brest et désigna le bailli de Suffren pour la commander. Une maladie grave, qui le conduisit au tombeau le 8 décembre 1788, ne lui permit pas de répondre à cette haute faveur par de nouveaux exploits.



